

**SAMIR AMIN**  
**UNITE ET DIVERSITE DU MOUVEMENT AU**  
**SOCIALISME**  
**LE CAS DE L' EGYPTE**

**TABLE DES MATIERES**

**Prologue ; pourquoi ce livre aujourd'hui ?**

**Première partie**

**Unité et diversité dans le mouvement au socialisme**

**Seconde partie**

**Le cas de l'Egypte**

**Introduction**

**Document I : Deux analyses, deux politiques (juin 1956)**

**Document II : La situation en Egypte au lendemain de la nationalisation du Canal de Suez (septembre 1956)**

**Document III : Trois années de luttes paysannes (1955)**

**Document IV : Nation arabe, ou nations arabes ? (1957)**

**Document V : Trois rapports du Parti Communiste Egyptien (1957)**

**Document VI : Programme du Parti Communiste Uni (1957)**

## PROLOGUE : Pourquoi ce livre aujourd'hui ?

La publication en français aujourd'hui d'un livre dont une bonne partie de la matière (la seconde partie) fait référence à des débats au sein du mouvement communiste égyptien qui remontent aux années 1950 pourrait paraître n'intéresser que les historiens de l'Égypte et/ou du communisme. Non. Ce livre n'a pas été conçu dans l'esprit d'ouvrir des documents d'archives, même si on considère importants eux qui ont été réunis ici. Il interpelle l'acteur politique militant d'aujourd'hui en Égypte et ailleurs dans le monde entier.

Il interpelle les militants du combat démocratique et socialiste en Égypte, mais aussi tous ceux qui par le monde (en l'occurrence lecteurs francophones) s'intéressent à l'avenir de ce pays. L'Égypte est depuis 2011 fréquemment à la Une des informations internationales. Mais il s'agit plus souvent de désinformation. Certains faits sont montés en épingle (quelques centaines de manifestants Frères Musulmans sont présentés comme une immense démonstration de force), d'autres cachés (comme la campagne de signatures – vingt cinq millions effectivement collectées – exigeant la démission du Président Morsi ; jamais mentionnée). Mais au-delà de la sélection des « faits », la désinformation concerne l'analyse de la situation et la définition des défis. Le clergé médiatique au service de l'aristocratie financière des puissances de l'OTAN domine la scène. Il reproduit *ad nauseam* la même chanson : les concepts et les ambitions du nationalisme – nassérien en l'occurrence – et du communisme relèvent d'un passé irrévocablement révolu, l'époque de la guerre froide ; la démocratie électorale et l'ajustement aux exigences de la mondialisation libérale sont les seuls objectifs réalistes, les seuls porteurs du progrès possible ; les peuples, en particulier ceux des pays musulmans, ont toujours donné et donnent à nouveau plus que jamais, une place prioritaire dans l'expression de leur identité à leur croyances religieuses ; de ce fait le seul « mouvement de masse » qui existe en Égypte, et dans bien d'autres pays, est représenté par le (ou les) courant islamique ; ce courant islamique est pluriel et différencié et n'est pas par nature incompatible avec la démocratie ; en particulier les Frères Musulmans en Égypte sont capables de se convertir à la démocratie ; l'Égypte a été gouvernée depuis 1952 (soit 70 ans) par des dictatures militaires ; la première élection libre en Égypte a porté des civils – Frères Musulmans et Salafistes en forte majorité – au Parlement et à la Présidence ; le Président élu – Morsi – a été renversé par un coup d'Etat militaire le 3 Juillet 2013 ; la seule solution acceptable pour sortir du chaos et écarter la menace de « guerre civile » exige le retour au pouvoir du Président civil élu.

Chacune de ces affirmations est contraire à ce que la moindre analyse sérieuse de l'histoire et des événements en cours, en Égypte et partout ailleurs dans le monde, permettrait de conclure. Il ne s'agit donc ni « d'information objective », ni « d'analyse réaliste », mais tout simplement d'intoxication par la propagande (le terme n'est pas trop fort) des pouvoirs majeurs en place : le capital international financier et les instruments politiques à sa seule dévotion, dans les pays dominants (Etats Unis, Europe, Japon) et dans les pays dominés gouvernés par leurs alliés.

Le retour sur les débats et les conflits violents qui ont concerné dans le passé les relations entre les « frères ennemis » – les nationalistes (nassériens en l'occurrence) et les communistes – permet d'identifier la nature véritable du défi auquel les peuples (en l'occurrence le peuple égyptien) des périphéries dominées du système capitaliste mondial étaient confrontés. Il s'agissait de « frères », puisque les uns et les autres partageaient la même ambition : conquérir l'indépendance du pays, déployer à cette fin un projet souverain de développement économique et social. Mais de « frères ennemis ». Deux visions et deux

projets, deux stratégies pour leur mise en application se heurtaient. Nous avons affaire à d'une part une vision « nationale bourgeoise », c'est-à-dire à un projet « anti impérialiste/antiféodal » (langage de l'époque) que la bourgeoisie nationale, soutenue par un Etat nationaliste pourrait conduire à son terme ; et d'autre part à une vision « nationale populaire » fondée sur l'idée que la bourgeoisie (en l'occurrence égyptienne) ne pouvait pas conduire le mouvement dans le sens souhaité, parce que celle-ci ne conçoit pas d'aller au-delà de compromis (voire compromissions) avec l'impérialisme et la « féodalité », et, qu'en conséquence, seul un large mouvement populaire, dirigé par une avant-garde « communiste », pouvait y parvenir. Cette seconde vision a été, par moments et pour certains, celles des communistes égyptiens. Mais elle est demeurée fluctuante et à d'autres moments a été abandonnée au bénéfice d'un ralliement au projet nationaliste bourgeois (nassérien en l'occurrence).

De toute façon, dans ces temps anciens où le débat nationalisme/communisme ainsi défini occupait le devant de la scène, « l'islamisme » était refoulé dans les coulisses, et l'attachement du peuple à la religion n'influçait pas ses prises de position politiques.

Le retour sur ces débats anciens ne concerne pas seulement les archivistes et les historiens. Loin de là. Il interpelle les forces sociales, politiques et idéologiques en mouvements à l'heure actuelle, en Egypte depuis 2011. Les mêmes questions que celles qui avaient été posées il y a 70 ans émergent à nouveau. Des réponses analogues à celles qui leur avaient été données dans le passé réapparaissent en filigrane. Car ni Moubarak ni Morsi n'ont été éliminés par l'armée. Ils ont été abattus par la colère populaire : des manifestations rassemblant quinze millions de citoyens contre Moubarak, trente contre Morsi. Mais ce mouvement est resté, du début à ce jour, divisé et sans stratégie. Le mouvement a été incapable d'associer l'exigence de l'unité d'action et la définition d'objectifs stratégiques d'étapes communs d'une part, et la reconnaissance de la diversité des intérêts sociaux (de classe) propres aux différentes composantes du mouvement d'autre part. Cette incapacité a profité au commandement de l'Armée qui s'est « rallié » (en apparence) au mouvement, a déchu Moubarak puis Morsi, mais pour conserver, lui, le contrôle des rênes du pouvoir.

L'Armée au pouvoir ranime la nostalgie du passé nassérien que le Général Sissi alimente d'une manière systématique par des gestes, des allusions, mais rien de plus. Et face à ce retour (possible ? ou impossible ?) au « nassérisme », les mêmes prises de position, fermes ou louvoyantes, analogues à leur manière à celles qui étaient au cœur des conflits des années 1955-1960, refont leur apparition.

Pour Sissi aux commandes, rester dans le flou est la seule option possible, intelligente de surcroît. Face à ce flou se dessinent alors différents courants de l'opinion. Il y a les « pro-Sissi » inconditionnels, un camp qui attire évidemment tous les bénéficiaires du régime tel qu'il a été de 1970 à ce jour, mais aussi les indécis, les frileux qui ont peur du désordre et préfèrent laisser en place ce qu'ils connaissent que risquer l'inconnu. Il y a ceux qui pensent que « Sissi n'est pas mauvais, et peut évoluer dans le bon sens », c'est-à-dire s'engager lentement mais sûrement dans la voie du « nassérisme », de l'affirmation de la souveraineté et de réformes sociales progressistes. Faisons lui donc confiance. Aidons le, au lieu de le combattre. Ces positions rappellent étrangement celles de beaucoup de démocrates, de progressistes, de socialistes et de communistes des années 1955-1965. Mais il y a également les « anti Sissi » de principe. Non, pas de dictateur militaire ; il ne peut être bon ; non, pas d'alternative autre que la démocratie civile tout de suite. Dans ce débat le centre de gravité est déplacé. Nous renonçons à imposer notre débat : comment concilier l'unité d'action du mouvement et la diversité de ses composantes sociales. Nous acceptons de nous placer sur le

terrain défini par Sissi, dont la seule préoccupation est : comment rester aux commandes ? Nous restons sur la défensive, répondant au jour le jour aux faits et gestes du pouvoir qui conserve alors l'initiative. Nous renonçons à passer à l'offensive et à contraindre le pouvoir, lui, à répondre à nos initiatives.

La gestion du capitalisme « libéral » contemporain repose sur le socle de la dépolitisation organisée systématiquement par le pouvoir en place. Dans les centres le ralliement de la gauche historique au social-libéralisme, fondement de la société d'apparence de « consensus », a annihilé la signification du contraste politique et social antérieur droite/gauche. Dans les périphéries l'épuisement puis la répression de tous les courants historiques du nationalisme populaire a créé un vide que la religion (Islam, Hindouisme, Bouddhisme) ou l'ethnicité (en Yougoslavie, en Afrique et ailleurs) a occupé, sortant des coulisses pour s'installer sur le devant de la scène. Dans ces conditions les balivernes de la dogmatique du libéralisme sont acceptées comme monnaie sonnante et trébuchante par les opinions générales dominantes. Dans le cas de l'Égypte l'Islam politique réactionnaire a souscrit sans hésitation aux « recettes » des politiques économiques libérales (« vive le marché », nous n'avons rien à dire sur ce sujet, répète-t-il à satiété). Il a ainsi contribué à transférer le centre de gravité du débat du champ des intérêts sociaux et des luttes sociales (luttes de classes, prenant en compte toutes ses complexités concrètes) à celui des questions prétendues théologiques. Mais l'opinion démocratique qui rejette la réponse théocratique (comme l'a montré la manifestation grandiose du 30 Juin 2013) est elle-même contaminée par le « virus libéral ». Elle contribue à son tour à transférer le débat du champ économique et social qui commande la réalité à celui du choix abstrait en faveur de la démocratie électorale sans plus. La repolitisation générale qui caractérise la scène égyptienne depuis 2011 est réelle, visible pour tous. Elle constitue certainement un bon signe pour l'avenir. Mais elle demeure jusqu'ici faible, au sens que sa prise de conscience du lieu du défi réel (les dévastations sociales produites par le libéralisme économique) demeure très insuffisantes dans les larges masses populaires. Le monde contemporain paie cher cette régression de la culture politique, en particulier de l'effacement du marxisme. Une régression caractéristique du creux de la vague historique, la page de la vague des montées et des avancées du XXe siècle étant tournée, et celle de la renaissance du mouvement au socialisme du XXIe siècle à peine dessinée.

Pour cette raison, en m'adressant aux militants égyptiens d'aujourd'hui, j'ai pensé utile de leur offrir, en arabe bien sûr, quelques lectures. J'ai donc écrit, à cette fin, trois ouvrages : 1) *Thawra Misr* (La Révolution Égyptienne, 2011) ; 2) *Thawra Misr Baad 30 Junio* (La Révolution Égyptienne après le 30 Juin ; 2013) ; 3) *Al Nassiriya wal Shiyuiya al masria* (Le Nassérisme et le Communisme Égyptien, 2012). Un quatrième livre est en cours de publication, proche de cet ouvrage en français. Tous ces écrits sont centrés sur ma volonté de contribuer à ce qu'une réponse efficace soit donnée à ce même défi inchangé : associer unité et diversité pour changer le cours de l'histoire.

Mais cet ouvrage ne s'adresse pas seulement aux Égyptiens et à ceux qui s'intéressent à l'Égypte parmi les lecteurs francophones. Non. Sa portée est universelle. Car la question de la combinaison heureuse nécessaire entre l'unité d'action et la diversité des composantes sociales qui veulent changer le cours des choses (et peut être de l'histoire) n'est pas une question spécifique à l'Égypte, ni à notre époque. Elle est celle à laquelle ont été confrontés tous les peuples au XIXe puis au XXe siècle, face au déploiement du capitalisme historique et à l'impérialisme qui lui est associé.

Je n'ai donc proposé ma réflexion sur l'Égypte que dans la seconde partie du livre, tandis que la première est consacré à un examen de la question à la lumière de toute l'histoire des deux siècles précédents. Le lecteur avancera ainsi dans sa lecture du général au particulier (le cas de l'Égypte), sachant que le regard sur ce particulier – une analyse concrète d'une situation concrète – constitue le préalable dans la démarche qui conduit à la formulation abstraite proposée dans la première partie.

Le capitalisme a fait son temps comme étape de la civilisation humaine. Une étape plus avancée de la civilisation s'impose, nécessaire (si on veut éviter la destruction barbare de la Planète et de l'humanité) et possible. On peut l'appeler comme on veut. Je l'appelle « communisme », porté par le (ou les) mouvement au socialisme. La marche sur cette longue route a commencé par des avancées suivies de reculs, des échecs, la maturation des conditions préparant de nouvelles avancées. Quelles leçons peut-on tirer de cette histoire ?

La lecture toujours attentive et recommencée de l'histoire peut éclairer notre lanterne. Elle nous fait prendre conscience que « le mouvement au socialisme » se conjugue toujours au pluriel. Le texte de la Première partie de ce livre s'attache à lire comment se sont constituées les lignées différentes du mouvement au-delà du capitalisme à partir des trois grandes révolutions des temps modernes : la Révolution française et son prolongement dans la Commune de Paris, la Révolution russe et la formulation léniniste du marxisme révolutionnaire, la Révolution chinoise amorcée par les Taiping, poursuivie et approfondie par le maoïsme.

Le défi permanent auquel le (ou les) mouvement au socialisme a été confronté est toujours le même : associer unité et diversité. Mais de quelles diversités s'agit-il ? Les diversités sont innombrables : sexe, religions, langues, mais aussi – et il serait fort malheureux de l'oublier – classes sociales dans les sociétés du capitalisme historique. Classes sans simplifier l'analyse concrète de ce qu'elles sont dans leur segmentation et diversité.

Les avancées révolutionnaires – et il y en a eu – ont toujours été le produit d'une analyse concrète et correcte de celles de ces diversités qui peuvent être surmontées par la construction de leur unité. Les unités concrètes de diversités concrètes surmontées, parviennent ainsi à devenir le levier des avancées. Mais il y a eu aussi des reculs dont l'analyse de la gestion malheureuse de la poursuite de l'unité révèle les conséquences. Il y a eu aussi des échecs dès le départ, le mouvement s'étant avéré incapable d'identifier le défi lui-même, a fortiori de lui répondre.

Et, à partir de ces réflexions générales, le lecteur pourra aborder mieux armé je l'espère la lecture de l'histoire concrète de l'Égypte contemporaine.

## PREMIERE PARTIE

### UNITE ET DIVERSITE DES MOUVEMENTS POPULAIRES AU SOCIALISME

#### Le mouvement au socialisme

Les réflexions qui suivent concernent un défi permanent et fondamental auquel tous les mouvements populaires en lutte contre le capitalisme ont été et sont confrontés. Par luttes contre le capitalisme j'entends aussi bien celles des mouvements qui se donnent l'objectif radical d'abolir ce système fondé sur la propriété privée des moyens de production modernes (le capital) pour lui substituer un système fondé sur la propriété sociale des travailleurs, que ceux de ces mouvements qui, sans aller jusque là, se mobilisent pour transformer réellement et dans des mesures significatives les rapports entre le travail (« employé par le capital ») et le capital (« qui emploie les travailleurs »). Les uns et les autres de ces mouvements peuvent contribuer, à des degrés divers, à la remise en cause du capitalisme ; comme ils peuvent ne donner que l'illusion qu'ils agissent dans cette direction, alors qu'en fait ils contraignent seulement le capital à se transformer pour absorber les revendications du travail concernés. Sachant que la frontière entre l'efficacité des stratégies déployées et son impuissance n'est pas toujours facile à tracer, pas plus que le heurt entre les visées stratégiques et les contingences tactiques.

Considérés ensemble un bon nombre de ces mouvements peuvent être qualifiés de « mouvement au socialisme ». J'emprunte la locution au vocabulaire initié au cours des dernières décennies par certains partis d'Amérique du Sud (le Chili, la Bolivie et d'autres). Ces partis ont renoncé à l'objectif traditionnel des partis communistes (« exercer le pouvoir pour construire le socialisme ») pour lui substituer celui – d'apparence plus modeste – de construire patiemment les conditions sociales et politiques qui permettent d'avancer vers le socialisme. La différence tient à ce que la construction du socialisme prônée par les partis communistes concernés partait d'une définition du socialisme connue d'avance, inspirée par l'expérience soviétique, qu'on peut résumer en deux termes : nationalisations et planification d'Etat. Les partis qui se définissent par le « mouvement au socialisme » laissent ouverte l'identification finale des moyens de la socialisation de la gestion d'une économie moderne.

Un certain nombre des organisations et des partis – mais pas tous – qui se revendiquent du socialisme, ou encore du communisme, se déclarent héritiers de Marx, et même parfois d'un marxisme historique comme l'ont formulé les traditions du soviétisme et/ou du maoïsme.

En effet le triomphe du capitalisme à partir de la révolution industrielle et sa mondialisation par l'expansion impérialiste ont simultanément créé les conditions de l'émergence d'un projet de civilisation universelle supérieure, celui du socialisme/communisme. De nombreuses rivières ont convergé dans cette invention ; et Lénine après Engels en avait donné une classification bien connue de la variante marxiste : l'économie classique anglaise, le socialisme utopique français, la philosophie hégélienne allemande. Une présentation qui simplifie la réalité et ignore bien d'autres contributions antérieures et postérieures à Marx.

Certes la contribution de Marx à la formulation du projet socialiste/communiste constitue la coupure décisive dans l'élaboration du projet. La pensée de Marx se construit en effet à partir d'une analyse critique scientifique rigoureuse du capitalisme considéré dans toutes les facettes

de sa réalité historique, ce qui n'était pas le cas des formulations socialistes antérieures et même postérieures, ignorantes de Marx. La formulation de la loi de la valeur propre au capitalisme, l'identification des tendances longues de l'accumulation du capital, celle de ses contradictions, l'analyse des rapports entre les luttes de classes et les conflits internationaux d'une part et les transformations des modalités de la gestion de l'accumulation et de la politique d'autre part, celle des expressions aliénées des consciences sociales définissent ensemble la pensée de Marx qui inaugure le déploiement des marxismes historiques, en particulier ceux de la Seconde et de la Troisième Internationales, du soviétisme et du maoïsme.

### **La position centrale de la Révolution française dans la formation du monde moderne**

La Révolution française occupe, dans ma lecture de la construction moderne, une position centrale. Car elle définit un système de valeurs (liberté, égalité, fraternité – on dirait aujourd'hui solidarité) qui fonde la modernité dans sa contradiction fondamentale ; car ces valeurs sont en définitive bien plus celles de la civilisation socialiste supérieure à inventer que celles dont le capitalisme pourrait honorer une pleine et authentique mise en œuvre. Dans ce sens la Révolution française est plus qu'une « révolution bourgeoise » (comme le fut par exemple celle de 1688 en Angleterre) ; elle annonce – avec la Convention montagnarde – la nécessité d'aller au-delà.

Les valeurs du capitalisme – celles qui sont utiles pour son déploiement – sont celles qui ont inspiré la non-révolution américaine : liberté et propriété. Ensemble elles définissent la liberté d'entreprise, qu'il s'agisse de la petite entreprise agricole familiale comme c'était le cas dans les colonies de la Nouvelle Angleterre ou de la ferme esclavagiste dans celles du Sud, ou qu'il s'agisse plus tard de la grande entreprise industrielle puis des monopoles financiarisés. Ensemble ces deux valeurs associées excluent toute aspiration à l'égalité allant au-delà celle que confère le droit égal pour tous : « l'égalité des chances » dira-t-on dans le discours idéologique qui fait l'impasse sur les inégalités de départ qui séparent les classes de propriétaires du prolétariat vendeur de sa force de travail. Liberté et propriété donnent ensemble à l'inégalité une légitimité apparente : l'inégalité serait le produit du talent et du travail de l'individu. Elles ignorent les vertus de la solidarité pour ne reconnaître que celles de son antipode : la compétition entre les individus et les entreprises.

Liberté et égalité sont des valeurs conflictuelles par nature, et ne pourraient devenir complémentaires que si l'on supprime la propriété bourgeoise, entendue comme celle d'une minorité. La Révolution française, même dans son moment de radicalisation montagnarde, ne va pas jusque-là : elle demeure protectrice de la propriété sacralisée, qu'elle conçoit comme généralisable dans sa forme de petite propriété agricole et artisanale familiale. Elle ne dispose pas des moyens qui lui permettraient de saisir le mouvement du capitalisme qui accusera la concentration progressive et inévitable de la propriété moderne – celle du capital.

L'idée du socialisme/communisme, entendue comme étape de la civilisation supérieure à celle du capitalisme se constitue précisément dans la prise de conscience graduelle de ce qu'implique la mise en œuvre sincère de la devise « liberté, égalité, solidarité » : la substitution de la propriété collective des travailleurs à celle de la minorité des bourgeois.

### **Les lignées diverses dans la formation de la pensée et de l'action socialistes**

Le défi que constituent les rapports sociaux du capitalisme et l'exploitation des travailleurs qui leur est associé est à l'origine des mouvements de luttes populaires modernes. Ces mouvements peuvent avoir été dans certains cas, à l'origine, spontanés ; dans d'autres cas

impulsés avec succès à des degrés divers par des groupes qui se sont employés à mobiliser et organiser les travailleurs à cet effet.

Ces mouvements en question apparaissent très tôt dans la nouvelle Europe, entrée dans la révolution industrielle, en particulier en Angleterre, en France et en Belgique, un peu plus tard en Allemagne et ailleurs en Europe, comme aux Etats Unis, en Nouvelle Angleterre. Ils se déploient tout au long du XIXe siècle pour prendre des directions diverses (qualifiées de « révolutionnaires » et de « réformistes ») au XXe siècle.

D'autres mouvements surgissent dans les sociétés du capitalisme périphérique, c'est-à-dire dans les pays intégrés au système mondialisé du capitalisme en qualité de régions soumises aux exigences de l'accumulation des centres dominants. Dans son déploiement mondial le capitalisme historique est polarisant, au sens que centres dominants et périphéries dominées sont construits simultanément dans un rapport d'asymétrie toujours reproduit et approfondi par la logique du système. Capitalisme et impérialisme constituent l'endroit et l'envers indissociables de la même réalité. Dans ces conditions les mouvements en lutte contre le système en place sont largement anti-impérialistes, au sens que les forces sociales qui sont à son origine se donnent l'objectif non pas de construire une société post capitaliste, mais de « copier pour rattraper » les sociétés capitalistes opulentes des centres. Cependant, parce que la bourgeoisie de ces pays, façonnée dès sa naissance par le rapport de dépendance (et qualifiée de ce fait de comprador par nature, pour employer le terme du communisme chinois à l'origine pour la désigner), n'est pas en mesure de se reconstruire en bourgeoisie nationale capable de conduire une authentique révolution bourgeoise (« anti féodale » pour employer le terme en usage dans le communisme de la troisième Internationale). De ce fait le combat contre l'impérialisme, conduit par une large alliance sociale anti-impérialiste et anti féodale dirigée par un parti se revendiquant de la perspective socialiste/communiste, devient potentiellement anti capitaliste.

Ces mouvements d'émancipation nationale et populaire se donnent l'objectif de franchir l'étape de la révolution anti impérialiste/anti féodale/populaire (et non bourgeoise)/démocratique. Ils s'inscrivent alors dans le mouvement au socialisme.

Nous avons donc à examiner de plus près deux familles de mouvements au socialisme : ceux qui émergent et se déploient dans les centres impérialistes, ceux qui se développent dans les périphéries dominées. Ces deux familles de mouvements ne bénéficient jamais de la garantie du label de mouvements au socialisme, mais certains ont la capacité potentielle de le devenir. Quelles sont les conditions et quels sont les critères qui nous permettent de les classer de la sorte ?

### **Les lignées de mouvements au socialisme dans les centres du système capitaliste mondial**

La prise de conscience que le capitalisme doit être aboli et remplacé par une organisation socialiste de la société opère ses premières avancées en France plus encore qu'ailleurs dans l'Europe du XIXe siècle ou aux Etats Unis. Le vecteur de cette progression est fourni par les héritiers du Jacobinisme, acteurs majeurs en 1848 puis dans la Commune de 1871, dont Blanqui produit la théorie dont s'est inspiré le syndicalisme révolutionnaire français. La coopérative de production et l'autogestion fournissent le cadre institutionnel et juridique de ces premières formulations de socialisation de la propriété.

Le « socialisme français » – si on l'appelle ainsi – se distingue de celui dont Marx inspirera l'émergence par son caractère idéaliste. Il fonde en effet son origine sur l'héritage de la Philosophie des Lumières du XVIIIe siècle dont il donne l'interprétation sociale la plus



radicale du sens des valeurs éthiques de justice, de citoyenneté, d'égalité, de liberté, de solidarité. Mais il persiste dans l'ignorance de l'examen scientifique des processus qui commandent la production et la reproduction de l'accumulation, que Marx sera le premier et le seul à analyser pour comprendre les raisons et la nature de l'aspiration au socialisme.

On comprend alors que Marx, puis les marxismes historiques de la 2<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup> Internationales, ont été critiques de la théorie et de la pratique de ce « socialisme français ». Critique du blanquisme qui substitue la stratégie du complot et du coup d'Etat à celle de la lutte de longue haleine du prolétariat s'organisant par lui-même ; critique non moins violente de la philosophie de Proudhon ; critique de la conception « élitiste » de l'organisation du syndicalisme révolutionnaire. On reviendra plus loin sur cette question du « syndicalisme révolutionnaire » (à la française) dont les traces sont encore vivantes dans la France contemporaine, et qui le distingue du « syndicalisme de masse » (ou de « consensus ») d'autres pays européens.

Il y a bien entendu d'autres lignées que la française qui ont contribué à la formation du (ou des) mouvement au socialisme, effectif ou illusoire, en Europe, dont la lignée anglaise en particulier. Mais je n'entrerai pas ici dans leur examen.

Ce sont ces rivières qui vont converger dans la construction de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), la Première Internationale, créée du vivant de Marx et avec sa participation active.

Marx écrit à cet endroit en 1866 (Résolution du premier Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs) :

« L'œuvre de l'AIT est de généraliser et d'unifier les mouvements spontanés de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinal quel qu'il soit »

L'A.I.T. associe des organisations – embryons de partis et de syndicats, associations diverses – qui se revendiquent de « systèmes doctrinaux » différents : celui de Marx, mais aussi ceux de Bakounine et de Proudhon. Marx mène au sein de l'A.I.T. un combat idéologique et politique contre les doctrines qu'il estime sans fondement scientifique et par là même source d'illusion et d'inefficacité pour le mouvement ouvrier. Mais il pose, dans la phrase citée, le principe fondamental auquel j'adhère : accepter, reconnaître la diversité, agir pour renforcer l'unité dans les luttes.

Or ce qui va se développer en Europe au cours du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, après la mort de Marx mais encore du vivant d'Engels, est très exactement une évolution des mouvements européens au socialisme qui va s'écarter de ce principe.

La Seconde Internationale est fondée par la rencontre de « partis » qui sont devenus – en termes relatifs – de « grands partis ouvriers », pratiquement un seul par pays concerné. Cette évolution va être concomitante à la formation de grands syndicats, sans commune mesure avec ceux de l'Europe de Marx. A chaque pays « son » parti. Ils sont différents d'un pays à l'autre. Mais ils partagent tous l'idéal d'être « le parti ouvrier unique » chez eux. Leur formation comme telle est en fait fondée sur la fusion de mouvements d'obédiences diverses à l'origine. Le Parti Ouvrier Social Démocrate Allemand associe Lassaliens et Marxistes, le Parti Socialiste Français Jaurésiens (héritiers de la tradition du « socialisme français »), Guesdistes (Marxistes) et Blanquistes. Le Parti Britannique se confond avec les Trade Unions qui se fédèrent dans le Labour Party. Cette évolution paraît à beaucoup, à l'époque, positive et solide. L'histoire démontrera qu'elle est plus fragile qu'on ne le pensait. Mais « l'unité »,

réalisée formellement au plan organisationnel, va désormais être conçue non comme complémentaire de la diversité – dont on nie l'existence – mais comme conflictuelle avec elle.

L'unité apparente du parti ouvrier semble consolidée par l'émergence du syndicalisme, lui également unifié. Le « syndicalisme de masse » se fraie la voie : tous les salariés d'une branche des activités industrielles et commerciales doivent être syndiqués (c'est l'objectif qu'on se donne) et appartenir au même syndicat unique. Le modèle par excellence de ce syndicalisme sera donné un peu plus tard par les pays scandinaves. Mais la France continue à constituer l'exception à cette tendance générale. Dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire, le Syndicat ne recrute que l'avant-garde politisée et s'emploie à entraîner les masses de salariés, à organiser leurs luttes, et/ou à soutenir les mouvements spontanés. Le Syndicat se pose en quasi parti, allié ou concurrent des partis ouvriers. Le syndicalisme de masse par contre ne favorise pas la politisation de ses troupes, mais au contraire facilite leur obéissance passive, leur dépolitisation. Le Syndicat de masse s'aligne sur le plus petit dénominateur commun : la revendication strictement économique, éventuellement le soutien électoral de son allié, le parti social-démocrate.

La guerre de 1914 va faire éclater en plein jour l'impuissance des partis et des syndicats de la Seconde Internationale. La « trahison » de Kautsky surprend Lénine lui-même. Pourtant la dérive « révisionniste » initiée par Bernstein – et son succès – aurait du faire comprendre que ces partis et syndicats ne constituaient plus un « mouvement au socialisme ». La raison majeure de cette dérive ne résidait pourtant pas dans la « trahison des chefs », ni même dans la corruption de la mince couche de l'aristocratie ouvrière et du carriérisme des bureaucrates d'organisations. Elle trouvait son origine dans un fait objectif : l'opulence de la société fondée sur le pillage impérialiste. La dérive se poursuivra dans l'entre deux guerres (1920-1939) et même après la seconde guerre mondiale, pendant les Trente Glorieuses (1945-1975). Les partis et les syndicats « réformistes » - qui ont renoncé à remettre en question le capitalisme – garderont la confiance de la majorité des travailleurs, reléguant les communistes-léninistes au statut de minorités.

Il y a bien sûr des nuances à introduire, dont l'auteur de ces lignes croit être conscient de la portée. Dans certains moments de l'entre deux guerres, face à la menace fasciste et nazi, les luttes pour la sauvegarde de la démocratie (bourgeoise) convergent avec les luttes pour l'amélioration des conditions des travailleurs. Les Fronts Populaires peuvent alors faire renaître l'espoir de la reconversion du mouvement au socialisme. Dans l'après-guerre la conjonction de la collaboration de classe des bourgeoisies du continent européen avec l'Allemagne nazie conquérante, le rôle décisif des classes ouvrières dans les mouvements de résistance, le prestige de l'Armée Rouge qui a mis en déroute les nazis, rendent à nouveau possible la renaissance d'un espoir de mouvement au socialisme, notamment en France et en Italie. Les conquêtes des classes ouvrières, en Grande Bretagne et en Europe occidentale, aux Etats Unis même – la sécurité sociale, les politiques de plein emploi, la hausse des salaires parallèle aux gains annuels de la productivité moyenne du travail social – ne peuvent en aucun cas être l'objet d'un regard méprisant. Elles ont transformé – et pour le meilleur – les conditions de dizaines de millions de travailleurs. Elles ont transformé – en meilleure – la figure des sociétés concernées. Mais en même temps force est de constater que ces gains des travailleurs ont été rendus possibles – pour le capital – par le pillage impérialiste renforcé. Pendant toutes les Trente Glorieuses l'énergie (le pétrole) était devenue pratiquement gratuite.

Il n'y avait donc pas d'obstacle sérieux, dans les centres impérialistes, pour s'opposer à la victoire de la contre offensive du capital à partir de 1975, mettant un terme aux Trente Glorieuses et aux conquêtes ouvrières et simultanément à la poursuite de la dérive des partis

et syndicats de l'ex Seconde Internationale, s'alignant désormais sur le social-libéralisme. Nous sommes donc parvenus au terme du cheminement : à la société de « consensus », entendu comme l'acceptation du « capitalisme éternel », la dépolitisation, la substitution au travailleur-citoyen du spectateur et du consommateur.

Cette victoire du capital et la disparition dans les centres impérialistes concernés de tout mouvement au socialisme ne sont pourtant pas aussi solides qu'on a pu le croire, ou le faire croire. Le renouveau des luttes contre les dévastations sociales associées au diktat du capital victorieux annonce la possibilité d'un renouveau du mouvement au socialisme. On y reviendra plus loin.

### **Les lignées léninistes du mouvement au socialisme**

La première révolution victorieuse conduite au nom du socialisme est celle de la Russie, un pays semi-périphérique. Et cela n'est pas un hasard. Le Parti Ouvrier Social Démocrate russe, créé à la fin du XIXe siècle se pense appartenir à la famille européenne de l'époque, dont Kautsky est le mentor. En fait le POSDR n'appartient pas à l'Europe ; il annonce le transfert du centre de gravité des mouvements au socialisme des centres impérialistes aux périphéries. C'est ce transfert qui va façonner tout le XXe siècle. Ce n'est donc pas un hasard si la tendance radicale (les bolchéviks) l'emporte en Russie sur la tendance conciliatrice (les mencheviks) qu'elle contraint à la défensive alors que l'inverse caractérise tous les partis européens.

Lénine reste néanmoins attaché aux concepts de la Seconde Internationale concernant le rapport entre l'unité nécessaire et la diversité des courants du mouvement au socialisme. Il en accentue même les caractères sur deux questions importantes. Premièrement il considère qu'il n'y a place que pour un seul parti de la classe ouvrière – « une classe/un parti ». Tous les autres partis autres que ceux que la Troisième Internationale reconnaîtra ne participent pas au mouvement au socialisme. Ce sont des traîtres ; rien de plus ; il faut gagner les masses qu'ils trompent. On le peut, croit-il jusqu'à la défaite – pourtant annoncée – de la révolution allemande de 1918-1919. Deuxièmement il n'admet pas l'indépendance syndicale. Car ceux-ci, dit-il livrés à eux-mêmes, ne peuvent pas dépasser la conscience revendicatrice réformiste. Il faut donc les intégrer dans le système du mouvement au socialisme en les soumettant au statut de courroie de transmission de la stratégie révolutionnaire du Parti révolutionnaire. Pourtant l'histoire réelle des luttes sociales en Europe même allait démentir la conceptualisation de la Seconde Internationale et celle de Lénine concernant le rôle des syndicats. Dans le moment actuel les « grands syndicats de masse » (comme en Allemagne) fondés sur le consensus et alliés fidèles des « grands partis de la gauche électorale (comme le SPD en Allemagne) n'ont pas fait obstacle au déploiement de l'offensive du capital des monopoles financiarisés ; mais au contraire l'ont aidé à atteindre ses objectifs. Par contre ce qu'il reste de la tradition du syndicalisme révolutionnaire en France (qualifié « d'élitiste » et de minoritaire), parce qu'il laisse une bonne marge d'autonomie aux initiatives de la base, s'avère plus efficace dans la résistance à l'offensive du capital. Ce que le patronat français déplore, en adressant ses louanges au « modèle allemand ».

Le léninisme, défini de la sorte, inspirera les lignées dominantes du mouvement au socialisme du XXe siècle, tandis que les lignées européennes vont, comme je l'ai fait observer plus haut, glisser de plus en plus ouvertement vers des positions opportunistes, au mieux exclusivement revendicatrices, s'inscrivant dans la permanence des rapports capitalistes fondamentaux, et, de ce fait, sortir de ce qu'on peut considérer comme le mouvement au socialisme.

La personne de Lénine est-elle responsable du « léninisme » de ses successeurs, en Union Soviétique et dans le monde ? Oui et non. Oui dans le sens de l'adhésion de tous les successeurs, Staline inclus, aux dogmes du léninisme concernant la gestion du rapport unité/diversité. Non, bien sûr dans la mesure où Lénine n'a vécu que les toutes premières années de la Révolution russe et ne peut être tenu responsable personnellement de la suite.

Cette suite revêt d'ailleurs un aspect positif d'une importance décisive pour l'avenir du mouvement mondial au socialisme. Le léninisme rompt avec le dogme euro centrique que la révolution socialiste n'est à l'ordre du jour que dans les pays capitalistes avancés – en fait impérialistes. Il prend acte du transfert du centre de gravité du combat pour le socialisme des centres aux périphéries. Bakou (1920) l'annonce, en présence de Lénine. Et la Troisième Internationale sera présente dans le monde entier, alors que la Seconde n'existait qu'en Europe.

Pour ce qui concerne la société soviétique le mouvement au socialisme dirigé par le bolchévisme léniniste a été contraint par les conditions objectives du pays (son retard ; son caractère de capitalisme semi-périphérique) à réduire la « construction du socialisme » (son objectif proclamé) à celle d'un socialisme d'Etat. J'insiste ici sur la différence entre socialisme d'Etat et capitalisme d'Etat. Le capitalisme d'Etat (comme celui de la France gaullienne) demeure un système au service du capital des monopoles (même quand il fait des concessions importantes au bénéfice des travailleurs), le Socialisme d'Etat comporte deux volets d'une toute autre nature : (i) l'obligation pour lui de se donner pour l'équivalent du pouvoir des travailleurs, au moins par le déploiement de politiques sociales hardies qui lui donnent sa légitimité ; et (ii) sa posture indépendante dans ses rapports avec le système capitaliste mondial.

Ce socialisme d'Etat, qui définit le Stalinisme et partant autorise à qualifier celui-ci de léniniste, portait en lui la possibilité d'évoluer graduellement, à gauche, c'est-à-dire de donner à la socialisation de la gestion économique des formes progressivement plus avancées, plus conformes aux valeurs du socialisme, par la participation effective des travailleurs à l'exercice du pouvoir. Mais il portait en lui également le risque de stagnation pour finalement tomber à droite, par une restauration capitaliste. Ce qui s'est passé en Europe orientale et en Union Soviétique avec Eltsine et Gorbatchev. Trotski aurait-il fait mieux ? J'en doute fort. Et c'est la raison pour laquelle la Quatrième Internationale (en fait une Troisième Internationale bis) n'a jamais été que le tremplin pour des orateurs reproduisant ad nauseam les principes du léninisme, sans aller au-delà.

Les systèmes staliniens et post stalinien ne sont jamais parvenus à amorcer le dépassement du stade du socialisme d'Etat (étatisation et planification). Mais l'amorce de ce dépassement avait été mise en œuvre par la Yougoslavie titiste. Ce n'est pas un hasard si cette tentative a été ostracisée par Moscou. Car au plan de ses interventions à l'échelle mondiale le communisme de la Troisième Internationale (puis du Kominform) avait graduellement soumis toutes les stratégies des mouvements au socialisme aux impératifs des tactiques de l'Etat soviétique, préoccupé exclusivement par les exigences de résistance à l'encerclement capitaliste. La théorie de « la voie non capitaliste » imposée aux partenaires des pays non alignés de l'époque de Bandung – en particulier à l'Egypte du nassérisme anti impérialiste radicalisé, dont j'ai fait la critique dès sa formulation (je ne peux ici que renvoyer à d'autres écrits sur le sujet) – s'inscrivait dans cet abandon de la perspective stratégique au bénéfice de la seule tactique.

Il appartenait au communisme chinois et à Mao de concevoir le mouvement au socialisme dans les périphéries du capitalisme mondial d'une manière différente, non pas en rupture avec

tout l'héritage du léninisme, mais en le dépassant. Cela constitue le sujet d'une autre lignée du mouvement au socialisme que nous abordons dans ce qui suit.

### **Les lignées du mouvement au socialisme dans les périphéries du capitalisme mondial**

Je commencerai par porter le regard sur l'expérience de la Chine.

La Commune de Paris (mars-mai 1871) et la révolution (je dis bien révolution et non révolte) des Taiping (1851-1864) amorcent l'entrée de l'humanité dans la phase contemporaine de son histoire. Elles mettent un terme aux illusions concernant le caractère progressiste du capitalisme, en annoncent l'automne.

Deux révolutions gigantesques par leur portée à long terme. L'une (la Commune de Paris) se déploie dans un centre capitaliste développé, le second à l'époque en termes de développement économique après l'Angleterre ; l'autre (la révolution des Taiping) éclate dans une région du monde qui venait tout juste d'être intégrée dans le capitalisme impérialiste mondialisé en qualité de périphérie dominée.

La Révolution des Taiping renverse l'autocratie despotique impériale de la Chine des Qing, abolit le régime d'exploitation des paysans par la classe dirigeante de ce mode social de production que j'ai qualifié de tributaire (qualifié de « féodal » par les communistes chinois – cette question de sémantique est secondaire). Mais en même temps la révolution des Taiping refuse les formes du capitalisme infiltrées dans les failles du système tributaire ; elle abolit le commerce privé. Elle rejette avec la même vigueur la domination étrangère du capital impérialiste. Et elle le fait très tôt puisque ce n'est guère qu'à partir des premières agressions de l'impérialisme – la guerre de l'opium de 1840 -, à peine dix ans plus tôt, que se dessine la réduction de la Chine au statut de périphérie dominée dans la mondialisation capitaliste impérialiste. En avance sur leur temps les Taiping abolissent la polygamie, le concubinage et la prostitution.

La Révolution des Taiping – eux également « les fils du ciel » - jette les fondements du socialisme/stade plus avancé de la civilisation humaine en formulant la première stratégie révolutionnaire des peuples des périphéries du capitalisme impérialiste mondial. La Révolution des Taiping est l'ancêtre de la « révolution populaire antiféodale – anti-impérialiste » (pour utiliser le langage ultérieur des communistes chinois). Elle annonce l'éveil des peuples du Sud (d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine) qui façonnera le 20<sup>ème</sup> siècle. Elle inspire Mao. Elle indique la voie de la révolution pour tous les peuples des périphéries du système moderne mondial capitaliste, la voie qui leur permet de s'engager dans la longue transition socialiste.

La Commune de Paris n'est pas un chapitre de l'histoire de France et les Taiping de l'histoire de Chine. La portée de ces deux révolutions est universelle. La Commune de Paris donne sa substance à l'internationalisme « prolétarien » que la première internationale (l'Association Internationale des Travailleurs) appelle à substituer aux nationalismes chauvins, au cosmopolitisme du capital, aux identités communautaires du passé. L'universalisme de l'appel des Taiping trouve son symbole dans leur adoption, « curieuse » dit-on, de la figure du Christ, pourtant étranger à l'histoire chinoise. Comment un être humain battu par ses adversaires – le pouvoir – pourrait-il être un « Dieu », alors que celui-ci est invincible ? Pour les Taiping, ce Christ n'est pas celui du christianisme de soumission que les missionnaires tentent d'introduire en Chine, il est l'exemple exemplaire de ce que le combattant pour la libération des êtres humains doit être : courageux jusqu'à la mort, donnant par la même la preuve que la solidarité dans la lutte constitue le secret du succès.

La Commune de Paris et la Révolution des Taiping démontrent que le capitalisme n'est qu'une parenthèse dans l'histoire, comme je l'ai écrit ailleurs. Une parenthèse courte, au demeurant. Le capitalisme a seulement rempli la fonction – honorable – d'avoir créé – en un temps historique bref – les conditions qui rendent son dépassement / abolition nécessaire pour permettre la construction d'un stade plus avancé de la civilisation humaine. La Commune de Paris et la Révolution des Taiping ouvrent par la même le chapitre de l'histoire contemporaine – celle qui va se développer au 20<sup>ème</sup> siècle et se poursuivra au 21<sup>ème</sup> siècle. Elles ouvrent les chapitres successifs des printemps des peuples, en parallèle à celui de l'automne du capitalisme.

A l'autre extrémité du continent la Chine présentait tout également des caractères particuliers favorables à une maturation politique précoce. La Chine avait amorcé le dépassement du mode social/économique tributaire (ici dans une forme solide, « avancée ») très tôt, avant même l'Europe. Elle était en avance de cinq siècles dans son invention de la modernité (l'abandon d'une religion de salut individuel – le Bouddhisme - au bénéfice d'une sorte de laïcité a-religieuse avant la lettre, le développement hardi de rapports marchands centrés sur le marché intérieur). Je renvoie ici le lecteur à ce que j'ai écrit ailleurs sur ces questions. La Chine a tout également résisté longtemps à l'assaut du capitalisme impérialiste européen (faisant contraste sur ce point à l'Inde et à l'Empire Ottoman). Ce n'est donc qu'en 1840 que les canons britanniques ont forcé les portes de l'Empire céleste. La conjonction de cette agression et des avancées antérieures du capitalisme chinois a donc eu ici des effets accélérateurs prodigieux : les inégalités dans l'accès au sol (auxquelles la logique du système tributaire opposait une résistance sur le déclin) se sont accélérées et la « trahison » de la classe dirigeante (l'Empereur et l'aristocratie foncière) s'est substituée rapidement à leurs efforts antérieurs de résistance « nationale ». On comprend alors la précocité de la révolution des Taiping et son caractère « anti féodal/anti impérialiste ».

Deux grandes révolutions donc, mais deux révolutions opérant sur chacun des deux terrains complémentaires du capitalisme impérialiste mondialisé – au centre et à la périphérie – dans les deux « maillons faibles » de ce système global.

Marx et le (ou les) marxisme historique ont-ils été à la hauteur des exigences de l'analyse de cette réalité du capitalisme mondialisé et donc de celles de la formulation de stratégies efficaces pour « changer le monde », c'est-à-dire abolir le capitalisme ? Oui et non. Marx a cédé à la tentation de voir dans l'expansion mondiale du capitalisme une force qui devait homogénéiser les conditions économiques et sociales, réduisant les travailleurs du monde entier au même statut de salariés exploités par le capital de la même manière, avec la même intensité. Il justifiait sur cette base la colonisation, faisant finalement œuvre de progrès. Les citations des écrits de Marx à l'appui de cette lecture ne manquent pas, mettant en relief les « conséquences » progressistes de la colonisation, fussent-elles involontaires, c'est-à-dire en dépit de ses pratiques odieuses (dénoncées par Marx), en Inde, en Algérie, en Afrique du Sud, en Erythrée, comme celles de l'annexion du Texas et de la Californie par les « yankees » (« travailleurs », par opposition aux Mexicains « paresseux »). Marx condamne, dans cette logique, les Taiping (dont il ignore tout en réalité !). Et pourtant Marx, dès lors qu'il traitait de pays dont il n'ignorait pas tout, esquissait une tout autre vision de l'expansion capitaliste. Marx ne voit rien de positif dans la colonisation de l'Irlande par l'Angleterre ; au contraire il en dénonce sans réserve les effets destructeurs sur la classe ouvrière anglaise elle-même. S'agissant de la Russie qui lui était moins étrangère que la Chine – Marx a l'intuition qu'il s'agit là d'un « maillon faible » de la chaîne capitaliste mondiale (pour employer le terme qui sera celui de Lénine) et qu'une révolution anticapitaliste ouvrant la voie à une avancée socialiste y est, de ce fait, possible. La correspondance de Marx avec Vera Zassoulitch en

témoigne. Une révolution à dimension paysanne forte, fondée sur la résistance des communautés paysannes (organisées dans le « mir »), si elles se libèrent de l'exploitation féodale par l'abolition réelle du servage, mais néanmoins menacées d'expropriation au bénéfice à la fois des nouveaux paysans riches et de nouveaux latifundiaires (les anciens « féodaux »), lui paraît possible et même capable d'ouvrir une voie originale à l'avancée socialiste.

Lénine, et donc le marxisme historique « léniniste », fait un grand pas en avant. Lénine dénonce « l'impérialisme ». Peu importe que, probablement par respect pour Marx, il le qualifie de stade nouveau, récent, du capitalisme. Il en tire la double conséquence qui s'impose : la « révolution » n'est plus à l'ordre du jour à « l'Ouest », la « révolution » est par contre à l'ordre du jour à « l'Est ». Lénine ne tire pas cette conséquence immédiatement. Il hésite. Il espère toujours, par exemple que la révolution amorcée dans « le maillon faible du système » (la Russie) entraînera celle des travailleurs dans les centres développés (l'Allemagne est premier lieu). Il lit toujours la première grande crise systématique du capitalisme (amorcé dans les années 1870, conduisant à la première guerre mondiale) comme étant également « la dernière » du capitalisme moribond. Mais Lénine tire rapidement la conclusion des faits : il s'est trompé, la révolution en Europe (en Allemagne) est défaite, celle (ou celles) à venir pointe à l'Est (en Chine, en Iran, dans l'ex Empire Ottoman, dans les colonies et semi colonies). Lénine, néanmoins, n'associe pas la lecture nouvelle du marxisme qu'il fait, à l'approfondissement d'une réflexion sur la place de la Russie dans le système capitaliste mondial, celle d'une périphérie (ou semi-périphérie). Il voit plutôt dans ce caractère – la « Russie semi-asiatique » - un obstacle plutôt qu'un atout. Lénine ne voit pas non plus que la question paysanne est centrale dans la nouvelle « révolution » à l'ordre du jour. Il estime, à tort ou à raison, que les possibilités du « mir » ont été annihilées par le développement du capitalisme en Russie (titre de l'un de ses ouvrages de jeunesse). Il en tire la conséquence : la révolution russe donnera la terre aux paysans, mais pour en faire des propriétaires.

C'est donc à Mao l'héritier des Taiping – qu'il est revenu de tirer jusqu'au bout les leçons de cette histoire. Mao formule la stratégie et les objectifs de la longue transition au socialisme amorcé à partir d'une révolution anti impérialiste/anti « féodale » conduite dans les conditions faites aux sociétés périphériques du système mondial. La définition des tâches de cette révolution « anti féodale » exprime le rejet absolu par Mao de l'illusion passéiste sous quelque forme que cela soit. La révolution des peuples de la périphérie s'inscrit nécessairement dans la perspective universaliste du socialisme.

Le communisme chinois de Mao va donc mettre en œuvre une stratégie cohérente du mouvement au socialisme pour la Chine, dont les leçons ont une portée importante pour tous les peuples des périphéries (Asie, Afrique et Amérique latine). On retrouve ici notre question fondamentale : celle du rapport entre unité et diversité.

La révolution anti impérialiste/ anti féodale/ populaire et démocratique (et non bourgeoise démocratique) associe des classes et des forces sociales, idéologiques et culturelles diverses. Elle ne peut pas être une « révolution du prolétariat ». Au demeurant celui-ci n'est guère qu'embryonnaire et faible dans toutes les sociétés des périphéries modernes, jusqu'ici. Elle doit être tout autant celle de la majorité des paysans, opprimés et exploités. Elle doit être celle de segments importants des classes moyennes éduquées qui s'expriment dans l'intelligentsia révolutionnaire. Elle peut neutraliser (sans supprimer) l'intervention politique de la bourgeoisie locale, qui s'emploie à freiner le mouvement au socialisme. Elle peut même

favoriser le glissement de la bourgeoisie en question de son comportement naturel comprador à des prises de position nationales.

Il reste que les conditions objectives de la Chine ne permettaient guère que la mise en place d'un socialisme d'Etat, à cette étape. Ce qui fut fait. Mais ce socialisme d'Etat, à l'image du modèle soviétique au départ, a rapidement pris ses distances à l'égard de celui-ci, sur des questions diverses et importantes. Entre autre sur les questions indissociables de la gestion du monde rural et de la démocratisation de la socialisation de la vie économique et politique.

Le maintien et le renforcement de l'unité du peuple scellé au cours de la guerre de libération impliquait, selon Mao, une gestion des rapports villes-campagnes qui donne toute sa place à l'égalité des conditions des travailleurs (« paysans et ouvriers ») et partant rejette l'option de « l'accumulation primitive socialiste » qui fait peser sur la paysannerie tout le poids du développement et de la modernisation industrielle. Ce choix fait, les conditions sont alors réunies pour avancer dans une démocratisation possible de la société. La formule maoïste à cet effet a été celle de la « ligne de masse ». Je renvoie donc le lecteur pour tout ce qui concerne l'évolution du système chinois du mouvement au socialisme, de ses avancées et de ses reculs (post maoïstes), des alternatives d'avenir différent qu'elle ouvre (transformation du socialisme d'Etat en capitalisme d'Etat), à mes écrits récents sur la question.

La leçon importante que je tire de cette lecture de l'évolution de la Chine (de 1950 à ce jour) est que jusqu'ici le traitement du rapport entre l'unité (de la nation, du peuple) et la diversité (des composantes sociales de cette nation) a été suffisamment correcte pour donner au système du pouvoir de Beijing une légitimité certaine et partant garantir la stabilité sociale. Le succès de l'émergence de la Chine, sans pareil quand on le compare avec celui d'autres pays du Sud contemporain (l'Inde et le Brésil par exemple), est le produit de cette gestion meilleure (ou moins mauvaise !) du rapport unité/diversité.

D'autres exemples de mouvement au socialisme dans des pays de la périphérie ont franchi avec succès quelques belles étapes, entre autre parce qu'ils ont su gérer correctement le rapport unité/diversité et de ce fait facilité l'évolution de la lutte anti impérialiste d'origine en direction de la mise en œuvre de politiques qui, sorties du cadre des logiques du capitalisme, s'inscrivent sur la longue route au socialisme. On pense évidemment au Viet Nam et à Cuba.

On pourrait faire également référence aux avancées réalisées en Amérique du Sud au cours des décennies précédentes, au Venezuela, au Brésil, en Bolivie et en Ecuador. Partis de révoltes puissantes des classes populaires ces mouvements ont gagné des élections (cas exceptionnel à notre époque) et ont franchi une première étape. Mais, pour aller de l'avant et devenir d'authentiques mouvements au socialisme s'imposant dans les faits et pas seulement dans l'expression de ce qu'ils souhaitent, ils ont besoin de trouver des réponses plus efficaces au défi de la contradiction unité/diversité.

Mais on ne peut pas ignorer les exemples d'échecs cinglants de grands mouvements populaires qui ont mis à bas des dictatures sanglantes au cours des dernières décennies mais ne sont pas parvenu à s'imposer comme mouvements au socialisme. On pense ici aux mouvements qui ont abattu les dictatures de Moussa Traoré au Mali, de Marcos aux Philippines et de Suharto en Indonésie. Aucun de ces mouvements n'est parvenu à formuler et imposer un programme commun fondé sur l'unité dans la diversité. La même gestion de cette contradiction, inexistante ou même déplorable, caractérise les mouvements dans le monde arabe depuis 2011 (Egypte, Tunisie, Syrie). Il n'y a donc pas de mouvement au socialisme dans tous ces pays, en dépit du fait que les conditions objectives pour son émergence possible soient réunies.



Plus en arrière dans le temps, l'époque de Bandung (1955-1975/1980) est celle de l'essor victorieux des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique. Tous ces mouvements, pour les raisons de fond invoqués dans mon analyse, portaient en eux la possibilité de devenir des mouvements au socialisme. Mais qu'en a-t-il été dans la réalité de leur déploiement, de leurs victoires et de leurs lendemains ?

La réponse à cette question doit être nuancée. Oui, dans certains moments du déploiement de mouvements populaires plus avancés que d'autres le mouvement au socialisme se dessine comme un possible. Ce fut le cas par exemple dans le Yémen du Sud « communiste » (en fait national populaire avancé) ou, en pointillé au Soudan. Dans un bon nombre d'expériences africaines les pouvoirs d'Etat issus des partis qui avaient organisé et dirigé la libération nationale se sont auto proclamés socialistes, parfois même marxistes léninistes, plus souvent se réclamant d'une tradition plus imaginaire que réelle qualifiée de socialiste. Et cette posture n'était pas démagogique ; elle traduisait les ambitions de groupes dirigeants progressistes et de leurs soutiens populaires réels. Néanmoins tous ces régimes ont insisté sur « l'unité du peuple » (derrière leurs dirigeants !) et le plus souvent nié l'importance, voire la réalité de la diversité des intérêts sociaux en compétition dans la grande alliance nationale, ou les diversités d'autres natures des composantes de la nation (ethniques, religieuses, linguistiques). Cette gestion médiocre, au mieux, de la contradiction fondamentale du mouvement au socialisme est à l'origine de leur incapacité d'aller de l'avant à un rythme soutenu, de leur érosion rapide une fois atteintes les limites de ce qu'il pouvaient faire, de celle de leur légitimité et, de ce fait, de leur glissement en direction d'un retour au bercail géré par l'impérialisme contemporain et ses associés, la bourgeoisie compradorisée ou, à défaut, l'Etat compradore.

Seul un examen concret, pays par pays, permet d'en dire davantage. J'ai proposé quelques analyses concrètes de cette émergence handicapée du mouvement au socialisme pour quelques pays d'Afrique, d'Asie et du monde arabe, en particulier évidemment pour l'Egypte nassérienne.

Dans cette histoire mouvementée les partis se revendiquant du marxisme-léninisme – quand ils existaient – ne sont pas parvenus à infléchir l'évolution en faveur du mouvement au socialisme. Les raisons de leur faiblesse sont diverses ; mais sans doute l'adhésion au camp du communisme international dirigé par Moscou a-t-elle été ici parfois décisive pour annihiler les espoirs placés en eux. Leur ralliement à la thèse de la « voie non capitaliste » prônée par Moscou en donne l'exemple le plus dramatique : ces partis sont alors devenus « l'aile gauche » d'un système de pouvoir qui glissait à droite. Dans le cas de l'Inde l'éclatement de l'ancien CP of India, s'alignant de facto sur le Parti du Congrès et la constitution du CP-M (s'inspirant du maoïsme) n'ont pas produit le saut qualitatif qui eut été nécessaire pour faire du second la réplique de ce que le PC chinois avait été. Des raisons nombreuses et diverses expliquent cet échec : le caractère sacré du système des castes avec ses effets aliénants dans le déploiement des luttes de classes, la diversité des nations constitutives de l'Union Indienne. Le CP-M parvenu au gouvernement (par des élections) au Bengale occidental et au Kerala a certainement à son actif la réalisation d'avancées sociales non négligeables. Mais il n'est pas parvenu à renverser l'équilibre des forces à l'échelle de l'Union Indienne en faveur d'un mouvement au socialisme. Il a alors été graduellement « absorbé » par le système, incapable d'aller au-delà des limites de ce qu'il pouvait réaliser dans les deux Etats concernés. Une radicalisation du communisme maoïste indien s'est alors dessinée avec la constitution du CP-ML et la guerre des paysans/dalits qu'il a initiée. Mais force est de constater son échec, puis l'éclatement du Parti. A noter cependant que la même ligne d'action a donné quelques résultats au Népal et dessiné en pointillé un mouvement au socialisme possible.

J'ai qualifié la famille de ces avancées du « premier éveil du Sud » (les décennies de Bandung) de régimes « nationaux-populaires », au sein desquels le mouvement au socialisme ne s'inscrit qu'en pointillé, handicapé dans son développement possible par la tendance des classes politiques dirigeantes à maintenir leur pouvoir exclusif, fusse au prix d'un retour au bercail compradore.

### **Le défi pour le mouvement au socialisme : la socialisation de la gestion d'une économie moderne**

La question centrale posée par les avancées révolutionnaires et/ou réformistes authentiques qui se revendiqueront du socialisme, du communisme, du marxisme, du marxisme-léninisme, du maoïsme a été, et demeure, celle de la socialisation de la gestion d'une économie « moderne » dont les bases ont été construites par le déploiement du capitalisme historique tant dans ses centres dominants que dans ses périphéries dominées. Dans les centres la dérive du socialisme réformiste puis son abandon ultérieur de la référence à Marx ont conduit logiquement à renoncer à poser la question de « l'après capitalisme ». Par contre dans les périphéries qui ont constitué le théâtre de révolutions conduites dans la perspective de la construction du socialisme la question de la socialisation de la gestion de la vie économique est demeurée au cœur des débats et des conflits qui se sont déployés au sein des avant-gardes révolutionnaires et des pouvoirs d'Etat. Les conditions objectives spécifiques de la révolution dans les périphéries du capitalisme mondialisé ont bien entendu pesé lourd dans la balance : il fallait à la fois « rattraper » (développer les forces productives et, pour le faire, « copier » et reproduire des formes capitalistes d'organisation de la production) et « faire autre chose » (construire le socialisme). La réponse à cette question a été donnée par la construction de « socialismes d'Etat », ou de « capitalismes d'Etat », la frontière entre ces deux formes étant elle-même floue et mouvante. Il reste que dans les développements théoriques comme dans les programmes des partis se revendiquant du socialisme les avancées dans la socialisation de la gestion de l'économie et les avancées dans la démocratisation de la gestion politique de la société ont toujours été pensées comme indissociables. L'affirmation de ce principe central dans la formulation du projet du socialisme/communisme d'avenir mérite d'être rappelée, d'autant que précisément les socialismes/capitalismes d'Etat des expériences soviétique, chinoise et autres ont largement dissocié dans leur pratique ces deux dimensions du même défi.

### **Automne du capitalisme, printemps des peuples ?**

Bien que susceptibles de constituer l'endroit et l'envers de la même médaille, l'automne du capitalisme et le printemps des peuples sont distincts.

L'émergence de la forme nouvelle du capitalisme – celle du capitalisme des monopoles – à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle amorce l'automne de ce système – de cette parenthèse dans l'histoire, comme je l'ai dit. Le capitalisme a « fait son temps », l'époque brève (le seul 19<sup>ème</sup> siècle) – pendant laquelle il accomplit encore des fonctions progressistes, est close. J'entends par là que si, au 19<sup>ème</sup> siècle les dimensions « créatrices » de l'accumulation capitaliste (l'accélération fantastique du progrès technologique comparativement aux époques antérieures de toute l'histoire de l'humanité, l'émancipation de l'individu, quand bien même serait-elle réduite à celle des privilégiés, limitée et déformée pour les autres) l'emportent encore sur les dimensions destructives de cette même accumulation (en premier lieu les effets de destruction des sociétés des périphéries intégrées par l'expansion impérialiste indissociable du capitalisme historique), avec l'émergence du capitalisme des monopoles le rapport entre ces deux dimensions est renversé au détriment des premières.

C'est dans ce cadre de la perspective de la longue durée que j'ai analysé les deux longues crises systématiques du capitalisme « obsolète » (« sénile ») : la première longue crise qui se développe de (1871-73 jusqu'à 1945-55), la seconde, toujours en cours, amorcé un siècle plus tard, à partir de 1971-73. Dans cette analyse j'ai placé l'accent sur le moyen central mobilisé par le capital pour surmonter sa crise permanente : la construction et la croissance vertigineuse d'un département III (en complément des deux départements – de production de biens de production et de production de biens de consommation – traités par Marx) d'absorption du surplus associé à la rente des monopoles simultanément rente impérialiste. J'y renvoie le lecteur.

Lénine avait amorcé la prise en considération de ce changement qualitatif dans la nature du capitalisme. Il avait seulement péché par optimisme, en croyant que cette première crise systématique du capitalisme serait la dernière. Il avait sous estimé les effets pervers et corrupteurs du déploiement impérialiste dans les sociétés du centre du système. Mao, en tirant ces conséquences de la mesure exacte de ces effets, a choisi la patience : la route du socialisme sera nécessairement très longue et semée d'embûches.

Le 20<sup>ème</sup> siècle a bien été celui d'un premier temps de « l'éveil du Sud », plus exactement des peuples, des nations et des Etats des périphéries du système : en partant de la Russie (« semi-périphérie ») pour englober la Chine, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. Le 20<sup>ème</sup> siècle est, en ce sens celui du premier printemps des peuples concernés. J'ai signalé la série des événements majeurs qui, dès le début du siècle, annoncent ces printemps – les révolutions russes (1905-1917), chinoises (1911 et la suite), mexicaine (1910-20), et autres. J'ai replacé dans ce cadre la période de Bandoung pour l'Asie et l'Afrique contemporaines (1955-1980), qui couronne mais simultanément conclut ce grand moment de l'histoire universelle. D'une certaine manière donc on peut lire cette réponse des peuples dominés par le déploiement impérialiste comme la poursuite de la tâche amorcée par la révolution des Taipings et sa généralisation aux trois continents.

En contraste la Commune de Paris n'a pas eu de successeurs en Occident développé. Malgré leurs tentatives courageuses les communistes de la 3<sup>e</sup> internationale ne sont pas parvenus à construire un bloc historique alternatif au bloc aligné sur la direction de la société par les monopoles impérialistes. C'est ici que gît le véritable drame du 20<sup>ème</sup> siècle, non pas dans les insuffisances de l'éveil des périphéries, mais dans son absence dans les centres. Les insuffisances – puis dérives fatales – des nations des périphéries auraient été probablement surmontées si les peuples des centres avaient rompu avec leur alignement pro impérialiste.

Les printemps des peuples qui se sont déployés qu cours du 20<sup>ème</sup> siècle ont épuisé leurs effets. De dérive en dérive, ils ont fini par s'effondrer et tomber à droite face à la contre offensive du capital. Cet effondrement s'est exprimé par la série des contre révolutions triomphantes des années 1990. Les possibilités qui existaient soit d'évolution à gauche de ces systèmes essoufflés, en crise, celles de leur stabilisation autour de formules de centre gauche préservant l'avenir ont été brisées par la triple conjonction associant : (i) les insuffisances de la protestation populaire, limitée aux revendications de la démocratie dissociées de la question sociale et de la géopolitique ; (ii) les ripostes des pouvoirs, exclusivement répressives ; (iii) les interventions de l'Occident impérialiste. Qualifier dans ces conditions les « révolutions » de l'Union Soviétique et des pays de l'Est européen (1989-91) de « printemps des peuples » relève de la farce. Construits sur de gigantesques illusions concernant la réalité capitaliste, ces mouvements n'ont débouché sur rien qui puisse être considéré comme positif. Les peuples concernés attendent encore leur printemps, à venir peut être.

Tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle et jusqu'aujourd'hui l'automne du capitalisme et le printemps des peuples (lui même réduit à celui des peuples des périphéries) ont été dissociés. L'automne du capitalisme a, de ce fait, constitué l'élément moteur principal de l'évolution. Il a mis celle-ci sur les rails de la barbarie grandissante, seule réponse logique conforme aux exigences du maintien de la domination du capital. D'abord la barbarie impérialiste redoublée par la mise en action du contrôle militaire de la planète par les forces armées des Etats-Unis et de leurs alliés subalternes européens (l'Otan) au bénéfice exclusif des monopoles de l'impérialisme collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon). Mais aussi en réponse à celle-ci le glissement des ripostes de leurs victimes – les peuples du Sud- en direction des illusions passéistes, porteuses à leur tour de barbarie.

Ce risque – qui est la réalité dominante du jour – restera entier tant que des avancées en direction de la conjonction entre l'automne du capitalisme et le printemps des peuples – de tous les peuples, des périphéries mais aussi des centres – n'auront pas été suffisamment décisives pour ouvrir la perspective socialiste universaliste. Le 21<sup>ème</sup> siècle sera-t-il un « remake » du 20<sup>ème</sup> siècle, associant des tentatives de libération de peuples du Sud au maintien de l'alignement pro impérialiste de ceux du Nord ?

### **Construire l'unité dans la reconnaissance de la diversité**

Il n'y a pas d'avancée révolutionnaire du mouvement au socialisme possible sans la construction de l'unité stratégique d'action associant la masse critique nécessaire des forces sociales diverses en conflit avec le système du capitalisme dominant. Encore faut-il identifier correctement la nature de la diversité sociale en question. Les différences qui comptent et celles qui comptent moins. Les sources et les formes de la diversité sont elles mêmes innombrables. Un descriptif de celles-ci couvrirait des pages de tableaux statistiques : il y a les hommes et les femmes, les jeunes et les anciens, les nationaux et les immigrés, dans certains pays les êtres humains de telle ou telle couleur de peau, appartenant à telle ou telle religion ou groupe linguistique, les propriétaires et ceux qui ne le sont pas, les travailleurs qualifiés et les autres etc.

Une analyse de classe non simplificatrice permet d'aller plus loin dans l'analyse des problèmes. Il y a certes, fondamentalement, dans le capitalisme le contraste entre les bourgeois (propriétaires des moyens de production et/ou gestionnaires de cette propriété) et prolétaires (qui n'ont que leur force de travail à vendre). Mais ce contraste s'exprime à travers une grande diversité des situations sociales concrètes. Il y a les salariés (vendeurs de force de travail) qui bénéficient d'un certain degré de stabilité que leur qualification peu partagée permet, et il y a ceux qui sont condamnés à l'instabilité permanente. Il y a les capitalistes – propriétaires – entrepreneurs, petits, moyens ou grands et il y a les gérants du grand capital des monopoles financiarisés etc.

Cette grande différenciation des classes fondamentales est également différente à l'extrême selon que la société considérée est celle d'un pays capitaliste/impérialiste dominant ou celle d'un pays du capitalisme périphérique dominé. La situation sociale d'un prolétaire dans un pays opulent est différente de celle de son alter ego dans une société pauvre. La masse rurale et paysanne, réduite à l'insignifiance numérique dans les centres d'aujourd'hui, demeure fortement présente dans les périphéries etc.

Il y a certes une tendance lourde à la simplification de la structuration sociale, produite par la logique de l'accumulation du capital (concentration de la propriété et/ou centralisation du contrôle) mais quelques idées concernant la simplification de la structuration sociale que produirait le capitalisme sont fausses : (i) l'idée que le contraste bourgeoisie/prolétariat

annihilerait la présence d'autres forces sociales qui s'expriment dans le champ politique ; (ii) l'idée que la bourgeoisie d'une part et le prolétariat d'autre part deviendraient des blocs homogènes peu différenciés ; (iii) l'idée que l'expansion mondialisée du capitalisme rapprocherait les formes des structurations sociales des pays avancés et celles des pays attardés, engagés sur le chemin du « rattrapage » (« en voie de développement » dit-on).

Prenons l'exemple de l'expansion du capitalisme industriel dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans aucun pays de ce continent la bourgeoisie, classe dominante nouvelle, n'a éliminé les classes d'aristocrates de l'Ancien Régime. Partout elle a passé des compromis politiques avec ces dernières, qui ont conservé le contrôle de segments importants du pouvoir (comme le corps des officiers). Et si la guerre de 1914 est une guerre inter-impérialistes, elle est aussi la guerre des têtes couronnées de toute l'Europe (la France est la seule République en guerre, en attendant les Etats Unis).

La bourgeoisie n'est pas une classe qui rassemble tous les propriétaires formels des moyens de production. Cette propriété peut, avec l'invention de la société par action, être disséminée alors que son contrôle ne l'est pas. La bourgeoisie n'est pas une classe homogène simplement organisée sur le mode de la pyramide de la richesse des petits, moyens et grands capitalistes. Elle intègre des segments des couches moyennes (moyennes par le volume de leurs revenus, formellement des revenus du travail salarié) associés à sa gestion économique et politique de la société. La bourgeoisie est également différenciée selon qu'elle se situe dans des secteurs de l'activité et/ou les régions en essor ou en déclin etc.

La bourgeoisie dans les périphéries n'est pas simplement une bourgeoisie née tardivement, mais en voie d'expansion sur le modèle de celle des centres. Elle n'est pas non plus partagée en deux segments, l'un comprador (les mauvais bourgeois), l'autre national (les bons bourgeois). Emergente dans le cadre de l'expansion mondiale de l'impérialisme, la bourgeoisie dans son ensemble est comprador par nature. Elle peut néanmoins adopter le comportement d'une bourgeoisie nationale lorsque les circonstances lui offrent une marge de manœuvre possible. J'ai insisté sur l'importance de cette lecture maoïste concernant la nature des bourgeoisies périphériques.

La structure des classes populaires dans les pays périphériques est également très différente de ce qu'elle est dans les centres. Les paysanneries du Sud sont-elles mêmes différenciées de manières différentes d'un pays à l'autre, leurs structurations héritées en partie de passés précapitalistes différents ayant été à leur tour refaçonnées par les modes particuliers de leur intégration/soumission au capitalisme moderne. Les processus de paupérisation produits par l'accumulation capitaliste mondiale ont créé ici, dans les périphéries, une masse croissante de laissés pour compte qui ne survivent que par les activités de « l'informel ».

Des tendances lourdes ont opéré au cours des trois dernières décennies dans le cadre du déploiement du capitalisme des monopoles mondialisés, financiarisés et généralisés (je renvoie ici à mes développements sur cette transformation qualitative du capitalisme) – sous le nom trompeur de « néo libéralisme ». Ces tendances lourdes ont produit : (i) une prolétarianisation généralisée (la population des travailleurs, au moins dans les centres est devenue à plus de 80% constituée de salariés vendeurs de force de travail) mais segmentée à l'extrême ; (ii) partout, dans les centres et les périphéries la mise en place de formes de soumission des activités d'apparence indépendantes des monopoles (en particulier celle des paysanneries des périphéries mais aussi de leurs industries) et leur réduction au statut de sous traitants de jure ou de facto, permettant ainsi la transformation d'une fraction grandissante de la plus value en rente des monopoles ; (iii) la substitution des formes historiques d'organisation du capitalisme incarné dans les bourgeoisies concrètes par une forme nouvelle

de domination du capital abstrait (« incarné par le marché » et en particulier le « marché financier »). La bourgeoisie est désormais devenue une classe constituée de salariés – fort bien rémunérés ! – , employés par l’oligarchie financière (les 1% de Occupy Wall Street et des Indignados d’Espagne).

Le déploiement de cette structure nouvelle du capitalisme des monopoles généralisés n’a pas produit (et ne peut pas produire) une stabilisation sociale relative, mais au contraire une dégradation sociale porteuse de révoltes populaires. Elle n’a pas non plus produit (et ne peut pas produire) une stabilisation relative des nouveaux rapports centres/périphéries, mais au contraire l’aggravation des contradictions et des conflits entre eux. Les centres impérialistes historiques (la triade Etats Unis/Europe/Japon) ne peuvent plus maintenir leur domination mondiale autrement que par le moyen du contrôle militaire de la Planète. Face à ce déploiement géostratégique de Washington et de ses alliés subalternes certains Etats et peuples du Sud (les « émergents ») résistent par l’affirmation - à des degrés divers – de « projets souverains », source de conflits grandissants Nord-Sud. Dans les autres pays de la périphérie le système de domination du capitalisme des monopoles mondialisés opère par le moyen de son alliance avec des pouvoirs d’Etat comprador sans légitimité nationale et populaire. C’est un second motif de révoltes des peuples.

Le capitalisme des monopoles généralisés implose sous nos yeux dans les formes diverses rappelées ici. De ce fait une période nouvelle de situations révolutionnaires s’ouvre à nous. Comment agir, dans ces circonstances, pour faire du possible une réalité : des avancées du mouvement au socialisme ? La réponse exige une reprise de la réflexion sur le rapport unité stratégique d’action/diversité des composantes sociales et politiques du mouvement des peuples.

Dans le passé les situations révolutionnaires ont permis des avancées révolutionnaires (vers le socialisme) chaque fois que des réponses concrètes ont été données à cette contradiction dialectique unité/diversité.

Je parle ici de contradiction dialectique. Car en effet sa solution ne passe pas par la négation de l’un de ses deux termes mais par la transformation de leur contraste en complémentarité active. La vision métaphysique de la contradiction est incapable de comprendre la nature de ce défi et le moyen d’y répondre. Or cette vision a été souvent, et est encore, dominante, parce ses réponses sont faciles et, dans les apparences immédiats, peuvent paraître les seuls possibles.

Par exemple : on affirme la priorité absolue de « l’unité » (du peuple) et on nie les effets réels de la diversité qui rendent sa mise en œuvre impossible ou néfaste. Ou au contraire on nie le besoin incontournable de l’unité (l’identification d’objectifs stratégiques d’étape communs et l’organisation du front uni prenant la responsabilité de leur réalisation) et on affirme que les luttes diverses (celles des fractions diverses du peuple en révolte) produiront par elles mêmes la solution du problème. On élude alors la question incontournable du pouvoir. Cette réponse métaphysique à la contradiction domine encore la scène contemporaine partout au Nord et au Sud. Elle réduit les mouvements en lutte à se maintenir sur des positions défensives, laissant l’initiative à l’adversaire – le capital des monopoles et ses instruments politiques d’Etat au Nord et au Sud. Elle est donc une stratégie impuissante pour faire avancer le mouvement au socialisme.

Dans le passé ai-je dit, des réponses dialectiques correctes ont parfois été mises en œuvre, avec succès. En Russie en 1917 Lénine saisit le moyen de donner toute sa puissance à l’unité en proposant aux composantes diverses du peuple en révolte des objectifs stratégiques

communs : la paix et la terre. La terre aux paysans-soldats fonde une alliance qui permet au nouveau Parti bolchévique de sortir de son isolement. Car ce parti n'avait pas jusqu'alors d'audience réelle dans la paysannerie. En Chine Mao refonde dès les années 1930 le Parti Communiste sur la base d'une alliance solide et durable avec la paysannerie pauvre et exploitée. C'est le secret du triomphe de 1949. Ce qu'il en est advenu par la suite concernant la gestion du rapport unité/diversité (c'est-à-dire la question des alliances constitutives du bloc historique du mouvement au socialisme) constitue un autre problème que je n'aborde pas ici.

Dans les deux cas la réponse au défi a été concrète. Elle partait d'une analyse concrète, qui s'est avéré juste, de ce que sont les diversités, celles qui sont décisives (au sens que leur prise en compte permet de faire fonctionner le levier de l'avancée révolutionnaire) et celles qui ne le sont pas. Il n'y a pas de recette générale valable dans ce domaine qu'on pourrait substituer à l'analyse concrète. Les diversités décisives aujourd'hui ne peuvent pas être les mêmes en France et aux Etats Unis, en Chine et en Inde, au Congo et au Pérou.

Tout ce qu'on peut dire de « général » à cet endroit, je crois l'avoir formulé dans mes propositions concernant « l'audace » nécessaire qui seule permet aux gauches radicales de notre époque de répondre correctement au défi. J'y renvoie le lecteur. Je résumerai le sens de ces propositions dans les deux paragraphes qui suivent :

(i) Dans les centres impérialistes la gauche radicale doit oser proposer l'expropriation pure et simple des monopoles par la nationalisation/étatisation (première étape), accompagnée de plans concernant l'organisation d'avancées en direction de la socialisation démocratique progressive de leur gestion. Il s'agit alors d'identifier les diversités décisives qui doivent être associées par la construction d'une unité d'action fondée sur l'identification d'objectifs d'étape communs.

(ii) Dans les périphéries la gauche radicale doit être capable d'identifier les composantes diverses d'un bloc social hégémonique alternatif à celui sur lequel s'appuie le bloc compradore au pouvoir. Elle ne peut parvenir à ce résultat que si elle devient capable d'identifier des objectifs stratégiques d'étapes communs aux segments décisifs du bloc anti compradore.

C'est seulement lorsque ces conditions seront remplies qu'on pourra voir le mouvement au socialisme s'affirmer par des avancées dans la transformation réelle, mais progressive, des sociétés contemporaines.

### **Le communisme étape supérieure de la civilisation humaine.**

#### ***Vers une seconde vague d'émergence des Etats, des nations et des peuples des périphéries.***

Le mouvement au socialisme a l'ambition de refonder la société humaine sur d'autres bases que celles qui caractérisent fondamentalement le capitalisme. Cet avenir est conçu comme la réalisation d'une étape supérieure de la civilisation humaine universelle, non comme un modèle simplement plus « juste », voire plus « efficace », de la civilisation que nous connaissons (la civilisation « moderne » du capitalisme).

Or la préparation de l'avenir, même lointain, commence aujourd'hui. Il est bon de savoir ce qu'on veut. Quel modèle de société ? Fondée sur quels principes : la compétition destructrice entre les individus ou l'affirmation des avantages de la solidarité ?; la liberté qui donne légitimité à l'inégalité ou la liberté associée à l'égalité ?; l'exploitation des ressources de la planète sans souci pour l'avenir ou la prise de la mesure exacte des exigences de la reproduction des conditions de vie de la planète ?

Le socialisme sera démocratique ou ne sera pas. A condition de comprendre la démocratisation de la société comme un processus sans fin, qu'on ne peut pas réduire à la formule de la démocratie électorale pluripartite représentative. Les media occidentaux dominants proposent pour les pays du Sud « la démocratie d'abord », entendant par-là la tenue d'élections pluripartites immédiates ; et un grand nombre d'organisations de la société civile dans le Sud se sont ralliées à cette proposition. Pourtant les expériences répétées démontrent qu'il ne s'agit là que d'une farce misérable que les impérialistes et leurs alliés locaux réactionnaires sont capables de manipuler à leur profit sans difficulté. Dans les centres la démocratie électorale représentative avait toujours constitué le moyen efficace pour tenir en échec les menaces de radicalisation des luttes sociales. Les luttes de classes, qui se déploient sur fond de diversité extrême des conditions sociales et de segmentation des classes travailleuses, articulées dans ces conditions au règlement des conflits politiques par l'élection, avaient toujours été efficaces pour tenir en échec la radicalisation des mouvements populaires. L'électoralisme (le crétinisme parlementaire disait Lénine) renforce les effets négatifs de la segmentation des classes populaires et annihile l'efficacité des stratégies de construction de leur unité. L'opinion publique occidentale n'envisage hélas pas d'alternative à ce système de gestion de la politique, auquel même les Communistes sont désormais ralliés. Pourtant, avec la constitution du capitalisme des monopoles généralisés la farce électorale éclate en plein jour, effaçant le contraste ancien droite/gauche.

Le mouvement au socialisme a le devoir d'ouvrir des champs nouveaux à l'invention de procédures de gestion de la démocratie politique plus avancées.

Le socialisme sera vert (« solaire ») ou ne sera pas, a écrit Elmar Altvater. J'ajoute que le capitalisme vert reste une utopie impossible, parce que le respect des exigences d'une écologie politique digne de ce nom est incompatible avec celui des lois fondamentales qui gouvernent l'accumulation capitaliste. Ici encore le mouvement au socialisme a le devoir d'ouvrir des champs nouveaux à l'invention de procédures de gestion économique qui intègrent le long terme, qui associent la socialisation démocratique des rapports sociaux aux exigences de la reproduction des espaces de vie sur la Planète, laquelle conditionne à son tour la transmission d'une génération à l'autre de l'héritage de ces biens communs.

Le mouvement au socialisme ne peut pas s'en tenir dans ses réponses à ces questions à l'expression de vœux pieux, proposer un *remake* des socialismes utopiques du 19 ième siècle. Pour l'éviter il doit répondre aux questions suivantes : (i) quelles sont aujourd'hui nos connaissances scientifiques en matière d'anthropologie et de sociologie qui remettent en question les « utopies » formulées dans le passé? (ii) quelles sont nos connaissances scientifiques nouvelles concernant les conditions de reproduction de la vie sur la planète ? (iii) peut-on intégrer ces connaissances dans une pensée marxiste ouverte ?

Dans ce cadre général on doit donner toute sa place aux projets d'émergence des Etats et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. La première vague des émergences, qui s'était déployée avec succès entre 1950 et 1980, s'est essoufflée. La page tournée a permis aux puissances impérialistes de reprendre l'initiative et d'imposer le « diktat » (et non le prétendu « consensus ») de Washington. A son tour ce projet de mondialisation sauvage est en voie d'imploser, offrant aux peuples des périphéries la possibilité de s'engager dans une seconde vague de libération et de progrès. Quels peuvent être les objectifs de cette seconde vague ? Différentes visions politiques et culturelles (réactionnaires, illusoire, progressistes) s'affrontent ici, dont il faudra étudier les chances.

**Sortir du cadre de la mondialisation en place**



Le mouvement au socialisme ne dispose d'aucun espace permettant l'amorce de son déploiement sur le terrain de la réalité dans le cadre du modèle de mondialisation en place. Il doit donc inscrire dans son programme des objectifs stratégiques immédiats et plus lointains qui permettent de sortir de ce cadre. A défaut on ne sortira pas du modèle de « lumpen développement », fondé sur la sous-traitance et le pillage des ressources, producteur d'une paupérisation insondable, qui est celui de tous les pays qui acceptent la soumission aux exigences du déploiement de la mondialisation libérale.

Le problème est mondial ; sa solution doit être mondiale. La première proposition est correcte ; la seconde n'en découle pas. Une transformation de la mondialisation par en haut, par des négociations internationales, dans le cadre des Nations Unies par exemple, n'a rigoureusement aucune chance de permettre le moindre progrès. La longue série des conférences internationales de l'ONU dont rien n'est jamais sorti (ce qui était prévisible) en témoigne. Le système mondial n'a jamais été transformé par en haut, mais toujours en commençant par en bas, c'est-à-dire à partir de changements de la ligne du développement rendus possibles d'abord aux échelles locales (c'est-à-dire nationales, dans le cadre des Etats/nations, qui sont le siège des luttes politiques décisives). Alors les conditions peuvent être réunies pour éventuellement ouvrir des possibilités de transformation des rapports mondialisés. Il faut toujours déconstruire pour pouvoir reconstruire différemment. L'exemple de l'Europe en crise en témoigne. La construction européenne ne pourra jamais être transformée par en haut, par Bruxelles. Seule la désobéissance d'un Etat européen, suivi par d'autre, permettrait d'envisager la reconstruction d'une « autre Europe ».

La stratégie de l'amorce des transformations par l'action aux niveaux nationaux peut être exprimée par la phrase suivante : refuser l'ajustement unilatéral aux exigences du déploiement de la mondialisation en place, lui substituer la priorité à la mise en œuvre de « projets souverains », contraindre le système mondial à s'ajuster, lui, aux exigences du déploiement de ces projets nationaux.

*Mais qu'entend-on alors par « projets souverains » ?*

La mise en œuvre de projets souverains ouvre, dans certaines conditions, un espace pour des avancées du mouvement au socialisme.

Certes la notion même de « projet souverain » doit être soumise à discussion. Etant donné le niveau de pénétration des investissements transnationaux dans tous les domaines et dans tous les pays, on ne peut éviter la question : à quel type de souveraineté on fait référence ?

Le conflit mondial pour l'accès aux ressources naturelles est l'un des plus déterminants de la dynamique du capitalisme contemporain. Il s'agit d'une question particulière dont l'examen ne doit pas être noyé dans d'autres considérations générales. La dépendance des Etats Unis pour de nombreuses de ces ressources et la demande croissante de la Chine constituent un défi pour l'Amérique du Sud, l'Afrique et le Moyen Orient, particulièrement bien dotés en ressources et façonnés par l'histoire de leur pillage. Peut-on développer des politiques nationales et régionales dans ces domaines qui amorcent une gestion planétaire rationnelle et équitable, dont tous les peuples seraient bénéficiaires ? Peut-on développer des rapports nouveaux entre la Chine et les pays du Sud concernés s'inscrivant dans cette perspective ? Associant l'accès de la Chine à ces ressources au soutien à l'industrialisation des pays concernés (ce que les prétendus « donateurs » de l'OCDE refusent) ?

Le cadre de déploiement d'un projet souverain efficace ne se réduit pas au champ de l'action internationale. Une politique nationale indépendante demeure fragile et vulnérable si elle ne

bénéficie pas d'un soutien national et populaire réel, lequel exige qu'elle soit assise sur des politiques économiques et sociales permettant aux classes populaires d'être les bénéficiaires du « développement ». La stabilité sociale, condition du succès du projet souverain face aux politiques de déstabilisation des impérialistes, est à ce prix. On devra donc examiner la nature des rapports entre les différents projets souverains en place ou possibles et les bases sociales du système de pouvoir : projet national, démocratique et populaire, ou projet (illusoire ?) de capitalisme national ?

On peut alors dresser, dans ce cadre, le « bilan » des « projets souverains » mis en œuvre à ce jour par les pays « émergents ».

(i) La Chine est le seul pays véritablement engagé dans la voie d'un projet souverain et est seule dans ce cas. Ce projet est cohérent : il articule la mise en place planifiée d'un système industriel moderne et complet autocentré bien que simultanément agressivement ouvert sur l'exportation, à un mode développement de l'agriculture fondé sur la modernisation de la petite exploitation sans petite propriété (garantissant ainsi l'accès de tous au sol). Mais quelle est la nature de l'objectif de souveraineté poursuivie ? S'agit-il d'une souveraineté bourgeoise nationale (dont le succès demeure fondé sur des illusions à mon avis), ou d'un projet de souveraineté nationale/populaire ? S'agit-il d'un capitalisme d'Etat fondé sur l'illusion d'un rôle dirigeant d'une nouvelle bourgeoisie nationale (d'Etat, en partie) ? Ou d'un capitalisme d'Etat à dimension sociale, évoluant vers un « socialisme d'Etat » possible, lui-même étape sur la longue route au socialisme ? La réponse à cette question n'est pas encore donnée dans les faits. Je renvoie le lecteur ici à mes écrits concernant les alternatives d'avenir qui s'offrent à la Chine contemporaine.

(ii) La Russie est de retour sur la scène politique internationale et s'y affirme l'adversaire de Washington. Est-elle pour autant engagée sur la voie d'un projet souverain ? Oui peut-être dans les intentions du pouvoir de reconstruire un capitalisme d'Etat indépendant des diktats des monopoles mondialisés. Mais la gestion économique du pays demeure libérale, contrôlée par l'oligarchie des monopoles privés mis en place par Eltsine, sur le modèle occidental. Cette politique demeure alors privée de toute dimension sociale qui lui permettrait de rallier son peuple.

(iii) Il y a des éléments de politique souveraine en Inde, notamment de politiques industrielles des monopoles industriels privés nationaux, soutenus par l'Etat. Mais rien de plus ; les politiques économiques générales demeurent celles du libéralisme, accélérant dramatiquement la paupérisation de la majorité des paysans.

(iv) Il y a de la même manière des éléments de politique souveraine au Brésil, conduite par le grand capital privé brésilien industriel et financier et la grande propriété agricole capitaliste. Mais ici, comme en Inde, les politiques économiques générales demeurent libérales, n'apportant aucune solution aux problèmes de la pauvreté dans un pays désormais urbanisé à 90 %, sinon que celle-ci est atténuée par des moyens d'assistance redistributive. Au Brésil comme en Inde les hésitations du pouvoir à aller plus loin favorisent l'ambiguïté des comportements du grand capital, tenté par la recherche de compromis avec le capital international. Les richesses naturelles fabuleuses du Brésil, et leur mise en valeur dans des conditions déplorables (la destruction de l'Amazonie) renforcent encore la poursuite de l'insertion du pays dans le système de la mondialisation en place.

(v) Il n'y a pas de projet souverain en Afrique du Sud, dont le système économique demeure sous le contrôle de l'Anglo-Américain. Quelles sont alors les conditions pour qu'un projet

souverain émerge dans ce pays ? Quels nouveaux rapports avec l'Afrique impliquerait cette émergence ?

(vi) Les pays non continentaux peuvent-ils développer des projets souverains ? Dans quelles limites ? Quelles formes de rapprochements régionaux pourraient en faciliter les avancées ?

*Par où commencer ?*

Je proposerai, concernant les projets souverains dont le mouvement au socialisme devrait promouvoir la mise en œuvre, d'amorcer la pompe par l'identification des actions prioritaires à prendre au plan économique et au plan politique.

*Concernant le niveau économique :*

Je suggérerai d'amorcer pompe par la sortie de la mondialisation financière. Attention : il s'agit de la seule facette financière de la mondialisation, non de la mondialisation dans toutes ses dimensions, notamment commerciales.

On part de l'hypothèse qu'il s'agit là du maillon faible du système néo libéral mondialisé en place. On examinera donc dans cet esprit :

- la question du dollar monnaie universelle, de son avenir compte tenu de l'endettement extérieur croissant des USA ;
- les questions relatives aux perspectives d'adoption du principe de la « convertibilité totale » du yuan, du rouble et de la roupie (*réf. papier de Samir Amin sur le débat concernant le yuan*) ;
- la question de la « sortie de la convertibilité » de certaines monnaies de pays émergents (Brésil, Afrique du Sud) ;
- les mesures que pourraient prendre dans le domaine de la gestion de leur monnaie nationale les pays fragiles (Afrique en particulier)

Des initiatives, d'une portée encore modeste, ont été prises allant dans le sens de la déconstruction du système financier mondialisé intégré. On mentionnera ici la constitution de la Conférence de Shanghai, les accords Chine/ASEAN, l'ALBA, la Banque du Sud, le projet « Sucre », la Banque des BRICS.

*Concernant le niveau politique*

Je suggérerai de donner la priorité à la mise œuvre de stratégies capables de mettre en échec la géopolitique et la géostratégie développées par les Etats Unis et leurs alliés subalternes de la triade.

Notre point de départ est le suivant : la poursuite de la domination mondiale des monopoles capitalistes des puissances impérialistes historiques (Etats Unis, Europe, Japon) est menacée par les conflits grandissants entre 1) d'une part les objectifs de la triade (maintenir sa domination) et 2) d'autre part les aspirations des pays émergents et celles des peuples victimes du « néo libéralisme » en révolte. Dans ces conditions les Etats Unis et leurs alliés subalternes (associés dans « l'impérialisme collectif de la triade ») ont choisi la fuite en avant par le recours à la violence et aux interventions militaires. En témoignent : a) le déploiement et le renforcement des bases militaires US (Africom et autres) ; b) les interventions militaires au Moyen Orient (Iraq, Syrie, demain Iran ?) ; c) les mesures d'encerclement militaire de la

Chine, les provocations du Japon, les manipulations concernant les conflits Chine/Inde et Chine/Asie du Sud Est

Mais il semble que, tandis que la violence des interventions des puissances impérialistes reste inscrite à l'ordre du jour dans les faits, celles-ci répondent de plus en plus difficilement aux exigences d'une stratégie cohérente, condition de son succès éventuel. Les Etats Unis sont-ils aux abois ? Le déclin de cette puissance est-il passager ou décisif ? Les réponses de Washington, décidées au jour le jour semble-t-il, n'en demeurent pas moins dangereusement criminelles.

Face à ces défis majeurs, quelles stratégies d'alliances politiques internationales (voire militaires) pourraient faire reculer le projet de contrôle militaire de la planète par les USA ? L'importance d'avancées possibles sur ce terrain est évidente. Ce n'est pas un hasard si les BRICS, et derrière eux un bon nombre de pays du Sud, les uns engagés à des degrés divers dans la voie de projets souverains, les autres toujours embourbés dans les ornières du lumpen développement, expriment toujours plus leur refus de soutenir les aventures militaires des Etats Unis et osent prendre des initiatives actives contrariant Washington (comme l'usage du veto par la Russie et la Chine). Il faut aller plus loin, d'une manière plus systématique et plus large dans ces directions.

## Références

- L'analyse centrée sur le défi que constitue la diversité des composantes du mouvement au socialisme pour la construction de leur unité d'action emprunte à mes écrits récents. Les principales de ces questions concernent :

(1) Le capitalisme des monopoles généralisés, financiarisés et mondialisés ; la prolétarianisation généralisée et segmentée ; le capital abstrait ;

(2) L'implosion du système ; le contrôle militaire de la planète par les puissances impérialistes ; le lumpen développement ; l'émergence de la Chine de la Russie, de l'Inde ;

(3) La trajectoire historique du capitalisme ; les longues crises associées à son déclin ; la mondialisation de la loi de la valeur : le déploiement de la première vague de révolutions socialistes et d'émergence du Sud au XX<sup>e</sup> siècle, ses avancées et reculs (Yémen du Sud, Afghanistan, Iran etc) ;

(4) Le capitalisme vert ; le socialisme vert ;

(5) La critique de l'aide internationale.

- Je renvoie le lecteur sur ces thèmes aux ouvrages et articles suivants :

*Ouvrages :*

*Le virus libéral* ; le Temps des Cerises 2003

*Au-delà du capitalisme sénile* : PUF 2005, chap IV et V

*Pour un monde multipolaire* ; Syllepse 2005, chap 2,4 et 5

*Sur la crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?*; T. des C., 2009, chap 1,2 et 4

*La loi de la valeur mondialisée* ; T. des C. 2011, chap 4

*L'implosion du capitalisme contemporain* ; Delga 2012, chap 1 et 2

*L'histoire globale* ; Les Indes Savantes 2013, chap 6,7 et 8

*Three Essays on Marx's Value Theory* ; Monthly Review Press 2013

*Articles et contributions dans des ouvrages collectifs :*

Samir Amin interviewed by Ali Amady Dieng ; *Development and Change*, Vol 38, N°6, 2007.

Market economy or oligopoly Finance capital; *Monthly Review*, 2008.

Nepal, A Revolutionnary Advance, *Monthly Review* , Feb. 2009.

Seize The Crisis; *Monthly Review* , Vol 61, N°7, 2009.

Capitalism and the Ecological Footprint, *Monthly Review*, Vol 61, N°6, 2009.

Historical Capitalism in Decline, The Tricontinental Mission of Marxism, *Monthly Review*, Vol 62, N°9, 2011.

Modernity and Religions interpretations; in, Lansana Keita, *Philosophy and African Development*, CODESRIA, 2011.

Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie? *Recherches Internationales*, N° 89, 2011.

Capital transnational ou impérialisme collectif, *Recherches Internationales*, N° 89, 2011.

Egypte, Changement, demandez le programme ; *Afrique-Asie*, Déc. 2012.

Preface ; in Hocine Belalloufi, *La démocratie en Algérie, Réforme ou Révolution ?* APIC, Alger 2012.

Samir Amin ou Wallerstein's, The Modern World System, *Monthly Review*, Vol 63, N° 8, 2012.

The Surplus in Monopoly Capital and the Imperialist Rent, *Monthly Review*, Vol 64, N° 3, 2012.

China 2013; *Monthly Review*, Vol 64, N°10, 2013.

Class Suicide, The Post bourgeoisie and the challenge of development; in, Firoze Manji, *Claim no Easy Victory*, CODESRIA 2013.

What "radical" means in the XXIst Century; *Review of Radical Political Economy*, Vol 45, N° 3, 2013.

Egypt, July 2013; interview publié en chinois; version française et anglaise sur le Blog et Facebook Samir Amin; 2013.

Egypt, August 2013; Blog et Facebook Samir Amin; 2013.

- J'ai tiré profit des études de François Houtart (les biens communs, le « buen vivir »), de Rémy Herrera (Cuba) , de Gilbert Achcar (Le peuple veut), de Yash Tandon (En finir avec la dépendance de l'aide, 2013), d'Elmar Altvater (*Solar socialism*, papier communiqué par l'auteur en 2006, publié en allemand), la collection des papiers présentés au Colloque d'Alger, septembre 2013, en particulier ceux de Paulo Nakatani (Brésil), de Ayjaz Ahmad (Inde). La synthèse de ces débats a été publiée dans *Afrique Asie*, décembre 2013.

- Concernant la question de la convertibilité du yuan, mes commentaires ont été publiés en chinois, et repris en français (sous le titre « le yuan chinois ») dans mon blog et Face Book, 2013.

- Je n'ai fait qu'une allusion à la question des connaissances scientifiques nouvelles qui pourraient nous interpeller et renvoie aux écrits de Patrick Tort et Anton Pannekoek (le darwinisme social), et de Michael Lowy.

## SECONDE PARTIE

### LE CAS DE L'EGYPTE

#### Nassérisme et communisme ; Réflexions sur le passé et le présent

#### Les documents du Parti Communiste Egyptien (1955-1957)

### INTRODUCTION

#### I

Les documents du Parti Communiste Egyptien (*Raya*) réunis ici ont été produits entre Décembre 1955 (après la Conférence de Bandung, Avril 1955) et Septembre 1956 (après la nationalisation du Canal de Suez, Juillet 1956, mais avant l'agression tripartite de la France, de la Grande Bretagne et d'Israël, Octobre 1956).

Ils se situent donc dans une période cruciale de l'histoire de l'Egypte nassérienne : le moment de l'option anti impérialiste radicale du système nassérien qui a déclenché l'hostilité des trois partenaires de l'aventure militaire d'Octobre 1956. Il reste que les Etats Unis se sont tenus à l'écart de cette aventure, pour finalement souscrire – après que l'URSS ait menacé les agresseurs d'une riposte violente – aux exigences du retrait des forces militaires qui s'étaient emparé du Sinaï et de Port Saïd, à l'entrée du Canal de Suez.

Ces documents ont une histoire qu'il est de mon devoir de rappeler, avant d'en faire une analyse en les situant dans leur époque. Ils ont tous été rédigés par moi-même, Samir Amin, certains en arabe (avec l'aide à l'époque de Reda Farag), d'autres en français. Je n'avais pas pris cette initiative par moi-même, mais à la demande expresse du camarade Khaled (Fouad Moursi), secrétaire général du Parti Communiste Egyptien (*Raya*). Fouad Moursi m'avait envoyé un dossier d'un volume considérable, associant des documents (en arabe) du PCE d'une part et des documents de l'autre organisation communiste de l'époque, *Hadeto* (en arabe et en français, langue dans laquelle écrivait Curriel). Il m'avait demandé d'écrire, à partir de ces documents, une synthèse des positions du PCE et une critique (la nôtre, celle du PCE) des positions de *Hadeto*. Ce que je fis, en écrivant (en arabe) les trois documents intitulés :

1. Deux analyses de la situation en Egypte ;
2. Après la nationalisation du Canal de Suez ;
3. Trois années de luttes paysannes en Egypte.

Puis Fouad Moursi, de passage à Paris, a lu et approuvé ces documents (j'ai introduit les corrections qu'il souhaitait) et m'a demandé de les réécrire en français et de les faire parvenir

à Moscou et à Beijing, via les Partis Communistes de Paris et de Rome. Ce que je fis. Comme de coutume j'ai reçu confirmation de bonne réception de Beijing, rien de Moscou.

J'avais conservé les documents en français, tapés à la machine à écrire par ma compagne Isabelle, mais perdu les originaux arabes. Les documents repris ici ont donc été retraduit en arabe, en Octobre 2013, par Saad El Tawil.

Le quatrième document (Nation arabe ou nations arabes ?) a été écrit par moi, en français (à la demande de Fouad Moursi), approuvé par lui et envoyé à son tour à nos camarades de l'extérieur. Ici encore Saad El Tawil a assumé la traduction arabe (Octobre 2013).

Les « Trois Rapports du PCE », le premier rédigé en janvier 1957 et les deux autres au courant de la même année, fournissent la matière du cinquième document. Le PCE estimait la radicalisation du nassérisme, après la guerre d'octobre 1956, en bonne voie. Il abandonnait beaucoup de ses réticences et se ralliait alors presque'inconditionnellement à Nasser. Néanmoins la lune de miel entre Nasser et les communistes sera de courte durée et ne se prolongera pas au-delà de l'année 1958. En fait les communistes avaient surestimé la radicalisation apparente du nassérisme des années 1957-58.

Le sixième document n'appelle pas de commentaires. Il s'agit du programme du nouveau Parti Communiste Uni, sorti de la réunion en 1958 de *Hadeto* d'une part et d'autre part du PCE et du Parti des Ouvriers et des Paysans. Cette unité, bâtie sur du sable, ne s'est pas prolongée au-delà d'une année. Néanmoins ce programme appelait Nasser à aller de l'avant en matière de politique économique et sociale.

La publication de cet ensemble de documents historiques vient en complément de celle, récente, de mon ouvrage en arabe « Nassérisme et Communisme égyptien » (*Dar el Ain*, Le Caire 2012). J'avais repris dans cet ouvrage : 1°) La traduction arabe de la première partie de mon livre, publié en 1963 en français, sous le pseudonyme de Hassan Riad sous le titre de « L'Egypte nassérienne », 2°) Des extraits de mes Mémoires, publiées en arabe (*Dar el Saqi*), concernant « L'Organisme de développement économique » (« *Mouassassa iqtisadia* ») des années 1957-1959, la Planification égyptienne de l'époque, le communisme égyptien. Deux autres textes joints au livre sont plus récents ; il s'agit du texte « aux origines de Bandung » et de celui intitulé « aux origines de l'échec de la première vague des révolutions socialistes ».

## II

Le lecteur qui fera son jugement sur l'analyse critique qui suit des positions prises par le PCE (*Raya*) et *Hadeto* de l'époque devrait garder présents à l'esprit mes écrits anciens et récents concernant le nassérisme et le communisme égyptien.

Les analyses, en défense des positions prises par le PCE (*Raya*) et critiques de celles de *Hadeto*, portent sur un bon nombre de questions et le ton est, comme il en était d'usage à l'époque dans toutes les fractions du mouvement communiste égyptien et international, polémique à l'extrême. On peut néanmoins, avec le recul du temps et à froid, dégager de ces textes quelques grandes conclusions. Bien entendu la lecture de ce texte d'introduction ne remplace pas celle des documents réunis dans cet ouvrage. Je n'ai pas cru utile d'en reprendre le détail des arguments, forts ou fragiles selon les cas. Je me contente d'en dégager ce qui me paraît en avoir constitué l'essentiel.

1. Le PCE (*Raya*) reprochait à *Hadeto* de n'avoir pas de programme, entendant par là un texte qui aille au-delà de ce qu'on peut appeler un programme immédiat, répondant aux



questions de l'heure et par conséquent variable dans le court terme. L'observation de ce fait est tout à fait correcte. Le leader de *Hadeto* – Curiel – porte la responsabilité de cet état de fait. Imbu de sa personne, méprisant à l'égard des autres, Curiel entendait conserver le monopole de décider seul de tout. Un programme que d'autres auraient pu invoquer pour remettre en question ses retournements aurait constitué un obstacle à l'exercice de sa dictature.

L'absence de programme de *Hadeto* cachait les problèmes demeurés sans réponse dans la littérature de cette organisation : (i) premier problème – la nature de l'avancée révolutionnaire à l'ordre du jour du possible – : révolution anti féodale (c'était le langage commun de tous les communistes de l'époque), anti impérialiste et démocratique bourgeoise ou révolution anti féodale, anti impérialiste et démocratique populaire s'ouvrant sur des avancées socialistes possibles ? (ii) second problème – qui doit diriger ce mouvement – : un front élargi dirigé par la bourgeoisie nationale ou par un parti se revendiquant de la classe ouvrière (langage commun de l'époque) et du communisme ? (iii) troisième problème : *Hadeto* en l'occurrence a-t-il le projet de représenter ce front ou celui de s'affirmer comme le parti d'avant-garde qui construit avec d'autres ce front ?

Mao avait répondu à ces questions, comme on le sait (« *La Démocratie Nouvelle* ») : seul le parti du prolétariat peut diriger le front plus large anti féodal/anti impérialiste ; et, de ce fait, permettre à la révolution nationale démocratique d'ouvrir la voie à la longue route au socialisme ; le temps des révolutions bourgeois est passé.

Le PCE (*Raya*), en contrepoint de *Hadeto*, répondait à ces questions : il se proclamait parti communiste du prolétariat ; il exprimait son ambition de construire – sous sa direction – le front uni anti féodal, anti impérialiste. Qu'il ne soit parvenu ni à devenir « le » parti du prolétariat, ni à construire un front victorieux des forces anti féodales et anti impérialistes sous sa direction, constitue une autre histoire, sur laquelle je reviendrai. Le contraste entre ces deux positions apparaît dans toute sa vigueur dans le premier document (« *Tahlilan* »).

2. Le contraste les deux analyses (d'où le titre de ce rapport de Juin 1956 : deux analyses, en arabe *tahlilan*) est clair. Pour *Hadeto* Nasser représentait le pouvoir de la bourgeoisie nationale, pour le PCE celui de la bourgeoisie compradore. Les deux appréciations procédaient des analyses différentes de la portée sociale de la réforme agraire et de la politique économique interne, sans invoquer ni l'une ni l'autre, à ce stade, les positions prises par Nasser au plan international, en particulier, après Bandung, mais pas avant : son rapprochement avec l'URSS et la Chine.

Ce contraste est formulé avec une grande clarté dès la première page du document *Tahlilan*. Le PCE (*Raya*) qualifiait le coup d'Etat des Officiers Libres de 1952 de coup soutenu par les impérialistes pour mettre un terme à la radicalisation révolutionnaire du mouvement populaire égyptien, sur l'offensive depuis 1946 puis 1950-1951. Cette analyse m'est parue correcte (à l'époque) et me paraît toujours correcte aujourd'hui. Je l'ai donc reprise et approfondie en la situant dans la longue période (dans le chapitre premier de *Thawra Misr*, publié en français et en anglais ; *Le monde arabe dans la longue durée*, 2011). J'ai proposé une lecture de l'histoire moderne de l'Égypte constituée de phases longues (de l'ordre du demi-siècle) successives, les unes d'essor de la nation et du peuple (de Mohamad Ali au Khédive Ismail – 1805/1875 ; puis de la Révolution de 1920 à la mort de Nasser en 1970) les autres de repli et de soumission (l'occupation anglaise de 1882 à 1920 ; la recompradorisation mise en œuvre à partir de Sadat en 1970 jusqu'à 2011). Je considère donc la longue période 1920-1970

comme une seule période d'essor constituée par ses deux chapitres successifs : le chapitre du Wafd 1920-1952, celui de nassérisme 1952-1970).

Bien sûr chacune de ces périodes longues d'essor n'a jamais été « continue » ; elle est elle-même constituée de moment d'avancées et de reculs ; mais les reculs demeurent partiels et contestés par la permanence des forces sociales en action dans l'esprit de l'essor de la longue période considérée.

C'est dans ce cadre que je replace le premier coup d'Etat militaire, celui des Officiers Libres en 1952. Il s'agissait bien d'une tentative de coup d'arrêt à l'essor en cours, en particulier après la dénonciation par le Wafd du traité anglo-égyptien et la montée de la guérilla anti britannique dans la zone du Canal (1950-1951). L'analyse que le PCE (*Raya*) donne donc de ce coup d'Etat et de sa nature me paraît toujours parfaite (faisant contraste avec celle de *Hadeto*).

Les arguments développés par le PCE à cet effet sont convaincants :

- La politique économique « libérale » des Officiers Libres de 1952 à 1955 ; leur appel au soutien du capital étranger, auquel toutes les facilités sont offertes,
- La portée limitée de la Réforme Agraire, examinée plus loin,
- L'accord passé entre le nouveau régime des Officiers Libres et la Grande Bretagne concernant le Soudan (1953). Par cet accord l'Egypte facilitait la mise en place au Soudan du pouvoir des Mahdistes (réactionnaires, pro britanniques) et désarmait le mouvement populaire progressiste en lutte pour donner un autre contenu à l'indépendance du Soudan, allant au-delà du néo colonialisme,
- L'accord sur la semi évacuation de la base militaire britannique dans la zone du Canal (1954). Le PCE (*Raya*) qualifiait à juste titre cet accord de « *Gala Muzayaf* » – Fausse Evacuation
- La violence redoublée de la répression anti communiste.

On comprend alors les nuances qui opposaient les stratégies de Londres et de Washington face au coup d'Etat. Les Britanniques ont continué à s'appuyer sur leurs alliés égyptiens traditionnels, avec lesquels ils avaient gouverné le pays de 1920 à 1952 (la Monarchie, les partis réactionnaires du Palais, les Frères Musulmans) contre le Wafd et les Communistes. Ils sont donc restés hésitants face au coup d'Etat. Cette attitude s'est prolongée jusqu'à l'accord de la « fausse évacuation » et même après. C'est ainsi que lorsque – après Bandung, Avril 1955 – Nasser s'est engagé sur une autre route, ouvertement anti impérialiste, les Britanniques ont décidé d'agresser militairement l'Egypte (Octobre 1956). Par contre les Etats Unis qui n'étaient pas encore présents sur le terrain égyptien avec autant de force que les Britanniques et qui avaient l'ambition de prendre la place de ces derniers, ont soutenu le coup d'Etat de 1952, comme plus tard ils sont restés à l'écart de l'agression d'Octobre 1956.

La qualification de compradore, par laquelle le PCE désignait les options politiques du régime des Officiers Libres de 1952 à 1955 est donc parfaitement justifiée. En témoigne d'ailleurs la composition des premiers « Conseils de la Révolution » mis en place par les Officiers Libres, constituées de réactionnaires : le Frère Musulman Rached Mehanna, qui a ordonné la

pendaison des ouvriers en grève en 1952 ; Sadat – déjà !; et bien d'autres écartés par Nasser plus tard, après Bandung.

Le contraste entre ces deux positions apparaît dans toute sa vigueur dans le premier document (« Tahlilan »).

3. Le PCE (*Raya*) et *Hadeto* portaient des jugements diamétralement opposés en ce qui concerne la nature et la portée des réformes agraires mises en œuvre par Nasser. Ce contraste est mis en relief dans le document 3 (*Thalata awan min nidal al fallahin* – Trois années de luttes paysannes).

*Hadeto* prétendait que la Réforme Agraire avait aboli les rapports de domination des féodaux à la campagne ; et de ce fait, qualifiait la révolution nassérienne de Juillet (1952) de révolution dirigée par la bourgeoisie nationale.

Le PCE (*Raya*) portait un tout autre jugement. Il partait du principe fondamental qu'une réforme agraire authentique exige la distribution gratuite aux paysans pauvres et sans terre des terres confisquées aux grands propriétaires. Cela n'était pas le cas : les terres – rachetées et non confisquées aux grands propriétaires – étaient offertes à la vente aux autres. De ce fait seuls les paysans riches (ou à la rigueur moyens) pouvaient en fait les acquérir. La réforme agraire a donc renforcé la position des paysans riches (et j'ajoute : une classe sociale qui, dans les conditions de l'Égypte, a toujours été et demeure l'un des pivots centraux de la réaction). Ce sont eux qui ont pris le contrôle des coopératives du nassérisme (coopératives non de production, mais limitées à l'achat collectif des intrants et à la commercialisation des productions), comme le fait observer *Raya*. J'ajoute également que la première réforme agraire de 1952 affichait son dessein : contraindre les grands propriétaires à placer leur fortune dans l'industrie. La thèse que j'ai défendue (entre autre dans *L'Égypte nassérienne*) est que la grande propriété agricole égyptienne n'était plus féodale depuis belle lurette, qu'il s'agissait d'un capitalisme agraire largement associé au capitalisme industriel égyptien, lui-même au demeurant associé à son tour au capitalisme impérialiste. *Raya* observait par ailleurs que le rythme des expropriations et ceux de la revente des terres saisies était désespérément lent. Entre temps l'État qui s'était substitué aux grands propriétaires, devenait le bénéficiaire de la rente foncière payée par les exploitants (riches ou moyens). *Raya* qualifiait le système de « féodalisme d'État ».

4. Le second coup d'État, celui que Nasser organise en 1954 contre le Président Neguib et ceux qui le soutenaient au Conseil de la Révolution des Officiers Libres, inaugure-t-il une nouvelle politique générale, anti comprador et anti impérialiste ? Beaucoup lisent aujourd'hui l'évènement comme ayant eu cette portée.

Ce n'était pas le cas des Communistes égyptiens de l'époque. Le PCE (*Raya*), avait vu – correctement – que le second coup d'État poursuivait un seul objectif : permettre à Nasser de se débarrasser de Neguib et d'assurer seul sa dictature entière. Nous avons donc qualifié ce second coup d' « anti démocratique », voire de « fasciste ». A juste titre, puisque la bataille se livrait entre les partisans d'un retour à la Constitution de 1923 (la seule authentique Constitution de l'histoire de l'Égypte moderne, quelles qu'en aient été les limites) d'une part, et d'autre part Nasser et ceux des militaires qui le suivaient et n'entendaient pas céder leur pouvoir absolu. *Hadeto* avait hésité avant de rallier la position des autres communistes et condamné le projet de dictature de Nasser.

Rien d'ailleurs – ou presque – n'avait été changé aux plans de la politique interne et internationale du gouvernement de la nouvelle dictature de Nasser. La répression anti communiste avait été reprise avec encore plus de violence. Sur un seul plan on notera néanmoins un changement important pour l'avenir : les Frères Musulmans, qui avaient rejoint le camp du mouvement démocratique opposé au second coup d'Etat, ont été rejetés par Nasser dans l'opposition destinée à être démantelée par la violence. Jusqu'alors les Frères Musulmans avaient conservé des positions importantes dans le régime issu de Juillet 1952.

5. Bandung (Avril 1955) provoque une véritable rupture, non seulement pour l'Égypte, mais également pour beaucoup d'autres pays du Tiers monde de l'époque. L'Égypte s'engage dans une nouvelle politique extérieure, anti impérialiste.

Il reste que ce tournant dans la politique extérieure de l'Égypte (l'achat d'armes tchèques, la nationalisation du Canal de Suez après le refus de la Banque Mondiale de financer sans conditions politiques le Haut Barrage, enfin la guerre d'Octobre 1956) n'a pas été accompagné, dans l'immédiat (et cela jusqu'après la guerre d'Octobre, c'est-à-dire jusqu'en 1957) de changements dans la politique économique et sociale – toujours fort peu progressiste – et dans la gestion dictatoriale de la vie politique – toujours anti démocratique et anti communiste.

On peut comprendre alors les raisons qui conduisent le PCE (*Raya*) à garder quelques distances à l'égard du régime, en dépit de son soutien enthousiaste à la nouvelle politique extérieure de Nasser anti impérialiste. Alors toujours bourgeoisie compradore au pouvoir ? Oui et non, avec une confusion certaine dans les écrits de l'époque comme en témoigne le document 2 (*Baad tamim al kanat*, Après la nationalisation du Canal, Septembre 1956). Certains lisaient alors les premières options anti impérialistes de Nasser comme des actions de chantage, destinées à faire réfléchir les Etats Unis et derrière eux tout le camp des puissances impérialistes, et leur faire accepter un renouvellement de leur soutien à l'Égypte moyennant quelques concessions. Le conflit sur la question du projet de pacte d'Ankara (mis en route par Washington et Londres en 1954) s'inscrit dans cette lecture. Le PCE (*Raya*) l'analyse comme une bataille rhétorique : Nasser veut bien d'un pacte régional anti communiste et anti soviétique, mais à condition que Le Caire et non Ankara et Bagdad (alors sous le joug d'un Roi probritannique) en soit la capitale. Cette analyse est peut-être discutable, mais elle n'est pas absurde.

6. Les analyses du PCE (*Raya*) comme celles de *Hadeto* et des autres composantes du communisme égyptien partageaient une faiblesse commune : elles étaient fondées sur un concept de ce qu'est la bourgeoisie dans les sociétés du capitalisme périphérique selon lequel cette classe est elle-même constituée de deux composantes distinctes, l'une nationale, l'autre compradore. Cette vision procédait d'une lecture simplificatrice du marxisme de l'époque : à chaque politique mise en œuvre devait correspondre une et une seule classe ; et l'idée qu'une classe puisse changer de politique et d'alliances pour le faire restait largement ignorée. Le pouvoir en place ne pouvait donc être que celui soit de la bourgeoisie nationale (point de vue permanent de *Hadeto*) soit de la bourgeoisie compradore (point de vue du PCE de 1952 à 1955/1956).

La réalité est toute différente. La bourgeoisie des périphéries constitue une seule classe qui selon les moments de l'histoire soit accepte la soumission compradore au capital dominant à l'échelle mondiale, soit développe des comportements nationalistes. Lorsque les circonstances le permettent – ces circonstances sont commandées principalement par les rapports de force

internationaux, plus ou moins favorables à la domination de l'impérialisme – la bourgeoisie en question s'évertue à utiliser les marges de manœuvre disponibles pour s'engager dans « la voie nationale ». Dans d'autres moments, lorsque ces marges se rétrécissent, elle accepte de s'inscrire dans un développement capitaliste compradore. Ce sont les mêmes « bourgeois » qui sont donc nationaux ou compradore selon les circonstances. La bourgeoisie est par nature une classe opportuniste. Bien sûr au sein de ce genre de bourgeoisie fragile par nature beaucoup ne sont portés qu'à des comportements de soumission vassale de compradore en permanence. Mais ceux-ci ne pèsent pas lourd face à ceux qui, au sein de la même classe, s'engagent dans la voie nationale quand elle paraît offrir des possibilités d'avancer.

Bandung, et le soutien apporté à son projet par Moscou et Beijing, ont brutalement ouvert des marges que la bourgeoisie égyptienne, comme beaucoup d'autres dans le tiers monde ont investi à leur bénéfice.

7. La séparation artificielle entre une prétendue bourgeoisie nationale et une autre compradore a entraîné beaucoup de confusion dans les tentatives de construction du front uni « antiféodal/anti impérialiste/démocratique populaire » incontournable pour amorcer une transformation authentique de l'Égypte.

Les documents du PCE (*Raya*) réunis ici, comme ceux de *Hadeto*, se félicitaient des prises de position des Frères Musulmans et de leur « adhésion » (apparente, déclarée) au camp populaire et démocratique. C'était, à mon avis, une erreur, fondée sur une méprise de ce que l'organisation des Frères Musulmans représentait depuis son origine (1917), demeurait à l'époque qui nous concerne et demeure encore à ce jour : une organisation fondée sur le rejet de la démocratie (qualifiée d'importation de l'Occident), organisée par elle-même sur des principes fascistes (« obéissance sans discussion au Guide » – le *Mourchid* – traduction : le Führer), toujours au service des forces sociales les plus réactionnaires et de ce fait allié objectif de l'impérialisme. C'est donc seulement dans les moments forts de manifestation du mouvement populaire qu'ils prennent position « avec le peuple », pour le trahir dès que l'occasion s'y prête. C'était le cas en 1954, comme cela avait le cas en 1930, en 1946 et comme cela sera le cas en 2011-2013.

Une troisième organisation communiste égyptienne – le Parti des Ouvriers et des Paysans – a été la seule qui avait exclu tout rapprochement avec les frères. Cette organisation s'adressait de préférence à la gauche du Wafd, notamment aux jeunes de ce courant historique égyptien. Elle avait fait le bon choix. Plus tard lorsque les trois organisations communistes se sont engagées sur la route de leur unification (1958), le PCE (*Raya*) et le Parti des Ouvriers et des Paysans ont réellement fusionné. Par contre les rapports entre ce nouveau noyau unifié (*Raya* et Parti des Ouvriers et des Paysans ensemble) d'une part et *Hadeto* d'autre part n'ont jamais été bâti sur une confiance authentique. Bâti sur du stable d'unité a éclaté un an plus tard.

8. *Hadeto* s'était constitué comme « mouvement de libération nationale » et non un « parti des travailleurs ». Ce choix est reflété dans son nom même –MDLN est son sigle en français, en arabe *Hadeto*. Et comme je l'ai déjà dit sa direction est demeurée dans le vague sur cette question. Le PCE s'est par contre constitué dès l'origine (1949-1950) comme un parti de classe. Certes le groupe d'intellectuels et de militants qui sont à son origine était limité en nombre. Mais tous les partis progressistes du monde moderne ont amorcé leur existence de cette manière. Cependant force est de constater que le PCE est demeuré pour tout le reste de son existence un « parti de cadres ». Il n'est jamais devenu un « parti de masse », ce qui constitue d'ailleurs l'exception et non la règle dans l'histoire du communisme. De

surcroît il n'est jamais même sorti de sa condition initiale de « groupe restreint », réunissant des intellectuels engagés et des militants actifs au point d'être quasi permanents dans leurs fonctions. Néanmoins la voix exprimée par ce groupe a été largement entendue dans les classes moyennes éduquées, et le PCE a même bénéficié à cet égard d'un grand respect pour la finesse de ses analyses (qu'on en ait partagé les points de vue ou non), le courage intellectuel et le caractère personnel irréprochable de ses membres.

Les raisons de cet échec – il faut bien l'appeler ainsi – sont multiples. D'abord la répression féroce et continue de tous les régimes successifs, de la monarchie à Nasser ; à peine atténuée pendant les courtes périodes de gouvernement wafdiste. L'impérialisme et ses alliés réactionnaires égyptiens ont toujours compris que l'Égypte était un pays dangereux ; que toutes les conditions sociales et historiques objectives y étaient réunies pour qu'elle devienne une petite Chine ou un Vietnam.

Néanmoins le PCE porte une bonne part de responsabilité de son échec. Je crois (personnellement) que cet échec est largement dû à sa volonté de devenir le « parti communiste du prolétariat ». Il n'a pas compris ce que Mao et Ho Chi Minh avaient saisi : que dans les conditions de nos sociétés du capitalisme périphérique, attardé dans son développement par la domination impérialiste des centres, le parti révolutionnaire à l'ordre du jour des exigences devait être celui des travailleurs de la ville et de la majorité exploitée des paysans, même s'il adoptait le nom de « parti communiste », entendant par là s'inscrire dans la perspective historique du dépassement du capitalisme à l'échelle universelle. Il s'agit là d'un fait, car en principe le PCE n'a jamais renoncé à agir dans les campagnes. Et il l'a même fait sans doute plus que d'autres comme en témoigne le document « Trois années de luttes paysannes ». Mais force est de constater qu'il n'est guère parvenu à recruter hors des classes moyennes éduquées. Cet échec en a entraîné l'autre : son incapacité à devenir le noyau victorieux d'un large front anti impérialiste démocratique populaire. Le PCE n'est jamais parvenu à s'imposer comme tel dans les moments d'alliances larges mais floues s'exprimant par la radicalisation de la « rue » – en fait principalement de la rue urbaine.

Hadeto a-t-il fait mieux dans ce domaine ? Pas du tout. *Hadeto* semble avoir « recruté » un nombre de militants plus considérable que le PCE ; ou du moins le prétend. Mais il s'agit là d'apparence plus que de réalité du fait que « l'adhésion » à *Hadeto* n'a jamais été très précise. Cela résultait du fait que cette organisation voulait se confondre avec le mouvement (le front large). Mais pas davantage que le PCE Hadeto (conçu comme parti ou comme front) n'est parvenu à assumer la direction victorieuse d'un authentique front large.

9. A partir de 1957, après le règlement favorable à l'Égypte de la guerre d'Octobre 1956, le nassérisme lui-même est conduit à avancer, sans aller jusqu'à la radicalisation. Les documents réunis ici sont antérieurs à cette avancée. Mais le document 5 (les rapports du PCE de 1957) affirment cette radicalisation en route, et, sur cette base, croient pouvoir donner sa légitimité au ralliement des communistes à Nasser.

Le lecteur qui souhaiterait connaître les points de vue que j'ai exprimés à cet endroit, à l'époque (1957-1963) et aujourd'hui en trouvera des développements dans mon livre récent *Nassérisme et Communisme égyptien* (en arabe, 2011). Ces points de vue qui restaient proches de ceux du PCE pour la période considérée du nassérisme « national-populaire » (ma qualification du système), ont évolué par la suite (mais il s'agit d'un approfondissement de la réflexion, non d'une révision).

J'étais – et je suis encore davantage – conscient et critique des avancées nassériennes. Je n'ai jamais souscrit à la thèse soviétique de « la voie non capitaliste », à laquelle le PCE s'est rallié à partir de 1964, à la veille de son auto dissolution prônée par Moscou et de l'adhésion de ses membres au prétendu parti socialiste nassérien (qui n'a jamais eu d'existence réelle, Nasser s'obstinant à exercer sa seule dictature personnelle sur la société, sans risque de partage avec un parti quelconque, même le sien !). Dans ce cadre j'ai produit une critique sévère de la *Mouassassa*, chargée de coordonner la gestion économique du capitalisme d'Etat nassérien, et de la Planification (inexistante en fait). Je renvoie ici aux chapitres concernés de mon livre *Nassérisme et Communisme égyptien*.

J'ai qualifié le système non pas seulement de « capitalisme d'Etat » (une catégorie fourre-tout) mais précisé son contenu social par les adjectifs « national et populaire » (mais non démocratique). J'entends par là que le nassérisme des années 1961-1967 a façonné une transformation gigantesque de la société, à portée progressiste, mais limitée et porteuse de contradictions grandissantes rapides qui ne pouvaient conduire qu'à l'impasse et à l'échec.

Par portée progressiste j'entends les résultats de politiques systématiques ouvrant les portes à une expansion des classes moyennes, passées peut-être de 5% à 20% d'une population elle-même en croissance rapide. Qu'on le veuille ou non, cette transformation a donné à la société égyptienne un visage tout à fait nouveau. Elle constitue une transformation d'une portée gigantesque et décisive. Cette expansion a ouvert aux enfants de classes pauvres – par l'éducation – une ascension sociale inconnue jusque là. Cette ouverture a été la raison majeure de la légitimité populaire du nassérisme, davantage même que les succès des politiques nationales anti impérialistes, restituant à la nation sa dignité et trouvant son écho au-delà du monde arabe et africain. Le Caire était devenu une capitale majeure du Mouvement des Non Alignés, contraignant au recul les puissances impérialistes.

Mais ces avancées progressistes ont été réalisées sans la moindre pratique démocratique associant les classes populaires et les nouvelles classes moyennes à la décision et à l'action. Des progrès sociaux toujours réalisés par en haut. Cette méthode est à l'origine d'une dépolitisation généralisée, porteuse à son tour des reculs de l'après Nasser. Il reste que le régime de ce moment nassérien s'est employé à préserver la stabilité sociale en contrôlant les tendances de la nouvelle bourgeoisie d'Etat et de la paysannerie riche à accaparer à leur seul profit les bénéfices du développement. C'est dans ce sens que le capitalisme d'Etat nassérien a été – c'est ma qualification – national/populaire/non démocratique.

La fragilité de cette composition politique et sociale s'est révélée dans toute sa force destructrice par la défaite militaire de 1967. Elle a alors créé les conditions permettant le recul fatal de 1970. Sadate proclame alors ouvertement qu'il renonce « au socialisme, au nassérisme, au soutien soviétique » et fait appel à Washington pour l'aider à le faire. Contre-révolution ? Ou évolution accélérée des tendances négatives du nassérisme lui-même ? J'ai préféré cette seconde explication. Après tout Sadate retourne au nassérisme des premières années de 1952 à 1955. La page de la longue période d'essor 1920-1970 est alors tournée. Et l'Egypte va vivre de 1970 à 2011 une période de long déclin et de soumission aux exigences du nouvel impérialisme contemporain, post Bandung.

Le document 2 (« Après la nationalisation du Canal ») fait apparaître un retournement partiel des positions du PCE qui appelle à soutenir le régime après la nationalisation du Canal, face à la menace réelle d'une agression impérialiste. Rappelons que ce document a été rédigé en Septembre 1956, un mois à peine avant l'agression d'Octobre, alors que tous les préparatifs militaires des Britanniques (à Chypre) et des Français annonçaient avec certitude la proximité de cette intervention. Mais le PCE demeure, dans ce document, critique de la vision de

Nasser, accusé de condamner l'attitude de certaines puissances occidentales (la Grande Bretagne, qui entend garder l'Egypte dans son domaine privilégié ; la France, qui espère encore gagner la guerre d'Algérie ; Israël devenu l'enfant chéri de la France qui l'aide à produire son armement nucléaire), mais pas les Etats Unis.

Nasser aurait-il conservé alors l'espoir (illusoire) de rétablir de bonnes relations avec Washington ? Il n'aurait pas tout à fait compris – malgré les leçons que Zhou Enlai lui avait données au cours de leur voyage aérien commun de Rangoun à Djakarta – que les Etats Unis étaient déjà devenus la puissance impérialiste majeure et que son ambition était seulement de réduire Britanniques et Français au rôle d'alliés subalternes – ce qu'ils sont devenus, en aucun cas d'accepter l'Egypte indépendante et non alignée. Nasser le comprendra peut être plus tard ; mais l'analyse du PCE de l'époque ne paraît pas absurde, même si elle est discutable.

Simultanément le document salue les concessions modestes mais réelles de Nasser aux abois face à la menace d'agression : la répression des communistes est suspendue, Nasser consent à l'armement des milices populaires dans la zone du Canal, il opère une ouverture en direction d'un « dialogue » avec les Communistes en autorisant la parution d'un quotidien de gauche – *Al Missa*, dirigé par Khaled Mohidin.

Le retournement de la position du PCE ne s'achève qu'après le retrait des occupants du Sinaï et de Port Saïd, en 1957. Alors le PCE adopte une ligne de soutien presque inconditionnel au projet nassérien (ce que j'ai analysé dans les termes de capitalisme d'Etat national populaire non démocratique). C'est de retournement d'ont j'ai critiqué (plus tard, non pas en 1957 mais dès 1959-1960) l'ampleur ; et qui ne m'est pas apparu établi par une argumentation convaincante de fond. C'est ce retournement qui avait créé les conditions de l'unification factice entre le PCE et Hadeto, mis en chantier en 1959 mais sans lendemain. Le document 5 illustre l'ampleur du ralliement des communistes et de leurs illusions !

### III

1. Le document 1 (« deux analyses ») comprend une section sur la question de la Palestine sur laquelle je souhaiterais faire quelques commentaires.

Le titre de cette section est trompeur ; l'analyse ne concerne pas la question palestinienne dans toutes ses dimensions, mais seulement l'exposé des raisons du rejet par le PCE du projet de Dulles de l'époque concernant un règlement « pacifique et définitif » des rapports entre Israël et les Etats arabes frontaliers et la mise sous tutelle américaine de la région. Dulles se donne les objectifs suivants : (i) un traité de paix définitif entre Israël et les pays arabes ; (ii) la reconnaissance par les Etats arabes d'Israël dans les frontières de l'armistice de 1948, après la conquête par celui-ci de territoires antérieurement attribués aux Palestiniens par le Plan de partage de 1947 ; (iii) le renoncement des Arabes au retour des réfugiés Palestiniens et l'octroi à ceux-ci de la nationalité des pays d'accueil ; (iv) la reconnaissance de l'annexion de la Cis Jordanie par la Jordanie et de la tutelle égyptienne sur Gaza ; (v) la « garantie » par les Etats Unis du respect du traité de paix en question.

Comme on le voit avec le recul du temps Washington n'a jamais renoncé à ces objectifs qui, dans leur ligne générale sont ceux du projet de « Grand Moyen Orient » mis en œuvre trente ans plus tard par Bush père, Clinton, Bush fils et Obama. A cela près que Washington envisage maintenant la création d'un Etat palestinien croupion réunissant Gaza et les cantons de la Cis-Jordanie laissés à l'administration de Ramallah (l'annexion à Israël de Jérusalem Est et des nouvelles colonies devrait donc être acceptées par les Palestiniens !). Ce que Washington qualifié de « paix définitive » (sous la tutelle des Etats Unis) entérine toujours l'expansion



d'Israël dans les territoires occupés depuis 1967. Le Plan a été accepté par l'Égypte de Sadate à Morsi et par la Jordanie ; mais la Syrie (la question du Golan) et le Liban n'ont jusqu'ici pas consenti à s'y soumettre.

Le projet des Etats Unis affirme donc leur domination sur la région, opérant en coordination avec leurs alliés majeurs (Israël, le Golfe, la Turquie) et réduisant l'Égypte, la Syrie et l'Iraq au statut de subordonnés sans voix. Que ce projet puisse être mis en échec par l'essor du mouvement égyptien et la résistance de Damas à l'agression islamiste constitue une question nouvelle.

Le PCE de l'époque rejette intégralement le Plan Dulles et propose en revanche, en accord avec les partenaires de Bandung un règlement définitif fondé sur les principes suivants :

- (i) La reconnaissance d'Israël dans les frontières du Plan de partage de 1947 ;
- (ii) La création d'un Etat palestinien (évacué par les Jordaniens et les Egyptiens) sur tous les territoires qui leur avaient été octroyés par le Plan de partage de 1947.
- (iii) Le droit de retour des réfugiés palestiniens.

Les Etats de Bandung demandaient seulement l'application des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, tenues dans le plus grand mépris par Israël, avec la complicité active des puissances occidentales.

Le PCE exprimait sa crainte que Nasser rentre dans les fausses négociations avec Dulles, qui ne conduiraient à rien qu'à de nouvelles concessions à l'expansionnisme sioniste.

Comme on peut le voir par ce texte les communistes égyptiens proposaient la meilleure solution possible de la question palestinienne. Comme je l'ai écrit récemment (par un retour sur l'examen de la tragédie de 1948 – la *Nakaba*) les Communistes égyptiens (du moins à l'époque certains d'entre eux) n'avaient en aucune manière accepté le projet sioniste, comme on les en a accusé sans preuve. Leurs propositions étaient bien plus intelligentes que celles de tous les autres partenaires arabes (gouvernements, Frères Musulmans et autres), qui, elles, sont à l'origine de la catastrophe. Lorsque je dis « certains communistes égyptiens » je rappelle qu'en 1948 le PCE n'existait pas encore et que *Hadeto* occupait presque seul le terrain revendiqué par le Communisme en Égypte. Mais les trois principaux leaders fondateurs du PCE (1949-1950), Fouad Moursi, Ismail Sabri Abdallah et Saad Zahrane avaient initié l'expression de cette proposition (ce que j'ai rappelé dans mes écrits récents) et simultanément critiqué le flou des propositions de Curiel (et donc de *Hadeto*). Ce flou s'est renforcé avec le temps par le ralliement de Curiel, à partir de 1957, au projet d'une « négociation avec Israël », arbitrée par des « amis italiens » (dans les réunions organisées par eux à Florence).

Que les propositions du PCE soient devenues aujourd'hui peu susceptibles d'être mises en œuvre, que la responsabilité de la décision ait été désormais transféré intégralement à l'Autorité palestinienne, constitue une autre histoire, qui n'est pas l'objet de mes commentaires ici.

1. J'ai retrouvé dans mes archives personnelles le document 4 (Nation arabe ou nations arabes ?, la question de l'unité arabe), tapé à la machine par Isabelle.

Bien que non daté, ce texte avait été écrit par moi en 1957, avant mon départ pour l’Égypte (Septembre de l’année). Il est antérieur aux développements qui ont conduit à la formation de la République Arabe Unie (Égypte et Syrie), qu’il subodore néanmoins.

Le texte avait plu à sa lecture par Fouad Moursi, Ismail Abdallah et Saad Zahrane. Mais il n’est pas un « document officiel du PCE » ; simplement des réflexions du camarade Samir Amin sur la question. J’ai par la suite approfondi mon analyse de la question, publiée dans *La Nation arabe* (en français -1976- et en arabe), dans l’ouvrage plus récent *Le Monde arabe dans la longue durée* (2011) et dans d’autres écrits publiés en arabe (*Naqd al khitab al Arabi al Murahen*, 2010 ; chapitre 2 ; Critique de la Pensée arabe contemporaine).

Je n’ai pas l’intention ici de commenter cette première approche de la question. Je voudrais simplement souligner que le point de vue que j’y exprime, à savoir (i) qu’il n’y a pas « une » nation arabe, mais « des » nations arabes ; et (ii) que la construction de l’unité à venir de ces nations – souhaitable – doit prendre en considération cette réalité diverse et la respecter, est resté le mien jusqu’à ce jour. Les critiques que j’ai adressées par la suite, et dès le départ, à la conception autocratique et négative de la singularité de chacun des deux partenaires de la RAU (l’Égypte et la Syrie) – vouée de ce fait à l’échec (que l’histoire a rapidement confirmé), demeurent donc d’actualité.

2. La question de l’unité et de la diversité des composantes de ce que j’appelle « le mouvement au socialisme » (en m’inspirant de cette qualification formulée en Amérique du Sud) est une question fondamentale. Les réponses – bonnes ou non – qui lui ont été données en Égypte et ailleurs dans le monde sont des « questions permanentes » auxquelles les partis socialistes et communistes ont été et sont toujours confrontés.

Le communisme égyptien n’a jamais été unifié dans une seule organisation s’en revendiquant, ce que le mouvement communiste international et arabe déplorait. Lorsque se constitue en 1946-1947 *Hadeto* sous la direction de Curiel, le groupe dont sortira plus tard le Parti des Ouvriers et des Paysans refuse de s’y associer. Deux ans plus tard quelques militants d’envergure fondent le PCE loin de *Hadeto*, lequel lui-même n’est jamais parvenue à éviter son explosion permanente en « chapelles » et « groupuscules rebelles ». Les raisons de cette multiplicité d’organisations (trois majeurs : *Hadeto*, le PCE, le Parti des Ouvriers et des Paysans ; une pléthore de mineurs issus de *Hadeto*) tiennent à de nombreuses raisons. Mais la principale d’entre elles tenait au refus de nombreux militants de se plier à la dictature sans programme de Curiel et de ses hommes de paille, à son exclusive dévotion personnelle, à qui il confiait par oukaze la responsabilité de la direction après son expulsion d’Égypte en 1950.

En dépit de tout cela les communistes égyptiens dans leur ensemble aspiraient à parvenir à la situation jugée normale à l’époque, celle d’un Parti Unique. Mais aucun des trois partenaires majeurs n’est parvenu à éliminer les deux autres, créant ainsi de facto une « unité des communistes ». La conjoncture évoluant avec la radicalisation du nassérisme à partir de 1957, l’aspiration à l’unification des trois organisations s’est imposée, prônée par Moscou, en attendant que le parti soviétique invite le parti égyptien constitué de cette manière à s’auto dissoudre pour se fondre dans le prétendu parti socialiste nassérien. *Hadeto* avait, en vue de cette unification, changé de nom en s’intitulant désormais « parti communiste unifié » (une unité constituée par *Hadeto* lui-même et les chapelles dissidentes issues de son éclatement). Mais le « grand parti » (intitulé Parti Communiste uni) issu de la fusion des trois organisations restait comme je l’ai dit bâti sur du sable et n’a pas survécu une année.

Comme tous les communistes de l'époque, je considérais qu'il ne pouvait avoir de place qu'à un seul « parti communiste » pour conduire les luttes du prolétariat et de ses alliés naturels (les classes paysannes exploitées), conquérir le pouvoir pour et avec elles, et s'engager dans la construction du socialisme.

Mon opinion sur cette question a évolué. L'éclatement du mouvement communiste international à partir de 1957-1960 et la constitution de partis maoïstes en conflit avec ceux restés dans le giron de Moscou faisait apparaître la fragilité insoupçonnée des partis communistes « uniques ». Chemin faisant je suis parvenu à renoncer définitivement à l'idée que l'unité exclut la diversité dans l'organisation des forces sociales progressistes en conflit avec le système capitaliste.

J'ai proposé quelques développements sur cette question dans mon écrit récent intitulé « Unité et diversité dans la construction du mouvement au socialisme ». Cette question est à nouveau au cœur du défi auquel est confronté le gigantesque mouvement populaire en cours en Egypte depuis Janvier 2011. Quels comportements peuvent et doivent adopter ceux qui, au sein de ce mouvement, comprennent que l'unité dans la lutte, la définition d'objectifs d'étapes communs, doit se combiner avec la diversité organisationnelle des composantes du mouvement. Il s'agit de comprendre que le succès du mouvement est à ce prix : associer unité et diversité ; ne pas nier l'un des termes de cette contradiction ; ne pas nourrir l'ambition de diriger seul le mouvement, ne pas nourrir l'illusion inverse symétrique qu'en dépit de sa diversité, et sans unité, le mouvement peut par lui-même triompher de ses adversaires. J'ai donc proposé une formulation de la contradiction unité/diversité, un examen des réponses qui lui ont été données dans l'histoire du mouvement mondial au socialisme, un examen du défi que la question constitue pour le peuple égyptien et les autres aujourd'hui.

**3.** L'histoire du communisme égyptien, initié dès 1922-1924 est une histoire glorieuse et tragique. Son avenir reste ouvert. L'Egypte est un pays « dangereux » pour les puissances capitalistes/impérialistes dominantes. Elle a été le premier (à partir de 1805) et longtemps le seul pays d'Asie et d'Afrique à envisager une « émergence modernisée », avant la Chine et le Japon ; et, pour cette raison, toujours traitée avec la plus grande violence barbare et cynique par l'impérialisme dominant, hier la Grande Bretagne, aujourd'hui les Etats Unis. Le corps étranger à la région – Israël – a été implanté pour faire face au « danger égyptien ». Les classes réactionnaires égyptiennes, puissantes et organisées, ont toujours refusé, par peur du communisme, la moindre concession démocratique. Et néanmoins « le drapeau rouge flotte sur la Vallée du Nil » disait-on en 1946. La popularité et le respect qu'inspiraient les communistes - quand bien même les dictatures policières sanglantes leur interdisaient la moindre apparition publique légale – étaient considérables dans les classes populaires et les classes moyennes éduquées.

Les critiques que j'ai adressées à nos organisations communistes, en dépit de la sévérité à laquelle nous ne devons pas renoncer, ne diminuent en rien le jugement qu'on doit porter sur les générations successives de militants communistes, quel qu'ait été l'organisation à laquelle ils ont appartenu : les meilleurs enfants de la vieille nation égyptienne, les plus lucides, les plus courageux.

## DOCUMENT I

### DEUX ANALYSES – DEUX POLITIQUES

#### La situation actuelle en Egypte

Les initiatives prises par le gouvernement égyptien en matière de politique extérieure depuis environ un an : déclarations à Bandung, négociation d'un accord avec la Chine populaire, opposition au pacte de Bagdad, achat d'armes à la Tchécoslovaquie, négociation d'une aide économique soviétique, devaient fatalement provoquer de nombreuses controverses tant en Egypte qu'à l'étranger.

Quelles classes sociales de la société égyptienne le gouvernement actuel représente-t-il ? Tel est le fondement de la question débattue. Tous les aspects de la politique intérieure de ce régime : la « réforme agraire », comme la répression violente à l'égard de toutes les formations patriotiques, tous les aspects de sa politique extérieure ; l'alliance militaire anglo-égyptienne ratifiée en Octobre 1954 (un mois avant la Conférence de Bandung), l'accord plus ancien sur le Soudan (Février 1953), comme les dernières initiatives dont il a été question ci-dessus doivent évidemment entrer en ligne de compte si on veut se faire une idée correcte du sens général de la politique actuelle du gouvernement Nasser.

Deux explications générales de la situation en Egypte s'opposent :

I. L'une d'elle prétend que le coup d'Etat militaire du 23 Juillet 1952 avait été l'œuvre consciente des impérialistes soucieux de sortir de la crise profonde dans laquelle ils s'étaient empêtrés.

Pendant les deux ans le gouvernement des officiers a fait une politique conforme aux seules volontés des impérialistes. Toutes les classes de la société égyptienne : paysannerie, prolétariat, petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale ont exprimé leur opposition à une politique qui se proposait d'ouvrir le pays aux capitaux étrangers, de livrer le Soudan aux Anglais, de lier l'Egypte à la Grande Bretagne et à la Turquie par une alliance militaire anti soviétique et finalement de ranger définitivement le pays dans le camp de la guerre.

Cette opposition a coûté cher au peuple égyptien : les prisons et les camps d'internement dans le désert n'ont pas reçu moins de 26.000 « pensionnaires » recrutés parmi les communistes, les Frères Musulmans, les Wafdistes, les socialistes. Les tribunaux d'exception ont condamné à la chaîne à des centaines d'années de travaux forcés, à la pendaison même des ouvriers en grève, des dirigeants Frères Musulmans ayant accepté de faire une alliance avec le PCE, comme de simples militants communistes, Wafdistes ou Frères Musulmans qui avaient distribué des tracts contre la signature de l'alliance militaire anglo-turco-égyptienne.

Cependant cette opposition a fini par avoir gain de cause. Elle a démasqué la politique de trahison des officiers. Elle n'a pas permis à la démagogie du ministre de la propagande de donner au régime les bases populaires nécessaires à la poursuite de cette politique. Finalement

les impérialistes eux-mêmes en furent réduits à comploter contre les officiers actuellement au pouvoir, à projeter leur remplacement par une clique neuve moins usée par deux années de trahison.

C'est alors que Nasser s'accrocha désespérément au pouvoir, pris une série d'initiatives qui, dans son esprit, devaient être un moyen de créer la confusion dans le pays, redresser la situation en redonnant un peu de prestige à son gouvernement, et surtout obliger les impérialistes à lui accorder leur appui. Mais les initiatives qui, dans l'esprit de Nasser, devaient être essentiellement un marchandage, correspondaient trop aux intérêts réels de la nation toute entière, se situaient trop dans une situation internationale caractérisée par l'affaiblissement de l'impérialisme, pour que le gouvernement égyptien put s'en tenir à quelques discours démagogiques.

Un changement réel de politique extérieure s'est dessiné. Ce changement détermine à l'heure actuelle des modifications profondes de la scène politique égyptienne. Ceux qui hier soutenaient à fond ce régime – les impérialistes – voient d'un très mauvais œil la nouvelle orientation de la politique étrangère égyptienne. Certains de ceux qui hier combattaient le régime – en particulier la bourgeoisie nationale – tirent leur profit de cette nouvelle orientation.

Telle est l'explication générale du PCE.

II. L'autre explication prétend que le coup d'Etat du 23 Juillet 1952 fut une sorte de révolution démocratique bourgeoise. La politique du gouvernement égyptien depuis cette date conforme aux intérêts de la bourgeoisie nationale. C'est pourquoi les officiers ont chassé le Roi, détruit l'organisation économique féodale à la campagne. C'est pourquoi aujourd'hui ils font une politique extérieure de paix. S'ils ont naguère signé un accord sur le Soudan défavorable à l'Egypte, s'ils ont accepté l'alliance militaire britannique c'est seulement parce que la bourgeoisie nationale qu'ils représentent, est, comme on le sait, hésitante, peureuse et qu'elle cède aux pressions extérieures de l'impérialisme. L'affaiblissement de ce dernier a conduit logiquement le gouvernement égyptien aux dernières initiatives pacifistes. Si enfin les officiers se sont livrés à la répression contre les patriotes c'est encore le reflet des hésitations de cette classe, c'est aussi par la faute des patriotes eux-mêmes qui ont rompu l'alliance qui avait conduit à la révolution de Juillet 1952.

Telle est l'explication générale du MDLN telle qu'elle ressort d'une analyse que cette organisation vient de publier.

#### I. Qui est à l'origine d'un coup d'Etat du 23 Juillet 1952 ?

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale le peuple égyptien n'a cessé de lutter pour la liquidation des vestiges de l'occupation anglaise. Cette lutte a considérablement élevé son niveau politique. Il a appris à démasquer la démagogie « nationaliste » des gouvernements bavards, à faire échec aux dictatures. La situation est allée progressivement en se détériorant jusqu'au jour où le gouvernement wafdiste amené au pouvoir fin 1949 pour tromper le peuple

et faire accepter le compromis toujours rejeté, fut amené à dénoncer le traité de 1936, dénonciation suivie de la lutte armée dans le Canal.

C'est alors que l'impérialisme et ses agents, Farouk en tête, organisent l'incendie du Caire, renvoient le ministère wafdiste et essaient d'imposer à l'Égypte une dictature « classique » (la dictature du Roi). L'opposition populaire est telle que pendant les six mois allant du 27 Janvier au 23 Juillet quatre cabinets se succèdent au pouvoir. La révolte gronde dans le pays. Les forces populaires se donnent pour premier objectif le renversement de la monarchie. C'est dans ces conditions que les Américains décident de prendre les devants.

La crise était trop profonde pour que les impérialistes puissent envisager de la résoudre selon les méthodes anciennes. Tout le système politique égyptien se trouvait dépassé par les exigences nouvelles. Il fallait un régime fort mais démagogue, « populaire ». Le coup d'Etat mis au point par les impérialistes devait créer ce régime.

Telle est l'analyse que le PCE a donnée du coup d'Etat.

Le MDLN avait eu à l'époque une position différente de celle du PCE. Il avait prétendu que « l'organisation des officiers libres » représentait l'alliance de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie. Il faut signaler que le MDLN était au courant du complot. Deux membres de la junte militaire, Youssef Sadik et Khaled Mohie el Dine, étaient eux-mêmes membres du MDLN. Immédiatement après le coup d'Etat le MDLN baptisa les événements de « mouvement populaire de l'armée », appela le peuple à soutenir « son armée », mobilisa ses intellectuels pour écrire dans la revue de la junte « Al Tahrir ».

Ce n'est qu'en Janvier 1954 que le MDLN fit volteface. De nombreux militants quittaient alors l'organisation dégoûtés de cette politique qui facilitait la démagogie des dictateurs égyptiens. Depuis le MDLN s'est mis à dénoncer la dictature militaire. Mais il n'a pas fait de véritable autocritique. Sa position était alors que le « mouvement de l'armée » était démocratique et populaire, que seuls ses dirigeants avaient trahis. Dans son bulletin français le MDLN écrit :

« ... la dictature de Gamal Abd El Nasser n'est ainsi *transformée* en un appareil policier au service de l'occupant » (29/06/1954).

Pourquoi cette « trahison » des officiers ? On va le voir plus loin.

Aujourd'hui le MDLN vient de refaire volteface. Dans son dernier article il écrit :

« Mais il faut à l'occasion de la nouvelle politique égyptienne remarquer qu'un coup décisif a été porté aux génies du PCE. La thèse du « complot américain » a sombré définitivement. C'est pourquoi on peut regretter que le seul courant communiste qui ait eu sur ces événements une attitude correcte (même si son action a été souvent incorrecte) ait cédé aux pressions. La soi-disant autocritique faite à ce moment n'a été en fait qu'un simple aveu d'erreurs sans analyse. Elle a abouti non pas à plus de clarté mais à plus de confusion. Certains éléments de ce courant n'ont jamais varié dans leur appréciation de ces événements et il est juste de reconnaître que l'histoire leur donne aujourd'hui entièrement raison.

Signalons au passage la formulation vague employée sans doute volontairement par l'auteur de ces lignes. Que signifie « avoir une attitude correcte même si son action est incorrecte » ? Si cette phrase a un sens il faudrait dire en quoi l'attitude du MDLN a été correcte et en quoi son action a été incorrecte. Le MDLN préfère s'exprimer de cette façon vague qui permettra dans l'avenir de nouveaux retournements aussi peu expliqués que ceux qui ont eu lieu en Janvier 1954 et aujourd'hui.

C'est pourquoi le MDLN aujourd'hui essaie de justifier sa participation au coup d'Etat. Si ce coup d'Etat était une « révolution démocratique », alors il était non seulement correct, mais absolument nécessaire pour des communistes d'y participer.

C'est pourquoi le MDLN écrit : « Nous devrions en somme tâcher de former un front avec la couche sociale au pouvoir, ou plus exactement, de reconstituer avec cette couche le front qui a amené la chute de Farouk et la fin de la domination féodale en Egypte ». Et plus loin : « Ne nous a-t-on pas reproché notre participation aux événements de Juillet 1952 ? Nous aurions probablement dû soutenir Farouk ».

Qui parle de soutenir Farouk ?

A l'époque qu'a fait le PCE ? Dans un manifeste daté du 25 Juillet, le PCE appelle les masses à fraterniser avec les soldats et à former avec eux des comités populaires pour donner aux masses un moyen de pression sur le nouveau gouvernement et entraîner les soldats dans la lutte. En même temps il invitait le gouvernement à rétablir la vie parlementaire suspendu par Farouk et à prendre position contre toute alliance avec l'impérialisme. Le premier Août un autre manifeste du PCE analysait la conspiration et mettait les démocrates en garde contre l'établissement d'une dictature.

## II. Le caractère de classe de la dictature militaire :

La thèse du MDLN découle naturellement de l'analyse qu'il a fait des origines des événements de Juillet 1952.

Puisque « le coup d'Etat de Juillet 1952 a représenté la révolte des officiers contre les officiers supérieurs ... Passons sur le rôle pourtant décisif des communistes pendant cette période ... les officiers qui ont pris le pouvoir représentent la bourgeoisie moyenne ... Chédid a tord lorsqu'il prétend y ajouter la petite bourgeoisie et Rouchdy également quand il veut y ajouter la grande bourgeoisie ... », comme l'écrit l'auteur du rapport du MDLN, alors il est clair que la « dictature militaire en Egypte représente le pouvoir d'une fraction militaire en Egypte avec l'appui populaire, qu'il a entièrement perdu cet appui et qu'il ne se maintient dès lors que par la terreur » (article cité).

On peut se demander pourquoi la « bourgeoisie moyenne » a perdu l'appui populaire. On verra plus loin en quoi consiste l'explication « astucieuse » du MDLN.

Que la dictature militaire ait toujours représenté la bourgeoisie « moyenne » (sans doute cette expression particulière du MDLN doit être interprétée comme synonyme de l'expression marxiste de bourgeoisie nationale) quelles preuves en donne le MDLN ?

D'abord que les officiers de l'armée égyptienne ne sont pas d'origine féodale mais d'origine bourgeoise et petite bourgeoise. C'est vrai, mais qu'est-ce que cela prouve ? L'organisation des « officiers libres » était un groupement clandestin sans doctrine et sans organisation de base. Tout cela facilitait son orientation vers une politique pro-impérialiste. Le fait qu'elle comptait parmi ses membres quelques démocrates trompés a simplement servi à la cautionner devant les masses. La direction de l'organisation était dans les mains de Gamal Abd El Nasser, ancien officier de la Garde de Fer (organisation terroriste à la solde de Farouk qui s'est livré à un attentat contre Nahas en 1947), Salah Salem chef du cabinet de Haidar Pacha (grand féodal, homme de confiance de Farouk dans l'armée), Anouar El Saddate lui aussi membre de la Garde de Fer de Farouk après avoir été espion nazi, Abd El Hakim Amer neveu de Haidar Pacha (encore une fois !). Voilà une belle brochette de « démocrates bourgeois » !

La deuxième « preuve » avancée par le MDLN est que la dictature militaire a liquidé le régime féodal en Egypte. A deux reprises l'auteur de « l'analyse » MDLN écrit : « ... le mouvement qui a amené la *liquidation de la propriété foncière féodale* ... ». Voyons un peu en quoi consiste cette « réforme agraire ».

La loi dite de réforme agraire stipule qu'aucun propriétaire foncier ne doit posséder plus de 200 feddans (300 s'il a des enfants). L'excédent devra être exproprié contre une indemnité équivalent à dix fois la valeur locative. Cette terre sera revendue aux paysans à ce prix d'achat majoré de 15%.

Cette réforme ne résoud donc en rien le problème le plus important en Egypte : le problème agraire. L'acuité de la question provient en effet de ce que les masses de la paysannerie pauvre ne disposent pas d'argent pour acheter des terres.

D'autre part cette loi ne déracine nullement la féodalité égyptienne. La propriété féodale en Egypte commence à 50 feddans. Une propriété de à 300 feddans ne constitue donc que l'exception. « Progressive » la réforme agraire ne l'est donc que dans la mesure où effectivement elle porterait – si elle était appliquée – un coup à certains grands féodaux, dans la mesure où elle obligera ces gens à investir les fonds qu'ils recevront de l'Etat dans le secteur capitaliste de l'économie du pays.

Tout ce que fera la réforme, c'est faire passer le paysan « libéré » du joug féodal sous le joug des banques qui lui avanceront les fonds. C'est pourquoi les grands capitalistes *étrangers* et égyptiens ont applaudi la réforme.

Cependant au cours de son application cette loi fut « adoucie ». De nombreuses exceptions furent admises. En dehors de quelques distributions publicitaires les terres expropriées n'ont pas été revendues mais exploitées par le gouvernement. A défaut de paysans de nombreux officiers ont acheté des terres !

C'est cela que le MDLN appelle avoir « liquidé » la propriété féodale ! Mais alors si le gouvernement de Nasser a « liquidé » la féodalité la révolution démocratique bourgeoise est faite ! Nous entrons dans la phase historique du développement du capitalisme. Que devient dans tout cela l'enseignement de Lénine, de Staline et de Mao Tse Toung sur l'incapacité de



la bourgeoisie de faire dans les conditions actuelles une révolution capable de liquider les conditions féodales à la campagne ? Sur la nécessité pour le prolétariat avant de passer à la construction socialiste d'établir une démocratie nouvelle chargée sous sa direction de faire ce que la bourgeoisie est incapable de réaliser. La révolution de type chinois, la démocratie nouvelle sont pour le MDLN des théories caduques quand il s'agit de l'Egypte !

Voilà où conduisent les absurdités de Curiel et Cie.

Comme on le voit d'un « coup porté à certains féodaux » à la « liquidation de la féodalité » il y a une distance que le MDLN parcourt vite.

D'ailleurs il est remarquable que la propagande MDLN se base uniquement sur cette réforme agraire et sur l'expulsion du Roi pour prouver que la dictature militaire est le régime de la bourgeoisie nationale. Des autres aspects de la politique économique du régime pas un mot et pour cause.

Pourtant dès le mois d'Août 1952 la législation égyptienne était modifiée selon les exigences américaines. La loi sur les sociétés anonymes qui réservait 51% du capital à des actionnaires égyptiens fut abrogée. La nouvelle loi sur le contrôle des changes garantit aux capitaux étrangers le droit de réexporter un bénéfice annuel de 20% du capital investi. En vertu des nouvelles dispositions, la société pétrolière américaine « Conorada » a obtenu en Février 1954 une concession couvrant un tiers de la superficie du pays avec exemption totale de tout impôt et de tout contrôle des changes ! Conforme aux intérêts de la bourgeoisie nationale ?

Le MDLN ne parle pas plus de la politique ouvrière de la dictature.

Pourtant dès le mois d'Août 1952 le gouvernement de Naguib-Nasser fait tirer sur des grévistes de l'usine textile de Kafr el Dawar qui protestaient contre le licenciement de leurs camarades. Une répression sans précédent suivait : les « meneurs » furent condamnés à mort. L'ouvrier Moustafa Khamis fut pendu.

Le MDLN à l'époque a facilité l'opération en parcourant dans les camions de l'armée les rues de la ville, en affirmant son appui au régime et en dénonçant M. Khamis comme un agent de Farouk.

Deux ans plus tard le MDLN sans pudeur parlait de M. Khamis, père de la classe ouvrière, membre du MDLN ! Après le dernier volteface de cette organisation sans principes M. Khamis va-t-il redevenir un vulgaire provocateur à la solde des Anglais ?

Ce n'est pas tout. Aujourd'hui le MDLN reproche au PCE d'avoir qualifié de fasciste le régime : « ... l'organisation du PCE avait tort en le qualifiant de fasciste ».

Dès l'avènement du régime, la clique préparait le terrain à l'établissement d'une dictature. Une campagne typiquement fasciste est montée contre la vie parlementaire et les partis politiques. Le MDLN a approuvé cette politique, il a applaudi la loi sur la « réorganisation des partis ». Lorsque en Janvier 1953 le gouvernement dissout tous les partis et abolit la constitution le MDLN approuve Nasser parce que la constitution était réactionnaire, alors que

jusqu'à la chute de Farouk le MDLN opposait à notre mot d'ordre de république démocratique celui de respect de la constitution !

C'est à la suite de l'usage de ces méthodes de démagogie typiquement fascistes que le PCE a répandu dans le pays l'usage de la locution incriminée. En même temps le PCE affirmait que le fascisme étant un phénomène propre aux pays impérialistes, il ne saurait avoir de racines profondes dans un pays semi colonial. Le chauvinisme thème principal de la propagande fasciste ne peut être exploité à fond dans les pays dépendants.

### III. Les accords sur le Soudan et Suez

Dès son avènement la dictature se proposait de régler à l'amiable le conflit anglo-égyptien pour entraîner le pays dans un bloc d'agression anti-soviétique.

En Février 1953 était signé l'accord sur le Soudan.

Le destin historique de la nation Soudanaise en voie de formation est différent de celui de la nation égyptienne. C'est pourquoi les patriotes égyptiens défendaient le droit des Soudanais à disposer d'eux mêmes. Cependant l'existence incontestable de liens historiques entre les deux pays comme la lutte commune à mener contre l'impérialisme anglais faisaient que de leur côté les patriotes soudanais aspiraient à une forme d'union avec l'Égypte. Au Soudan deux partis existaient : le parti Umma (dirigé par Mahdi), parti des féodaux locaux, appuyé par l'administration coloniale, qui préconisait « l'indépendance » du pays, et le parti de la bourgeoisie (parti Unioniste d'Azhary et de Nour el Dine) qui, comme son nom l'indique, préconisait l'unification de la vallée du Nil. Les Anglais pour résoudre définitivement le problème, avaient organisé dès 1947 des « élections » à une Assemblée Consultative. Le Parti Unioniste avait victorieusement boycotté ces élections. Cependant les Anglais continuaient à appliquer seuls leur politique. Ils avaient organisé une commission pour l'élaboration d'un statut permettant l'évolution du Soudan vers un « self government » à laquelle collaborait les Mahdistes. Le gouvernement égyptien (wafdiste) posait comme condition à la validité des élections le départ préalable de l'administration coloniale.

Aucun gouvernement égyptien n'avait osé affronter l'opinion publique en donnant son accord à ces projets anglais. L'insistance de ces derniers sur ce terrain avait été une des causes essentielles de la rupture des négociations entreprises en 1950 par le Wafd. La dictature militaire non seulement l'a fait en légalisant les projets anglais par la signature de l'accord de Février 1953, mais encore elle a exercé à l'époque une pression considérable sur Azhary pour que le parti de la bourgeoisie soudanaise accepte de participer à la comédie de « soudanisation » du pays en collaboration avec l'agent des Anglais Mahdi.

Nasser a donc donné à la grande bourgeoisie soudanaise l'occasion historique de trahir. C'est effectivement ce qui s'est passé. Azhary devenu Premier Ministre a profité de la campagne de terreur déclenchée en Égypte contre les Frères Musulmans pour justifier son passage définitif dans le camp des Anglais en proclamant que désormais son parti poursuivait les mêmes objectifs que celui de Mahdi ! Au lieu de s'appuyer sur les masses soudanaises pour isoler les ministres de Khartoum, les officiers égyptiens se sont laissés aller à leur penchant naturel pour

l'aventure : ils ont formenté une révolte dans le sud du Soudan en « achetant » un chef de tribu ! Ils espéraient que Azhary serait obligé de faire appel à l'armée égyptienne pour rétablir l'ordre. En réalité cette politique aventurière a livré davantage Azhary aux Anglais : c'est le gouvernement britannique qui a « racheté » pour le compte des autorités de Khartoum le chef rebelle !

Certes il existe au Soudan des forces nationales capables de mettre en échec les plans britanniques. L'indépendance accordée hier par Londres pour régler définitivement les problèmes et isoler le pays de l'Égypte peut très bien devenir le point de départ d'une situation nouvelle allant progressivement en se détériorant du point de vue anglais. La pression des masses peut freiner les tendances conciliatrices d'Azhary. Ce premier Ministre, sans doute se voyant trop vite démasqué, a menacé de démissionner. Il s'est vite repris et a cédé encore un peu plus aux agents directs des Anglais : les féodaux Mahdistes.

Toujours est-il que dans cette aventure le gouvernement égyptien s'est trouvé l'allié fidèle des impérialistes, l'ennemi des patriotes bourgeois soudanais. Comment peut-on prétendre que cette politique est celle de la bourgeoisie nationale égyptienne.

Les événements ultérieurs ont confirmé la justesse de l'analyse du PCE. Le gouvernement Azhary s'est tout d'abord engagé dans la voie du compromis conforme aux vœux des Anglais. Il a essayé de freiner le plus possible le mouvement d'émancipation des Soudanais.

La législation sur la répression des activités subversives que les Unionistes eux-mêmes considéraient comme une pièce maîtresse du système colonial fut maintenue. Le parti communiste soudanais (Mouvement Soudanais de Libération Nationale) reste interdit.

Pour éviter le plébiscite qui se serait déroulé dans une atmosphère qui n'est plus celle de 1953 (le gouverneur général aurait été remplacé par une commission internationale à laquelle l'URSS a accepté de participer), Azhary, avec la complicité des féodaux Mahdistes, a préféré faire proclamer l'indépendance par la chambre actuelle.

Pour éviter de nouvelles élections dangereuses on veut faire élaborer la constitution par cette chambre.

On a parlé d'une alliance militaire avec l'Éthiopie et la Grande Bretagne qui a toujours conservé l'usage de l'aérodrome de Khartoum.

Des pressions considérables sont exercées sur la bourgeoisie soudanaise pour lui faire accepter l'entrée des féodaux Mahdistes dans un gouvernement de coalition.

Tout ne s'est cependant pas déroulé selon les prévisions des Anglais. L'intervention des masses (les Syndicats soudanais groupent 70.000 travailleurs) a donné à la « soudanisation » un contenu nouveau. Le Front anti-impérialiste, qui n'a obtenu qu'un siège lors des élections de 1953, voit son influence grandir au détriment des Anciens Unionistes dont la collaboration avec les pires réactionnaires Mahdistes a déçu. Ce front tend à devenir l'organisation unifiée de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale.

Dans ces conditions l'indépendance du pays a largement dépassé les vues de Londres. L'intervention des impérialistes dans la vie politique locale sera moins aisée qu'il ne pouvait le sembler. Azhary lui-même vient de faire des déclarations neutralistes qui montrent que les classes possédantes soudanaises sont devenues conscientes des possibilités nouvelles qui s'offrent à leur pays.

Que s'était-il donc passé entre temps ? L'évolution naturelle de la nation soudanaise en voie de formation avait favorisé dans le passé la diplomatie, les masses paysannes et la classe ouvrière devaient se détacher de l'Égypte. Les Anglais pensaient pouvoir jouer la carte de l'indépendance soudanaise à la fois contre l'Égypte et contre les Soudanais eux-mêmes. Ils n'imaginaient nullement que la prise de conscience à laquelle ils assistaient et dont ils étaient les bénéficiaires momentanés devait un jour se retourner contre eux. En signant les accords de 1953 Naguib commettait la même erreur : il sous estimait la puissance du mouvement soudanais, il acceptait de rentrer dans le jeu des Anglais pour leur faciliter la tâche.

Si finalement le plan anglais a été mis en échec, le mérite en revient au peuple soudanais et non pas à Stevenson et à Salah Salem qui se sont trompés ! C'est pourquoi dans le numéro 149 de Raiat el Chaab (6 Janvier 1956) le PCE salue l'indépendance du Soudan comme un pas en avant qu'il faut attribuer à la courageuse lutte du peuple soudanais.

En Octobre 1954 le gouvernement égyptien ratifiait le traité anglo-égyptien relatif à Suez.

Là encore les Anglais obtenaient du gouvernement égyptien tout ce que le Wafd, trois ans plus tôt avait dû, sous la pression populaire, leur refuser. Pendant les négociations entre Salah el Dine (le ministre Wafdiste des affaires étrangères) et les Anglais, ces derniers avaient à maintes reprises proposé un compromis : les Anglais évacueraient le gros de leurs troupes qui stationnaient dans la zone du Canal, en échange ils obtiendraient de l'Égypte la promesse d'un retour en cas de « guerre ou menace de guerre », promesse renforcée par une alliance militaire anglo-égyptienne et le maintien de la base en bonne forme grâce à un corps de « techniciens ». Le gouvernement Wafdiste avait refusé. Nasser a accepté.

Comment le MDLN explique-t-il que la bourgeoisie nationale ait pu signer un tel accord ?

Là encore le MDLN revient à son explication préférée : « durant toute la période où ils ont eu le sentiment d'avoir à affronter à peu près seuls l'impérialisme, les officiers lui ont constamment cédé. Lorsqu'à Bandung ils ont pris conscience de la force qui pouvait les protéger ils ont commencé à se montrer indépendants. La lâcheté caractéristique de leur classe a été surmontée par le sentiment d'être les plus forts » (article cité).

Mais pourquoi donc la bourgeoisie nationale avait-elle le sentiment d'être seule à affronter l'impérialisme ? Que faisaient la petite bourgeoisie, le prolétariat, la paysannerie ? Pourquoi n'ont-ils pas soutenu la bourgeoisie nationale en lutte contre l'étranger ?

Et voici la réponse ahurissante du MDLN : après la révolution de Juillet 1952 qui a triomphé du Roi et de la féodalité parce qu'elle était issue d'un front national groupant le prolétariat (représenté par les deux comploteurs membres du MDLN), la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale, le PCE, toujours sectaire, a critiqué le régime. Le MDLN a cédé à ces

pressions (quelle faiblesse du MDLN que de céder périodiquement aux pressions des « génies » du PCE !). Résultat : les communistes ont pris l'initiative d'une rupture avec la bourgeoisie nationale. Celle-ci, pauvre victime, a été obligée de céder aux impérialistes. Militaires de profession les représentants de cette bourgeoisie se sont laissé aller à leur penchant naturel pour la répression. Résultat : 26.000 détenus politiques, la dissolution de tous les partis politiques, les camps de déportation dans le désert, les tortures les plus odieuses etc. Tout cela à cause du sectarisme de PCE !

Mais minute : quand est-ce que le « front national », s'il a jamais existé, a-t-il été rompu ? N'est-ce pas dès Août 1952 quand les dictateurs tiraient sur les grévistes ? N'est-ce pas dès Janvier 1953 quand ils dissolvaient tous les partis politiques ? Quand donc Nasser a-t-il cédé aux impérialistes ? N'est-ce pas dès Août 1952 avec sa loi sur les sociétés anonymes ? N'est-ce pas en Janvier 1953 que l'accord sur le Soudan a été paraphé ? Et quand donc le MDLN a-t-il cédé aux pressions du PCE ? En Janvier 1954 ... Un an après !

De toutes façons on aurait pu croire qu'après avoir perdu l'appui populaire le régime se serait tourné vers l'impérialisme et la grande bourgeoisie. Pas du tout. Gamal Abd el Nasser était un trop grand patriote pour accepter ce triste sort que les communistes lui imposaient. Bien au contraire sentant le danger venir de ce côté, il a éliminé ceux qui parmi les membres de la junte penchaient vers cette solution : « on sait qu'après la facheuse démission de Youssef Saddik et le malencontreux départ de Khaled Mohie el Dine la tendance de gauche avait disparu au sein du « Comité de la Révolution ». L'écartement de Naguib avait représenté dans une certaine mesure la fin de l'influence des partis « traditionnels » dominés par la grande bourgeoisie. A ce moment le seul conflit perceptible est celui qui existe entre le groupe le plus réactionnaire qui joue la carte de la soumission à l'impérialisme : Gamal Salem, Salah Salem, Boghdadi et le groupe le plus représentatif de la bourgeoisie moyenne avec sa tendance à une politique plus indépendante vis-à-vis de l'impérialisme ».

Le MDLN n'ose pas dire que cette dernière tendance est représentée par Nasser, mais il le pense très clairement ! L'explication est astucieuse ». Mais il n'y a qu'un petit défaut : elle entre en contradiction avec tous les faits !

Naguib a été exclu de la clique non parce qu'il voulait céder à l'impérialisme et que Nasser ne le voulait pas, mais exactement pour le contraire : Naguib refusait de signer l'accord anglo-égyptien mis au point par Nasser. Réalisant combien cet accord pouvait être impopulaire il craignait pour le régime lui-même. Il sentait un puissant front unique se créer dans le pays et il voulait éviter la « catastrophe ». Sans doute aussi son américanophile explique-t-elle en partie son anglophobie. De tout cela pas un mot dans « l'analyse » du MDLN.

Sur quoi donc compte le MDLN ? Pense-t-il que son lecteur aura la mémoire assez courte pour avoir oublié que lorsque Naguib fut « renvoyé » le MDLN le défendait contre Nasser en affirmant – à juste titre d'ailleurs – que la cause de son renvoi était qu'il se refusait à signer l'alliance militaire anglo-égyptienne chère à Nasser ?

Si Naguib s'est laissé si facilement abattre c'est parce qu'il a eu peur des masses. Lorsque celles-ci à l'appel du PCE et des Frères Musulmans manifestèrent dans les rues du Caire

contre ce traité, pour des élections immédiates, pour le retour aux libertés démocratiques, Naguib et son comparse Khaled Mohie el Dine se « dégonflèrent » et capitulèrent honteusement devant Nasser.

C'est cela que le MDLN appelle un « malencontreux départ de Mohie el Dine ». Mais Khaled Mohie el Dine a été écarté du pouvoir en même temps que Naguib. Comment le MDLN peut-il expliquer qu'il représentait la tendance de gauche et que Naguib représentait la tendance de droite, et que Naguib représentait la grande bourgeoisie, et que tous les deux furent mis à la porte en même temps et pour les mêmes raisons ? Comment peut-il expliquer que Nasser « le représentant le plus authentique de la bourgeoisie nationale » ait été pour l'alliance anglaise et que Naguib le représentant de la grande bourgeoisie ait été contre cette alliance ? Comment peut-il expliquer que le MDLN à l'époque ait appuyé Naguib contre Nasser ?

En réalité le MDLN sans pudeur et sans principe invente des faits imaginaires pour justifier son analyse, que ses explications d'aujourd'hui aillent à l'encontre de celles d'hier qu'importe. On fait une « autocritique » qui consiste à dire qu'on s'était trompé sans préciser en quoi on s'était trompé. Voilà tout. Et puis on compte que le lecteur pas très bien au courant sera satisfait d'une analyse qui « colle avec la situation actuelle ». Si un lecteur a trop bonne mémoire alors on compte qu'il pensera : cette situation dans les pays semi-coloniaux et si complexe qu'il vaut mieux refuser de vouloir tout comprendre ! Mais les lecteurs sérieux des papiers du MDLN ne raisonnent pas de cette façon, voilà le malheur !

#### IV. La politique actuelle de l'Egypte

Cependant depuis un an une orientation nouvelle caractérise certains aspects de la politique extérieure de l'Egypte. Quelle en est la raison profonde ?

Le PCE a dernièrement analysé ce changement de politique extérieure et en a donné l'explication suivante :

Le point culminant de la politique extérieure de trahison de la dictature militaire a été la signature du traité anglo-égyptien en Octobre 1954 ? La résistance populaire s'est alors galvanisée autour des deux seules forces politiques organisées : les Frères Musulmans et le PCE qui parvenaient à réaliser l'unité d'action. Nasser savait bien que cette unité d'action contre l'alliance militaire anglo-égyptienne devait fatalement conduire à la formation d'un Front National et que le régime ne pourrait pas résister longtemps aux assauts de tout le peuple égyptien organisé. Dans l'armée même il fallait procéder à des arrestations massives d'officiers anti-impérialistes.

Pour briser cette force Nasser organise un « complot » contre sa personne, accuse les Frères Musulmans d'en être les instigateurs et déclenche une sanglante répression : six dirigeants Frères Musulmans payèrent de leur tête cette terreur. Bientôt les prisons sont devenues trop petites pour accueillir tous les emprisonnés. On crée des camps de concentration dans le désert. A l'heure actuelle 26.000 détenus politiques gémissent dans les geôles de Nasser. Ce chiffre constitue le record de l'histoire égyptienne.

Mais la répression ne suffit pas. Parallèlement Nasser déclenche une campagne démagogique destinée à désorienter les masses. Il déclenche une violente campagne contre le traité turco-irakien très impopulaire. L'intention de Nasser est incontestablement de tromper les masses puisque un mois plus tôt seulement il venait de donner son accord aux projets impérialistes de « défense commune » dans le Moyen Orient en introduisant la Turquie dans la nouvelle alliance anglo-égyptienne. Mais il fallait que l'Égypte soit à la tête de cette alliance régionale antisoviétique. Il fallait que ce soit l'Égypte qui joue le rôle de « brillant second » des occidentaux dans cette région. A cette condition Nasser aurait pu essayer de tromper les masses par une campagne démagogique sur la place « de l'Égypte dans le monde ». Le pacte de Bagdad donnait cette place à la Turquie. Il était impossible alors de le faire accepter en Égypte : non seulement l'Égypte allait être enchaînée au char occidental mais encore elle n'aurait pas même le privilège d'être le premier valet ! C'est pourquoi en même temps qu'il dénonçait violemment le pacte à trois (Égypte-Syrie et Arabie Séoudite) il aurait voulu que les deux pactes finissent par se compléter et qu'ainsi l'Égypte ravisse à la Turquie la place de dirigeant du bloc anti soviétique. Quoiqu'il en ait été l'intervention des masses en Égypte et en Syrie non seulement a empêché les deux alliances concurrentes de se transformer en un pacte collectif du Moyen Orient mais encore a exacerbé les contradictions qui déchiraient les gouvernements du Moyen Orient notamment ceux d'Égypte et de Turquie. Finalement comme en politique les intentions subjectives des hommes comptent moins que le résultat objectif de leurs actes l'opposition de l'Égypte au pacte de Bagdad fut un facteur positif de paix contribuant à mettre en échec la diplomatie impérialiste.

Les intentions démagogiques d'alors se traduisirent également sur le plan de la politique intérieure par la « levée de la censure en ce qui concerne la discussion sur le régime futur de l'Égypte ». Cette campagne destinée à élargir les bases du régime par l'établissement d'un pseudo-parlement (sans partis politiques) fut un fiasco. Venant en même temps qu'une aggravation considérable de la répression, l'effet escompté sur l'opinion n'eut pas lieu. Il fallait déchanter. Nasser annonça brutalement que les élections promises n'auraient pas lieu !

En somme deux années de soumission aux volontés impérialistes se soldaient par un échec total. On a déjà vu plus haut comment au Soudan l'Égypte devait récolter les fruits amers de l'accord de Février 1953.

L'échec de la politique soudanaise a considérablement affaibli le régime. Nasser a été obligé de « sacrifier » Salah Salem sur qui il a essayé de faire retomber toute la responsabilité de l'aventure. C'est cela la raison de l'écartement de Salah Salem. L'opinion était tellement révoltée qu'il fallait sacrifier le ministre directement responsable de ce secteur. Le MDLN préfère ignorer ces faits et inventer un prétendu conflit entre « le groupe le plus réactionnaire jouant la carte de la soumission à l'impérialisme (Salah Salem) et le groupe le plus représentatif de la bourgeoisie nationale (Nasser) ». Le MDLN donne évidemment le beau rôle à Nasser ! Son explication en l'occurrence n'a rien d'original : elle sort tout droit du bureau de propagande de Nasser lui-même ! C'est avec cet argument que la presse égyptienne a essayé en vain de sortir Nasser du scandale. Mais les communistes doivent-ils être assez naïfs pour croire ces balivernes et penser que Nasser a sincèrement ignoré la

politique de son second au Soudan, alors que cette politique se pratiquait au grand jour et était dans la ligne de l'accord de 1953 ?

L'affaiblissement du régime, le danger d'un renversement de la dictature par un front national dirigé par le PCE et le Frères Musulmans ont conduit les impérialistes à essayer de prendre encore une fois les devants. Les Américains organisent fébrilement un coup d'Etat dans l'armée de façon à éviter la catastrophe qui constituerait une victoire populaire.

C'est alors que Nasser se livre pour s'imposer aux impérialistes à ce qu'il voulait être un marchandage à l'égard de l'Occident : il accepte de se rendre en URSS, il signe un accord commercial avec la Chine populaire.

Mais les intentions comptent peu en politique. Il existe de grandes forces dans le pays qui ont un intérêt réel à un changement véritable de politique. La bourgeoisie que la mévente du coton touche dans ses intérêts matériels les plus profonds désire depuis longtemps une intensification des relations commerciales avec l'Est. Les premières déclarations de Nasser qui ne devaient dans son esprit n'être que du chantage furent prises très au sérieux par la bourgeoisie. La diplomatie soviétique en relevant le caractère positif de cette déclaration et en prenant l'initiative de l'ouverture de négociations a mis Nasser au pied du mur. Il ne pouvait plus reculer. N'a-t-on pas déjà vu maintes fois en Egypte et ailleurs de telles situations ? Lorsqu'en 1950 le Wafd a menacé les Anglais de dénoncer le traité de 1936 Salah el Dine pensait par ce moyen obtenir davantage dans le marchandage auquel il se livrait. Un an plus tard il était obligé de dénoncer effectivement le traité !

Dans la mesure où les masses ne s'endorment pas, dans la mesure où la bourgeoisie nationale fera sentir au gouvernement qu'un retour en arrière est impossible, Nasser pourra être obligé à s'engager plus profondément dans la voie où il s'est engagé. Le fait que des officiers ont été originellement mis en place par les impérialistes ne les obligera pas forcément de faire d'importantes concessions aux forces nationales et cela contre la volonté des impérialistes.

Il ne faut en effet pas penser la situation actuelle en fonction de schémas qui, valables en 1925, sont aujourd'hui dépassés. Autrefois la situation était très claire : d'un côté le gouvernement – une clique de féodaux et de représentants de la partie de la grande bourgeoisie qui a lié son sort à celui de l'impérialisme. De l'autre côté les masses rurales et urbaines du prolétariat, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale. La politique des gouvernements tout dévoués à l'impérialisme était réactionnaire sur toute la ligne. D'ailleurs, si jamais sous la pression populaire certains éléments gouvernementaux venaient à hésiter, les impérialistes étaient assez puissants pour intervenir rapidement, changer l'équipe gouvernementale et « clarifier la situation ».

Aujourd'hui la situation est plus complexe. Certes les mêmes classes ont gardé les mêmes intérêts, la bourgeoisie n'est pas devenue plus capable aujourd'hui qu'hier de libérer radicalement son pays du joug féodal et impérialiste. Au contraire le renforcement du camp du socialisme à l'échelle mondiale, le développement des partis communistes dans les pays orientaux, ont contribué à rendre cette classe encore davantage pusillanime. Tous les événements de ces dernières années montrent que là où le prolétariat ne réussit pas à prendre



en mains fermement la direction de la lutte, la bourgeoisie ne tarde pas à rechercher le compromis et à céder aux féodaux et à l'étranger.

Mais ce même renforcement du camp du socialisme qui atténue les tendances radicales dans la bourgeoisie a affaibli considérablement les impérialistes. Il est devenu beaucoup plus difficile d'intervenir dans les affaires intérieures des pays dépendants. L'opinion dans les pays impérialistes s'y oppose plus fermement. Dans bien des cas l'intervention – étant donné la maturité politique dans les pays orientaux – risque d'entraîner les impérialistes dans des guerres coloniales dont l'issue est douteuse parce que l'intervention même contribue à renforcer le front national dans ces pays et à le placer sous la direction du prolétariat. Cette situation en un certain sens renforce la position de la bourgeoisie. Elle lui permet de manœuvrer plus librement, d'arracher aux féodaux et aux impérialistes des concessions importantes, de livrer à ces forces réactionnaires des batailles partielles sans pour cela être entraînée par son prolétariat au-delà des limites qu'elle juge « raisonnables ». L'affaiblissement de l'impérialisme permet même à des cliques originellement mis en place par les impérialistes de « désobéir » à leur anciens maîtres. Sans que ceux là puissent faire grand-chose.

C'est pourquoi le PCE juge que bien que la clique militaire ait été mise en place par les Américains, elle peut être amenée, sous la pression populaire à s'engager plus profondément dans une politique de paix. Il est vrai que devant ce danger très sérieux les impérialistes vont exercer des pressions considérables sur les ministres égyptiens. Face à la force populaire, le gouvernement égyptien sera-t-il capable de se donner des hommes qui feraient une politique de coexistence pacifique active ? Ces hommes oseront-ils rompre avec le lourd passé que constitue la politique intérieure de répression ?

A cela il faut ajouter que la situation internationale actuelle favorise un détachement de l'Egypte du camp de la guerre. A l'heure où se constitue entre l'Est et l'Ouest une chaîne d'Etats neutres, au moment où à Bandung, les peuples d'Asie et d'Afrique ont clamé haut leur volonté de se débarrasser des chaînes de l'impérialisme, un tel détachement est relativement facile. Il fera gagner à l'Egypte des amis nombreux. Face à l'Asie entière dressée les impérialistes peuvent de plus en plus difficilement intervenir.

C'est pourquoi le PCE oriente sa lutte vers la réalisation du programme en trois points que sa propagande popularise en ce moment dans le pays :

1. Pacte de non-agression avec l'URSS,
2. Reconnaissance de la Chine Populaire,
3. Intensification des relations économiques et culturelles avec les pays de l'Est.

Allons-nous vers la réalisation de ces objectifs ? Ils sont actuellement très réalisables.

Depuis Novembre dernier, le gouvernement égyptien s'est engagé plus profondément dans la voie d'une politique de coexistence pacifique active. Il a signé avec la Tchecoslovaquie un accord d'échange d'armes contre du coton, résistant à des pressions diplomatiques

considérables des Occidentaux. Cet acte d'indépendance de l'Égypte est certainement une victoire de la cause de la coexistence, une victoire de la diplomatie pacifique de l'URSS. Il montre que l'URSS et les Démocraties Populaires sont prêtes à entretenir des relations amicales sur un strict pied d'égalité avec tous les pays. La persévérance avec laquelle le pays du socialisme s'attache à renforcer les tendances neutralistes qui se développent dans la bourgeoisie des pays dépendants n'étonne pas ceux qui ont compris que depuis 1917 l'Etat Soviétique plaide activement la cause de la coexistence pacifique de régimes différents.

C'est pourquoi le PCE estime que cet achat constitue un pas vers la liberté de notre commerce. Toutefois il ne faut pas oublier que cette opération devait rester dans l'esprit de Nasser un chantage à l'égard de l'Occident. D'ailleurs n'a-t-on pas appris quelques semaines plus tard que Nasser en réalité achetait des armes aux Anglais depuis bien longtemps ? Nasser ne s'est-il pas empressé de rassurer ses alliés anglais en confiant le contrôle de la base du Canal à la firme anglaise GIBB & CY, en engageant des pilotes de la RAF pour entraîner les officiers égyptiens sur les Migs Soviétiques ?

Et finalement c'est au Daily Herald que Nasser a donné l'interview suivante qui en dit long sur les *intentions* de son gouvernement :

Question : l'Égypte compte-t-elle adopter une politique de neutralité ?

Réponse : Comment voulez-vous que nous adoptions une politique de neutralité alors que nous sommes liés pour sept autres années à l'Angleterre par un accord sur la base de Suez ?

Dans le même ordre d'idées on doit signaler les négociations relatives au barrage d'Assouan. Il était question de ce barrage depuis fort longtemps. La BIRD se proposait de financer les travaux. Mais, comme de bien entendu, les Américains ajoutaient aux conditions économiques déjà usuraires (prêt à 6% remboursable en devises) des conditions politiques intolérables.

C'est alors que l'URSS est intervenue. Ce n'est nullement Nasser qui a pris l'initiative de s'adresser à Moscou comme le suggère le MDLN. En proposant un prêt remboursable en 30 ans à 2% en coton et riz égyptien, sans aucune condition politique, le gouvernement soviétique prouvait une fois de plus qu'il était l'ami véritable de l'Égypte. Il était difficile à Nasser de rejeter sans discussion des offres soviétiques. Pour tenir tête aux impérialistes qui complotaient contre lui, Nasser avait besoin de l'appui, ou tout au moins de la neutralité de la bourgeoisie. Rejeter l'offre soviétique aurait eu dans le pays un effet désastreux pour le régime. Nasser a donc pris la démarche soviétique en considération. Mais il escomptait n'utiliser cette offre que comme un atout dans le marchandage qui l'opposait à la Banque Internationale.

C'est pourquoi il s'est empressé d'envoyer son ministre des finances El Kaissouni négocier à Washington le prêt de la BIRD. En même temps Ahmad Hussein, ambassadeur à Washington, déclarait que l'Égypte était prête à renoncer à la minute à toute aide économique de l'URSS si les USA voulaient en prendre la charge. On sait que les USA avaient cessé toute aide

économique à l'Égypte pour mettre le gouvernement dans des embarras financiers, affaiblir le régime et faciliter ainsi le coup d'Etat qu'ils préparaient pour les raisons données plus haut.

La BIRD ayant maintenu les conditions économiques initiales Nasser a été obligé de rejeter son offre. Il a notamment rejeté la clause qui prévoit que les marchés financés par la Banque doivent faire l'objet d'une adjudication internationale (les Anglais, et derrière eux les Français et les Allemands avaient protesté contre cette clause favorable aux Américains !). Malgré ce rejet verbal il continue à négocier avec cet organisme tandis qu'il n'a pas répondu à la seconde offre soviétique. Dans cette offre le gouvernement soviétique se propose de financer une partie des travaux en s'associant avec la BIRD.

Les offres soviétiques ont contribué à montrer au peuple égyptien quels étaient ses véritables amis. Elles ont prouvé d'une façon éclatante que si les Occidentaux soumettaient leur aide économique à un alignement de la politique du Caire sur la stratégie du Pentagone, par contre l'URSS était animée du désir sincère de venir en aide aux pays sous-développés, et cela sans poser aucune conditions politique à cette aide.

La diplomatie soviétique s'appuie sur le fait que l'industrialisation des pays actuellement dépendants affaiblit l'impérialisme et renforce du même coup la position politique de ces Etats. Jusqu'à présent la bourgeoisie égyptienne acceptait l'aide américaine malgré ses implications politiques désagréables. Elle pensait qu'il n'y avait pas d'autres solutions. Les offres soviétiques montrent concrètement à cette bourgeoisie qu'il y a une autre solution que la soumission aux desiderata de Washington. C'est pourquoi il importe peu que Nasser ait cru possible de se « servir » de ces offres pour améliorer sa position dans un marchandage avec les Occidentaux. L'idée qu'il y a une autre solution, que l'URSS est prête à apporter son aide désintéressée, fera son chemin. Il arrivera un jour où aucun gouvernement égyptien ne pourra négliger cette réalité objective. Telle est la raison pour laquelle le PCE a salué avec enthousiasme l'offre soviétique. Telle est la raison pour laquelle le PCE considère que les marchandages mêmes de Nasser constituent un pas en avant dans la voie de l'indépendance de notre pays.

Mais le PCE ne se fait pas d'illusion sur la nature et les intentions de Nasser. La situation actuelle du commerce entre notre pays et les pays de l'Est invite en effet à la plus grande vigilance. Le MDLN essaie de faire croire aux lecteurs peu avertis de sa publication à l'étranger que depuis le coup d'Etat le commerce de l'Égypte avec l'Est a augmenté. La réalité est bien différente. Le bulletin de la National Bank nous apprend que le volume des échanges avec l'URSS est tombé de 10,7 millions de livres en 1952 à 4,1 en 1953 et à 2,4 en 1954 ! Que le volume des changes avec l'ensemble de l'URSS et des Démocraties Populaires (Tchécoslovaquie, Pologne, République Démocratique Allemande, Hongrie, Roumanie et Bulgarie) est tombé de 22,4 millions de livres en 1952 à 11,5 en 1953 et à 10,6 en 1954 !

Ces quelques chiffres permettent de mieux apprécier toute la part de démagogie qu'il y a dans les déclarations du ministre de Nasser.

Est-ce à dire qu'il n'y a eu aucun changement ? Pas du tout. Le fait même que l'Égypte ait osé acheter des armes à la Tchécoslovaquie, le fait même que des négociations au sujet du

financement des travaux d'Assouan aient eu lieu avec l'URSS le fait même que les ministres de Nasser négociaient des accords commerciaux avec les pays de l'Est, tout cela indique que de grands changements sont possibles. Peu importent les intentions de Nasser. Il existe en Egypte des forces objectives qui se développent et qui obligeront le gouvernement de s'engager plus profondément dans la voie de la coexistence active. S'il veut résister aux impérialistes Nasser, qui devra rechercher l'appui de certains milieux bourgeois égyptiens, sera obligé de faire des concessions. Le développement même de la situation internationale devient de plus en plus favorable au renforcement des relations entre l'Egypte et les pays démocratiques. La thèse de la coexistence active qui remporte chaque jour de nouveaux succès attire irrésistiblement la bourgeoisie égyptienne. Bien qu'il ait été mis en place par les impérialistes, Nasser ne pourra pas indéfiniment se refuser à tenir compte de cette réalité objective.

Cependant Nasser hésite encore. Sur le plan intérieur rien n'a été fait pour modifier l'attitude des masses populaires et de l'opposition démocratique bourgeoise à l'égard du régime. Pendant ces derniers mois la prison et la torture ont été couramment employées. A l'heure actuelle le gouvernement prépare dans le plus grand secret un procès contre 140 personnes accusées d'être membres du PCE. Certains accusés sont en prison depuis des années. D'autres, déjà jugés, acquittés et maintenus en prison doivent comparaître à nouveau devant les tribunaux militaires. Bien au contraire la répression a été très récemment aggravée : 1.500 nouveaux détenus viennent d'être envoyés dans l'oasis de Kharga. L'acte d'accusation dans le procès des 140 est prêt. Le gouvernement attend de « meilleures conditions politiques ». Ces 140 accusés serviraient éventuellement à regagner la sympathie américaine.

Enfin la nouvelle constitution promulguée le 16 Janvier ne tient pas compte des aspirations démocratiques du peuple égyptien. Si l'on doit souligner quelques aspects positifs de la constitution (le vote des femmes par exemple) il ne faut pas oublier ni les aspects négatifs du texte même (constitution qui donne au Président de la République qui est en même temps le Président du Conseil des pouvoirs quasi dictatoriaux : la chambre ne pouvant pas le renverser, le Ministère est quasi irresponsable !) ni surtout l'essentiel qui est la loi électorale. Or Nasser a clairement exprimé ses intentions. Il n'y aura ni liberté de la presse, ni liberté de constitution des partis politiques. Seul le « Parti de la Libération » aura le droit de présenter des candidats aux élections prévues !

Il y a un monde comme on le voit entre cette explication de l'orientation nouvelle de la politique extérieure de l'Egypte qui a commencé à se dessiner et qui peut aboutir à un changement profond et l'analyse du MDLN. Nous disons que ce changement est le résultat de l'échec de la démagogie des dictateurs au Caire, qu'il est le résultat de l'opposition populaire qui a démasqué les multiples actes de trahison de la clique militaire, qu'il est le résultat d'une évolution favorable de la situation internationale, qu'il est le résultat de la diplomatie intelligente et forte de l'URSS qui a su à chaque occasion obliger Nasser à transformer ses paroles en actes. Nous disons que cette évolution nouvelle a été pour toutes ces raisons possibles bien que les militaires aient été leurs serviteurs dévoués. Le MDLN prétend qu'il n'y a pas eu de changement, que Nasser a toujours représenté la bourgeoisie nationale, que le coup d'Etat a été une révolution bourgeoise et que si le gouvernement égyptien a cédé dans le

passé à l'étranger la faute en revient aux communistes qui, sectaires, ont privé le régime de tout appui intérieur dans sa lutte contre les impérialistes.

C'est pourquoi tandis que le PC appelle les masses à agir, à exiger la libération des détenus politiques, à obliger le gouvernement à avancer davantage dans la nouvelle politique extérieure, le MDLN se contente d'encenser Nasser et d'approuver ses initiatives sans la moindre critique – sous prétexte que le gouvernement soviétique ne le fait pas – !!! Mais ce que le MDLN oublie sciemment pour justifier son attitude passive c'est que le gouvernement soviétique a un principe intangible en politique extérieure, c'est de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres pays. C'est pour cela que les soviétiques ne critiquent pas la politique de Nasser, n'en dévoilent pas les aspects contradictoires, les motifs profonds. Ils n'ont pas à le faire. C'est aux communistes égyptiens et à eux seuls qu'incombe la tâche de diriger le peuple égyptien, d'analyser à fond les motifs qui guident leur gouvernement afin de mettre en garde les masses et d'obliger les ministres à avancer dans cette voie. Les soviétiques se contentent de saisir à chaque occasion les déclarations positives du gouvernement égyptien pour avancer dans la voie de la détente, dans la voie de la construction d'une chaîne d'Etats neutres.

Mais la politique sage de l'URSS ne dispense pas les communistes égyptiens d'agir. Le MDLN devrait savoir que sans les efforts des patriotes égyptiens, sans les milliers de victimes que la dictature a faites, sans les sacrifices héroïques du PCE jamais Nasser n'en serait arrivé là. Attribuer, comme le MDLN le fait, la politique extérieure de l'Egypte au « patriotisme » de Nasser, attribuer, comme le MDLN le fait, les trahisons d'hier du gouvernement égyptien au « sectarisme » du PCE qui a privé de soutien les officiers patriotes, c'est vraiment à la fois puéril et odieux.

#### V. La position du PCE à l'égard de l'achat d'armes à la Tchécoslovaquie

1. Le PCE a toujours revendiqué le droit de l'Egypte à la liberté du commerce extérieur. Par conséquent le PCE défend le droit de l'Egypte à acheter des armes à la Tchécoslovaquie. Le PCE dénonce les pressions impérialistes exercées sur le gouvernement égyptien pour le faire renoncer à ces achats.

2. Le PCE est pour l'armement de l'Egypte, à condition qu'il soit destiné à des buts défensifs et non pas, comme Nasser l'a laissé exprimer par la presse égyptienne, pour « renforcer la sécurité intérieure » et pour « jeter définitivement Israël à la mer ».

3. Bien que cet achat constitue un pas vers la liberté de notre commerce nous considérons qu'il ne faut pas oublier que Nasser voit dans cette opération essentiellement un moyen de chantage à l'égard des USA pour parer au coup d'état que les impérialistes préparent.

4. Finalement le PCE estime que dans son ensemble la question n'est pas d'armer ou de ne pas armer l'Egypte mais qu'il s'agit de toute une politique extérieure à suivre : une politique de paix parfaitement réalisable (les trois points que le PCE popularise).

#### VI. La question palestinienne

L'hostilité entre les Arabes et Israël a longtemps servi les impérialistes : sous le prétexte de maintenir un équilibre toujours compromis les Occidentaux obligeaient les Etats Arabes et Israël à leur acheter des armes. Ces livraisons d'armes permettaient aux Occidentaux d'intervenir dans les affaires intérieures de ces pays et sous la menace de couper ces livraisons et d'armer l'adversaire, d'orienter la politique extérieure de ces pays dans une direction conforme aux intérêts impérialistes.

La fréquence des incidents de frontière permettait en outre aux gouvernements du Moyen Orient de détourner l'attention des masses des problèmes véritables tant intérieurs qu'extérieurs.

Sous le faux prétexte d'une « menace israélienne » les Etats Arabes signaient en 1950 un pacte « de sécurité collective » qui, dans l'intention des Occidentaux devait devenir la pierre angulaire d'une alliance régionale antisoviétique.

Il restait alors à surmonter le dernier obstacle dans cette voie : la tension arabo-israélienne. Il faut bien voir que cette tension qui avait été créé par les Occidentaux était devenue un obstacle à la réalisation de leurs plans dans le Moyen Orient. Un important changement dans l'attitude de la diplomatie Occidentale a lieu alors : elle se fixe pour objectif de « résoudre » au plus vite ce litige, de « raccommoier » Israël et les Arabes. Il proposait aux deux parties des négociations sur les bases suivantes :

1. Reconnaissance des frontières actuelles,
2. Installation définitive des réfugiés arabes dans les pays où ils se trouvent actuellement. Paiement par Israël d'une indemnité aux Etats Arabes pour cette charge, l'indemnité étant avancée par les USA.
3. Signature d'un traité collectif arabo-israélien garanti par les USA.

Le PCE a dénoncé ce projet impérialiste par lequel les USA pensaient pouvoir mettre sur pied l'alliance antisoviétique. La garantie du statu quo par les USA n'est nullement un gage de paix. Au contraire cette garantie devait permettre aux Etats Unis, en cas de réticence d'un Etat du Moyen Orient, d'intervenir en créant quelques incidents de frontière.

Les raisons de l'échec de ce plan ne manquent pas. Après avoir fait tant de démagogie il était difficile aux gouvernements arabes d'accepter une paix qui sacrifiait les 500 000 réfugiés. L'opposition sourde de la Grande Bretagne à un plan qui mettait le Moyen Orient sous la tutelle exclusive des USA a facilité l'échec de la manœuvre.

Les derniers incidents, au moment même où Nasser achetait des armes à la Tchécoslovaquie, permettent aux Occidentaux de déclencher une campagne contre la politique soviétique. En même temps ils permettent de ressouder l'amitié irako-égyptienne durement éprouvée par le pacte de Bagdad.

La Conférence de Bandung recommandait la solution du litige sur la base de la recommandation de l'ONU de 1947, recommandation violée par les Etats Arabes et par Israël.

La guerre a permis à Israël d'élargir ses frontières, de chasser la minorité arabe de son territoire. Elle a permis à la Jordanie et l'Égypte de se partager le reste de la Palestine.

Le PCE approuve la résolution de Bandung et préconise la seule solution conforme aux intérêts des populations juives et arabes de Palestine : l'application des décisions de l'ONU spécifiant la création d'un Etat arabe en Palestine. Israël, la Jordanie et l'Égypte devront restituer à cet Etat les terres qui ont été enlevées.

De son côté le PCE dénonce le nouveau plan impérialiste : le plan Eden. Eden est guidé par un seul désir : mettre sur pied dans le Moyen Orient une alliance antisoviétique. Pour cela il faut rapprocher l'Égypte du pacte de Bagdad d'une part et mettre fin à la tension arabo-israélienne d'autre part. Comprenant bien que pour conserver l'amitié des Arabes il faut faire des concessions sur le problème palestinien il propose à Israël des concessions territoriales mineures. Mais il ne propose nullement que l'Égypte et la Jordanie restituent les terres volées. Cette opération permettrait l'adhésion de l'Égypte et d'Israël au pacte de Bagdad ainsi élargi à tout le Moyen Orient. Par la même occasion la Grande Bretagne qui est liée à quatre Etats Arabes par des alliances bilatérales enlèverait aux USA la direction de l'alliance régionale, direction que les USA exercent par l'intermédiaire de la Turquie.

## VII. CONCLUSION : l'opportunisme foncier du MDLN

Les deux analyses de la situation en Égypte qui ont été menées parallèlement montrent la différence profonde qui sépare le MDLN du PCE.

Le MDLN vient de changer de nom. Les moitiés principales de cette organisation opportuniste où les scissions sont très fréquentes, celle dirigée par « Badr », nommée pompeusement MDLN (courant révolutionnaire) et celle dirigée par E. Abd el Halim qui avait conservé le nom de Mouvement Démocratique de Libération Nationale – tout court – viennent dans un congrès – farce comme il s'en tient périodiquement au MDLN, de fusionner avec quelques autres groupuscules eux-mêmes issus de la désagrégation du MDLN ! Mais le nom même de MDLN est bien impopulaire, en Égypte, suspect aux yeux de tout le monde. C'est pourquoi il fallait faire semblant de faire table rase du passé, laisser tomber les anciennes querelles. On a alors abandonné le nom traditionnel de l'organisation pour donner l'impression de « nouveau ». C'est pourquoi le MDLN porte maintenant le nom bizarre de Parti Communiste Unifié !

Le MDLN est né de la fusion en 1947 de cercles d'intellectuels marxistes. La nouvelle organisation présentait dès le départ tous les caractères des anciens cercles dont elle est issue : pas de programme, pas de ligne politique définie. Le MDLN continuait à avoir une politique au jour le jour. Cependant l'ensemble de leurs positions politiques faisaient ressortir un opportunisme caractérisé. On dénonçait, à l'instar de la presse wafdiste la trahison de tel ministre, mais jamais les féodaux, les monopoleurs ne furent dénoncés en tant que classes entièrement soumises à l'impérialisme. La question nationale ne fut jamais liée à la question paysanne ni au régime politique. Le MDLN, comme le Wafd se bornait à demander le respect de la constitution réactionnaire de 1923. Cette ligne opportuniste laissait la direction des

masses au Wafd. Sur la question du Soudan le MDLN en 1947 dans un Mémorandum à l'ONU demandait la mise de ce pays sous la tutelle égyptienne !

L'organisation n'était guère plus bolchévique que la ligne politique. La notion de cellule était inconnue dans cette organisation corporative. Le centralisme démocratique était centralisme tout court. Aucune politique de cadres n'existait. Les dirigeants, choisis par les deux « grands » (Curiel et Schwarz) n'avaient comme qualité que la médiocrité qui en faisait des marionnettes.

Mais les militants les plus conscients commençaient à s'inquiéter. L'un d'eux pose le problème de la ligne politique. On s'aperçut que l'on n'en avait pas. Curiel en propose alors une : le MDLN devait être le parti de toutes les forces démocratiques et non pas seulement celui de la classe ouvrière. Cette ligne ayant soulevé des critiques, Curiel les étouffa au nom de la discipline. Tout débat légal étant ainsi interdit la dispute prit la forme de travail fractionnel qui aboutit en 1948 à la scission du MDLN. Les discussions durèrent deux ans, entrecoupées de scissions, de fusions, d'exclusions et bien sûr d'arrestations ...

C'est au milieu de ce chaos que le PCE est né en Décembre 1949. Il s'est développé en dehors de toutes ces querelles sans valeur, à travers la lutte idéologique contre l'opportunisme. Les différentes organisations nées de la scission restaient en effet foncièrement opportunistes. Au début de 1952 le MDLN mettait en tête de son programme : « notre objectif principal doit être la lutte au sein du Wafd pour le débarrasser des éléments réactionnaires ». Ainsi les masses qui se détachaient du Wafd étaient rejetées vers le parti de la grande bourgeoisie au nom des idées progressistes. Au lendemain du coup d'Etat de nombreux militants, notamment le MDLN vinrent à nous. Notre position juste, notre organisation solide qui sait se défendre contre la police, notre lutte poursuivie avec une continuité remarquable ( Raiat el Chaab, notre organe central n'a jamais cessé de paraître. Au bout de six années de lutte nous en sommes au 150<sup>e</sup> numéro), nous valurent l'admiration et l'adhésion de tous les révolutionnaires égyptiens.

C'est alors que Curiel a lancé son mot d'ordre ! Notre position était très claire : l'unité doit se faire autour d'un programme. Or nous sommes la seule organisation à en avoir un. Si vous avez des critiques, faites-les. Sinon qu'est-ce qui empêche l'unité ? Peut-être seulement désirez-vous mettre quelques uns de vos militants dans la direction ? Cela aussi nous sommes prêts à l'accepter à condition que vous reconnaissiez le programme (puisque vous n'avez pas de critiques à lui faire) et que ces militants aient un passé sans tâche. Le MDLN a refusé évidemment ces conditions et posé comme condition préalable à l'unification ... l'unité d'action à la base. Nous devons faire connaître tous nos membres à des gens parmi lesquels les flics pullulent ! Nous avons refusé ces conditions et en 1955 la fusion s'est faite entre les deux moitiés de l'ex MDLN et quelques groupuscules issus de la désintégration de cette organisation opportuniste. La nouvelle organisation s'appelle Parti Communiste Unifié ! Mais seul le nom a changé. La réalité est toujours la même. Le dernier rapport, dans le plus pur style « curieliste » est bien un rapport du MDLN traditionnel. Tout ceci confirme la justesse de la position du PCE qui a refusé de participer au congrès d'unification, congrès destiné à faire faire un pas en arrière en revenant aux méthodes anciennes, au désordre dans



l'organisation, aux discussions pseudo-théoriques oiseuses pendant que les policiers livrent les combattants sincères au patriote Nasser.

Le « PC Unifié » – alias MDLN – reste donc une organisation foncièrement opportuniste. Il représente un courant politique petit-bourgeois, « wafdiste de gauche » comme on disait autrefois, qui se prend pour communiste. Composé d'intellectuels et de petits bourgeois, cette organisation reste dirigée par Curiel. Le dernier rapport a été rédigé par Curiel lui-même. On y trouve en conclusion une de ces « tirades » habituelles dans les « lettres » de Curiel, une de ces tirades dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle reflète un manque de modestie. Il s'agit d'un appel à tous les PC du Monde !!! Il les met en garde contre ... les dangers de l'opportunisme ! Il les avertit solennellement que dans la situation actuelle alors que le camp de la paix s'élargit jusqu'à comprendre des gouvernements représentant des classes exploitantes, le danger de réapparition d'un nouveau « browdérisme » est grand. Et pour terminer le tout Curiel n'attend pas qu'on fasse son éloge :

« Le mouvement communiste égyptien authentiquement révolutionnaire est fier qu'à l'époque de la déviation de Browder il s'est trouvé dans son sein un courant qui a pris sur cette question décisive une attitude correcte au moins dans son essence ».

Le MDLN qui se refusait pendant des années à créer en Egypte des organisations des masses sous prétexte qu'elle en était une, le MDLN qui s'est considéré pendant des années comme un Front National plutôt que le parti de la classe ouvrière, vient de découvrir ... que c'est lui qui a dénoncé le Browderisme ... pour le plus grand bien de tous les PC du monde !

#### POST SCRIPTUM

Dans le numéro 8 du Bulletin en langue arabe publié en France par le « Parti Communiste Unifié » alias MDLN « Kifah chououb al Chark al Aoussate » (la lutte des peuples du Moyen Orient) on trouve une confirmation éclatante de la politique opportuniste de cette organisation.

Annonçant la « création » du « Parti Communiste Unifié » cette revue publie le « programme » de ce MDLN numéro 2. Le programme agraire ahurissant est le suivant : « vente immédiate et à des prix bas aux paysans pauvres des terres confisquées ».

Le MDLN ne réclame donc même pas la distribution gratuite des terres, même pas la confiscation de tous les domaines féodaux, même pas la simple application de la Réforme agraire puisqu'il se limite à réclamer la vente des terres confisquées, actuellement mises en exploitation par l'Etat ce qui ne constitue qu'une très petite fraction des domaines de plus de 200 feddans qui en vertu de la loi de 1952 auraient dû être expropriés depuis longtemps. Voilà où en est arrivé une organisation qui se dit communiste et qui ne veut pas faire de peine à Nasser.

Que le MDLN ne veuille pas causer d'ennuis aux dictateur égyptien cela ressort également de l'ahurissant article de « Al Maidane », journal paraissant à Khartoum, du 5 Octobre 1955, article reproduit sans la moindre critique ni le moindre commentaire : « cet acte de Nasser (il s'agit de l'achat d'armes à la Tchécoslovaquie) n'a été inspiré ni par la volonté de chantage de

Nasser, ni par une volonté d'utiliser les contradictions entre le camp impérialiste et le camp socialiste, ni par une volonté de tromper le peuple égyptien. Ceux qui suggèrent ceci veulent conduire Nasser à l'hésitation. Ils veulent empêcher les gens ( ? ) de faire un front avec le gouvernement et le peuple égyptien contre les pactes de guerre ( !!! ) ».

Encore une fois le MDLN encense le patriote Nasser et prétend que s'il recule, c'est à cause des communistes qui, lui refusant une aide inconditionnelle, obligent ce pauvre patriote à céder aux impérialistes !!!

(Juin 1956)

## DOCUMENT II

### LA SITUATION EN EGYPTE ET L'ACTIVITE DU PARTI COMMUNISTE EGYPTIEN APRES LA NATIONALISATION DU CANAL DE SUEZ

Ce bref rapport constitue un complément à celui présenté par notre Parti aux Partis Frères en Juin dernier. Il est destiné à mettre au courant des développements de la situation intérieure en Egypte et de l'activité de notre Parti au cours des trois derniers mois (Juillet, Août, Septembre), à la suite de la nationalisation du Canal de Suez.

#### I. La situation intérieure au moment de la nationalisation

La nationalisation est intervenue dans une situation intérieure complexe. La politique étrangère de neutralité active dans laquelle le gouvernement s'engageait de plus en plus et dont nous avons donné une analyse des raisons profondes dans notre rapport précédent, avait peu à peu détaché les milieux de la féodalité et de la grande bourgeoisie du gouvernement. Néanmoins ces classes sociales demeuraient encore hésitantes et passives. Elles suivaient en cela les hésitations des impérialistes eux-mêmes qui, affaiblis par le renforcement du socialisme dans le monde et enchevêtrés dans un réseau de contradictions sérieuses, n'avaient pas défini de politique commune à l'égard de Nasser. D'autre part la persistance de la dictature et de la répression anti-communiste paraissaient à ces milieux réactionnaires comme une garantie suffisante que le gouvernement n'irait pas trop loin.

Malgré le caractère réactionnaire de l'organisation des pouvoirs prévue par la Constitution et l'absence de liberté au cours de la campagne électorale, le PCE avait appelé à voter pour cette constitution et le Président Nasser. Notre Parti a donné une analyse détaillée des raisons qui l'avaient amené à prendre cette position. Quant à la répression, bien qu'atténuée (un grand nombre de prisonniers politiques non condamnés avaient été libérés avant le referendum), elle persistait. Le 28 Juin, 29 membres du PCE étaient condamnés par un tribunal militaire à des peines lourdes (3 à 7 ans) tandis que 40 de leurs co-accusés étaient acquittés faute de preuves (ce qui constitue un progrès, relativement aux procès antérieurs).

Le régime était devenu celui de la bourgeoisie nationale qui lui apportait son soutien actif. Quant aux classes populaires, elles avaient apporté leur soutien à chacun des pas en avant réalisés dans le chemin d'une politique étrangère pacifiste (témoin : l'accueil inoubliable de Nasser dans la zone du Canal lors du départ du dernier soldat britannique le 18 Juin). Néanmoins ces classes conservaient de nombreux griefs contre Nasser.

Les paysans, que le PCE avait organisés dans des Comités de Paysans, étaient en effet engagés dans une bataille contre le gouvernement pour le respect de la loi agraire en ce qui concerne les taux de fermage et les salaires agricoles. Le Parti organisait également l'agitation pour la distribution gratuite des terres confisquées aux féodaux, que le gouvernement aurait désiré revendre aux koulaks et aux bourgeois de la ville.

Les intellectuels reprochaient amèrement au régime l'absence totale de liberté, les ouvriers l'interdiction des syndicats et la répression féroce des grèves. L'ensemble des classes populaires des villes ne pouvait oublier la politique de bas salaires inaugurée par le régime issu du coup d'Etat (et notamment la baisse des traitements déjà misérables des fonctionnaires).

## **II. Les raisons de la nationalisation du Canal de Suez**

En Juillet dernier, les impérialistes décidèrent d'abattre à tout prix le régime de Nasser trop engagé dans la voie du neutralisme. En refusant brutalement de financer le haut barrage les impérialistes pensaient hâter la chute du régime qui avait bâti toute sa propagande sur le thème de ce projet.

Nasser avait besoin de répondre à cette véritable déclaration de guerre par un coup d'éclat, qui, en lui ralliant les masses populaires encore hésitantes, aurait démontré la force du régime et l'impossibilité de le renverser. Nasser aurait pu alors accepter l'offre soviétique. En nationalisant le Canal, et en refusant implicitement cette offre désintéressée, Nasser pensait à la fois rallier les masses et démontrer aux Occidentaux sa volonté de laisser la porte ouverte à un compromis. Assurément, Nasser avait sous-estimé la violence de la réponse impérialiste.

## **III. La situation au lendemain de la nationalisation**

La nationalisation a été accueillie dans tout le pays avec un très grand enthousiasme. La Compagnie du Canal constitue au cœur de chaque égyptien le symbole exécré de l'impérialisme étranger. La mesure a donc atteint le premier objectif que se proposait Nasser.

Le second objectif n'a, par contre, pas été atteint. La guerre d'Algérie, l'effondrement des positions britanniques dans le Moyen Orient arabe (Jordanie notamment), constituent l'essentiel des raisons pour lesquelles les impérialistes franco-anglais ont décidé de riposter violemment. A l'époque de l'écroulement du système colonial dans son ensemble, les compromis deviennent dangereux pour les impérialistes. Selwyn Llyod lui-même, faisant part de ses déceptions, n'a-t-il pas déclaré au lendemain du 18 Juin qu'il avait espéré que le traité anglo-égyptien de 1954 aurait ouvert la voie à une ère nouvelle de la collaboration anglo-égyptienne ? Il est vrai que dès le début de la crise, les Etats Unis ont manifesté quelques hésitations à suivre la politique aventurière de Londres et de Paris. La politique financière de la Compagnie du Canal, hostile aux intérêts américains, le désir de ces derniers de prendre la place de anglo-français, ne sont pas étrangers à cette attitude.

Quoiqu'il en soit, la situation intérieure est devenue sérieuse au lendemain de la nationalisation. La réaction égyptienne abandonnait définitivement Nasser pour préparer fébrilement un complot. Le coup d'Etat projeté fut mis en échec, de nombreux officiers de la police et de l'armée ont été arrêtés à l'occasion d'une affaire qui fut présentée à l'opinion publique comme une affaire d'espionnage anglais.

Devant le danger d'une agression contre l'Egypte, Nasser a réagi avec beaucoup d'intelligence ; il a armé le peuple, s'est appuyé fermement sur l'URSS et l'ensemble des Etats pacifistes.

L'armée de libération, constituée au lendemain de la nationalisation, est une sorte de milice constituée par des volontaires ! Tous les éléments patriotes du pays ont adhéré à cette organisation politico-militaire anti-impérialiste. Nasser n'a donc pas commis « l'erreur d'Arbenz ». Aux menaces d'intervention, il a répondu par l'armement des masses.

#### **IV. La ligne politique et la tactique du PCE**

Il y a déjà un certain temps que le PCE s'oriente vers la création d'organisations légales de masses. L'orientation nouvelle de la politique extérieure a créé les conditions favorables à un tel développement. Nous avons donné dans notre dernier rapport de nombreux détails relatifs à la nouvelle tactique du Parti, aux succès remportés dans cette direction, et aux difficultés que nous rencontrons.

La nationalisation et les événements qui ont suivi ont prouvé la justesse de cette ligne politique et de cette tactique.

A l'heure actuelle, le PCE qui apporte son soutien à la politique étrangère du gouvernement, ne réclame qu'une chose : le droit aux forces anti-impérialistes en Egypte de s'organiser légalement.

La situation demeure en effet grave. Le danger d'un coup d'Etat réactionnaire est réel. Le blocus économique, les menaces d'intervention sont destinés à dresser la réaction égyptienne contre le régime, à fournir à d'éventuels comploteurs un prétexte. On espère que les difficultés économiques grandissantes consécutives au blocus finiront par lasser le peuple et lui faire accepter une « équipe de sauveurs » à la solde des impérialistes. On espère rééditer en Egypte l'opération qui a réussi contre Mossadegh. Pour conjurer le danger, il faut que le gouvernement s'appuie à l'extérieur sur les pays pacifistes, à l'intérieur sur toutes les forces anti-impérialistes.

Nasser donne l'impression jusqu'à présent de vouloir éviter les erreurs de Mossadegh. La justesse du mot d'ordre du PCE : « ne pas faire comme Mossadegh, ne pas se laisser étrangler économiquement en pleurant, faire payer les riches, renforcer les relations économiques avec nos amis » semble avoir convaincu. Nos relations avec les pays de l'Est ont été renforcées. A l'intérieur Nasser a laissé augmenter les prix des objets de luxe importés d'Occident, ce qui accentue la colère de la réaction contre le régime. Il a limité par une loi la spéculation immobilière.

Cependant, ces mesures positives ne suffisent pas à assurer le régime contre un coup d'Etat éventuel. Le PCE s'efforce d'expliquer que la réaction égyptienne dispose de moyens. Pour riposter à un coup d'Etat, on ne peut pas compter sur la spontanéité des masses. Il faut d'abord que Nasser les gagne à lui par une politique intérieure conforme à leurs intérêts. Il faut ensuite que ces masses soient organisées pour défendre le gouvernement contre ses ennemis.

Quelques pas dans cette voie ont déjà été réalisés.

1°) Le moratoire paysan : au lendemain de la nationalisation, Nasser a fait preuve de suffisamment de finesse pour réaliser la nécessité de faire cesser l'agitation antigouvernementale à la campagne. Il a accordé un moratoire de trois ans pour le paiement de toutes les dettes. Cette mesure a été bien accueillie. En même temps elle a renforcé auprès des paysans l'autorité des Comités que notre Parti avait constitués et qui avaient mené la lutte pour l'obtention de ce moratoire.

2°) L'Armée de Libération : cette milice composée de volontaires qui vont acquérir dans des camps l'instruction militaire pendant quelques heures par jour est devenue une véritable organisation anti-impérialiste de masses. Tous nos camarades se sont engagés dans cette Armée dont les membres se retrouvent hors des camps militaires pour se tenir au courant de l'évolution politique. Le PCE considère son activité dans cette organisation comme une des tâches les plus importantes. La formation de cette Armée peut constituer le point de départ d'une libéralisation du régime que les élections, dans un mois, rendent possible.

3°) L'arrêt de la répression anti-communiste. Il n'y a eu aucune arrestation de communistes après la nationalisation, bien que leur activité ait considérablement augmenté. A l'heure actuelle le Parti lutte pour la libération des communistes condamnés antérieurement, et avec comme mot d'ordre l'abrogation du texte du Code Pénal qui punit de travaux forcés l'activité communiste.

4°) La parution du journal « Al Massa ». Ce grand journal de gauche, dirigé par Khaled Mohie el Dine, le seul journal non gouvernemental en Egypte, est paru au 1<sup>er</sup> Octobre dans de bonnes conditions politiques comme nous l'avions espéré (voir le rapport précédent). Le Parti, qui aide le journal espère rééditer l'expérience de l'*Ichtirakia*. Ce journal, qui paraissait sous le dernier gouvernement wafdiste, avait permis la création d'un véritable Parti Socialiste, dont la plupart des membres sont venus au PCE après l'incendie du Caire et le coup d'Etat militaire.

5°) Le comité de la Paix : revivifié par l'action de notre Parti selon le schéma décrit dans le rapport précédent, le Comité de la Paix s'est trouvé capable de répondre aux exigences de la situation. Il s'est rendu en Europe ; où il a été reçu par le Comité Mondial. Ce comité très large joue un rôle important dans le rapprochement entre les éléments gouvernementaux et ceux qui reprochent encore aujourd'hui au régime les aspects réactionnaires de sa politique intérieure (ancienne gauche wafdiste, personnalités neutralistes de toujours, PCE).

6°) Les autres organisations de masse : mettant à profit la situation favorable, le PCE a créé un centre légal pour diriger son activité dans ces organisations en développement selon les lignes mises au point antérieurement à la nationalisation et décrites dans notre dernier rapport.

La ligne politique du Parti reste celle qu'elle était à la veille de la nationalisation. La réalisation d'un Front National Démocratique demeure l'objectif de nos efforts. Pour cela, il est nécessaire que Nasser lui-même crée son parti politique. N'oublions pas que le gouvernement a hérité d'un lourd passé. Si populaire soit-il à l'heure actuelle, sa grande faiblesse provient de l'inexistence d'organisation politique dans le pays pour le soutenir. Il n'a même pas de parti politique à lui. Nous souhaitons qu'il crée ce parti sur des bases anti-

impérialistes. Nous expliquons inlassablement que seul un Front National Démocratique groupant les différents courants anti-impérialistes dans le pays autorisés à constituer des partis politiques peut sauvegarder les victoires acquises et conduire à d'autres.

#### V. Le M. D. L. N.

La faillite du MDLN (devenu Parti Communiste Unifié), semble maintenant plus claire. Nous avons expliqué dans notre dernier rapport les victoires que nous avons remportées dans la bataille politique contre ce courant petit bourgeois. Nous avons expliqué comment le MDLN, qui était autrefois une organisation politique progressiste se limitant au travail légal de masse, avait perdu cette qualité. Ses membres, qui avaient finalement renoncé à toute forme d'organisation entre eux (en Egypte du moins), se consacraient au travail légal *individuel* (journalisme essentiellement). Après la nationalisation, et malgré les conditions favorables, la voix du MDLN ne s'est pas fait entendre en Egypte. Tandis que le PCE éditait de nombreux tracts, faisait paraître des éditions spéciales de son journal, « *Raia el Chaab* », qui n'a jamais cessé de paraître depuis la fondation du parti, le Parti Communiste Unifié, ex MDLN, n'a pas été capable de faire paraître la moindre chose en Egypte. A l'étranger, et notamment en France où d'ailleurs vivent la plupart de ses membres, le MDLN continue à publier des bulletins.

En Egypte, les rares « communistes » qui ne se trouvent pas encore au sein du PCE ont abandonné toute activité légale individuelle pour se limiter désormais au journalisme littéraire pour se limiter désormais au journalisme littéraire et artistique, dans le journal de Salah Salem, Al Chaab. Leur vraie nature d'intellectuels démocrates s'est révélée. Ils ne participent plus ni au Comité de la Paix, ils n'ont jamais participé au journal Al Massa, ni à l'Armée de libération, ni à aucune autre organisation de masse. Ils prétendent justifier leur inaction par leur « vigilance révolutionnaire » à l'égard de Nasser, tandis qu'il y a quatre ans, ils participaient sans souci de vigilance semble-t-il, à l'œuvre politique alors démagogique et trompeuse du régime.

(Septembre 1956)

## DOCUMENT III

## TROIS ANNEES DE LUTTES PAYSANNES EN EGYPTTE

**Remarque préliminaire :**

Le document du PCE, repris ici, intitulé *Trois années de luttes paysannes en Egypte*, daté de Décembre 1955, avait été rédigé à Paris par moi-même, Samir amin, en arabe. Cette responsabilité m'avait été confiée par Fouad Moursi, Secrétaire Général du PCE, qui a approuvé le document et m'a demandé de le réécrire en français pour l'envoyer à nos amis étrangers (les Partis Communistes de France, Italie, Union Soviétique et Chine). Ce que je fis en produisant une traduction fidèle et littérale du rapport rédigé en arabe.

Le rapport avait été produit à partir de la lecture des bulletins édités par le PCE, intitulés *Al Fallah* (Le Paysan). Ces bulletins, ronéotés, format moyen de 18 sur 22 centimètres, comptaient de 4 à 12 pages selon les numéros. De sa création à fin Décembre 1955, 39 numéros du bulletin étaient parus, beaucoup à ma disposition à Paris, envoyés du Caire. Les informations retenues pour la rédaction du rapport ont été puisées en particulier dans les numéros 14, 15, 16, 17, 26 et 27 du bulletin *Al Fallah*.

Les informations étaient concrètes ; elles précisaient les lieux des batailles livrées par les paysans et des actions de répression (département, arrondissement, canton et nom du village s'il y avait lieu), les noms des propriétaires – « féodaux » et paysans riches – des domaines concernés par ces luttes, parfois – au-delà du nombre – ceux des victimes (paysans assassinés).

Le bulletin *Al Fallah*, rédigé par le PCE au Caire, était fabriqué à partir d'informations écrites ou orales données par les membres du Parti dans la région concernée et ceux des Comités de Paysans (*Ligan al Fallahin*) constitués par le Parti. Précaution était prise pour que la langue (écrite) de la rédaction s'inspire étroitement de celle (parlée) par les paysans, de manière à ce que le bulletin soit compréhensible à la campagne, lu par un lettré et entendu par les illettrés.

Il faut savoir également que l'Egypte de la Vallée du Nil et de son delta est divisée en 16 départements, qui correspondent toujours exactement aux nomes de l'Antiquité et portent des noms qui, derrière leur arabisation d'écriture, dérivent leur prononciation de l'égyptien pharaonique/copte. Ces départements ont été qualifiés de *moudiriya* (littéralement : préfectures, dirigées par un préfet nommé par l'Etat, le *moudir* – « directeur ») à partir du XIXe siècle, à l'époque de Mohamed Ali. Le régime nassérien a changé leur nom en *Mouhafazat* (Gouvernorat), toujours dirigés par un Gouverneur (*Mouhafez*) nommé. Des Gouvernorats existaient déjà, pour le Caire, Alexandrie et la zone du Canal ; et d'autres ont été créés depuis pour le Sinaï, la côte méditerranéenne, celle de la Mer Rouge, les oasis du désert Lybien, au fur et à mesure que leur peuplement récent se développait. Le rapport ne concerne que les régions rurales de la Vallée et du Delta.

Les Gouvernorats sont à leur tour subdivisés en arrondissements (*Markaz*), et ces derniers en cantons (*Daira*). Le système a été visiblement inspiré par celui de la France. Les *Markaz* sont désignés par le nom de leur chef lieu, petite ville (aujourd'hui souvent ville moyenne) ou bourg. Dans chaque canton on comptait (et compte toujours) quelques grands propriétaires, qualifiés toujours dans la langue des paysans de féodaux (*iqtaiyin*), dont les noms des familles



disent toujours quelque chose au citoyen moderne qui suit de près la politique et les élections, et de quelques centaines ou milliers de paysans riches, dont les noms sont connus sur place, comme ceux des notabilités de province, mais ignorés ailleurs.

Dans ces conditions les informations diffusées par *Al Fallah* étaient compréhensibles pour le lecteur politisé du pays. Il n'était pas nécessaire de préciser où se situait géographiquement l'évènement, ni qui étaient les personnages concernés. Elles ne le sont guère plus aujourd'hui : les jeunes urbanisés ne connaissent plus la campagne égyptienne, les noms de ses lieux et des acteurs qui y opèrent.

En relisant ce document en français aujourd'hui je me rends compte qu'il est difficile à lire pour des étrangers qui ne connaissent pas bien l'Égypte, sa géographie et son histoire, la culture et la langue populaire de ses paysans. En dépit de cette faiblesse, le rapport permettait de « sentir » ce qui se passait, de prendre connaissance de la nature des problèmes et des conflits. Sans doute nos camarades chinois, plus marqués que d'autres par leur connaissance des campagnes, sont-ils bien placés pour sentir ces problèmes, d'autant que leurs ressemblances avec ceux de la campagne chinoise antérieure à 1950 sont frappantes. Nos camarades de pays asiatiques majeurs (l'Inde, l'Asie du Sud Est) sont également à même de les comprendre sans doute moins difficilement que ceux qui vivent dans les pays capitalistes développés d'Europe et d'Amérique du Nord.

J'ai donc décidé de faire une nouvelle présentation du document en français : a) en respectant scrupuleusement le sens des phrases par lesquelles la nature du problème et des conflits concernés est définie ; mais b) en réduisant les informations de détail à la seule mention de la liste des lieux et des noms des personnes principales (en général propriétaires des domaines féodaux) concernés.

### **Le Rapport du PCE : Trois années de luttes paysannes**

Dans le texte qui suit les paragraphes en caractère romains sont repris au texte arabe d'origine tels quels, en suivant scrupuleusement l'ordre de leur présentation phrase après phrase. Les paragraphes en *italique* fournissent seulement des indications concernant les exemples concrets présentés dans le Rapport en grand détail.

L'une des premières mesures prises par le gouvernement issu du coup d'Etat du 23 Juillet 1952 fut la fameuse loi de Réforme Agraire. Beaucoup de bavardages ont eu lieu à propos de cette réforme. *Hadeto* est allé jusqu'à prétendre que cette réforme avait « brisé définitivement la féodalité égyptienne » !

Rappelons que, d'après la loi, les propriétaires de plus de 200 feddans (300 s'ils ont des enfants), à l'exception des sociétés d'exploitation agricoles, doivent être expropriés moyennant une indemnité représentant 10 fois la valeur locative de la terre. C'est à ce prix, augmenté de 15%, que la terre doit être revendue aux paysans « pauvres » ! Le remboursement des fonds avancés par l'Etat doit se faire en 30 ans.

La réforme, si elle avait été appliquée, n'aurait nullement libéré la campagne égyptienne du mode de production féodal qui commence en gros à 50 feddans. Les propriétés de plus de 300 feddans ne constituent que l'exception. Cette réforme n'aurait pas libéré le paysan. Elle l'aurait placé sous la dépendance des banques chargées de lui avancer les fonds. « Progressiste », la réforme l'aurait été dans la mesure où, limitant la superficie des domaines fonciers, elle aurait obligé les féodaux les plus riches à investir une partie de leur fortune

ailleurs que dans la terre. En ce sens la réforme aurait accéléré le processus de la fusion de l'aristocratie foncière avec la grande bourgeoisie.

Mais pour qu'un tel jugement puisse être porté, il faudrait que la loi soit réellement appliquée. Si tant, de bavardages ont lieu sur la question c'est bien parce que le débat a été conduit sur le terrain limité de l'analyse de la loi de 1952, sans prendre en considération sa mise en œuvre.

Le PCE dispose à la campagne d'un réseau de Comités de paysans. Ces comités éditent un journal mensuel : *Al Fallah* (Le Paysan). Sur la base des informations publiées par cet organe voici un bref tableau de la situation à la campagne.

### 1. Les féodaux ont-ils été expropriés ?

La réforme agraire n'a été que très partiellement appliquée. La plupart des domaines de plus de 300 feddans n'ont pas été touchés.

*Le document produit ici les exemples des féodaux Lamloum, Qas El Masri, Ahmad Qerchi, Qut al Qulub Demerdachié, Seif el Nasr et du Monastère copte Deir el Muhareq, qui possèdent chacun plus de 1 000 feddans, dans les arrondissements ou cantons de Maghagha, Dairout, Mallawi, et le département de Menoufieh. Pas un seul feddan de ces domaines féodaux n'a été saisi. Et il ne s'agit là que d'un échantillon.*

L'*Ahram* du 19.07.1954 reconnaissait que le gouvernement n'avait vendu à 3153 « paysans » que 1924 feddans (soit en moyenne 0,5 feddan par tête). Or la superficie des domaines de plus de 200 feddans couvrait en Egypte avant la réforme agraire 1.165.731 feddans. C'est dire qu'à peine 2 millièmes des terres expropriables ont été saisies. A ce rythme il faudrait 1500 ans pour réaliser la réforme agraire !

Cela n'est nullement étonnant. La loi prévoit en effet la *vente* (et non la distribution gratuite) des terres. Or toute l'acuité du problème provient de ce que le paysan égyptien ne peut pas acheter la terre, sans quoi il n'aurait pas attendu Nasser pour le faire !

Les 1924 feddans vendus sont d'ailleurs généralement situés dans les régions les plus infertiles (la côte nord marécageuse et salée). C'est là seulement que le prix de la terre a permis à des paysans d'acheter en moyenne 0,5 feddan. Encore faut-il savoir qu'une partie des acheteurs ne sont nullement des paysans (voir plus loin).

L'exemple le plus frappant est sans doute celui des terres du Roi et de la famille régnante. De ces dizaines de milliers de feddans qui ont fait l'objet des revendications des paysans dès 1919 pas un seul n'a été vendu.

Sur les terres du Prince Mohamed Ali le PCE a organisé les paysans. Ceux-ci ayant pris l'initiative d'occuper les terres, le Prince a fait appel à l'armée. Au cours de la bataille de Kafr Nagm un paysan (Amani Awad) a été tué. Voilà comment les soldats de Nasser combattent la famille royale.

### 2. Qui a acheté les terres vendues ?

La loi autorise les propriétaires de plus de 200 feddans à vendre l'excédent de leurs propriétés à qui ils le désirent avant que celles-ci ne soient saisies. A défaut de paysans pauvres ce sont les gros commerçants, les spéculateurs de la ville, les paysans riches, les officiers enrichis par le trafic d'influence depuis le coup d'Etat et les grandes sociétés agricoles qui ont profité de l'aubaine.

*Le document produit ici les exemples de terres vendues par des grands propriétés – comme Demerdachie, El Khawaga à Sarsouk et d'autres – à des commerçants riches ou des notabilités politiques – comme Abdelaziz Mohie el Dine, frère du Ministre de l'intérieur ; Ahmad Abdel Hakim, commerçant riche de Matay ; Abdel Moneim Atuwia, fonctionnaire de l'Administration de la Réforme Agraire ! etc. Cinq hauts fonctionnaires de cette même administration corrompue – Aicha Fahmi à Maghgha, Ibrahim Mahdi à Taramis/Mansourah, Hussein Bassiouni à Takla – se sont enrichis de la sorte.*

Le PCE a organisé la résistance à ces « ventes » et soutenu dans quelques villages l'occupation des terres concernées par les paysans.

### 3. L'expulsion des paysans pauvres de leurs terres :

Pour conserver la sympathie des féodaux le régime militaire leur a donné le droit d'expulser les fermiers locataires incapables de solder leurs dettes. La mévente du coton depuis de nombreuses années a augmenté considérablement le poids de ces dettes. Jusqu'à présent les féodaux n'avaient pas le droit de chasser les fermiers des terres louées. On assiste actuellement à une expulsion massive des fermiers pauvres.

*Le document produit ici des exemples d'expulsion massive des paysans locataires dans les cantons de Mit Ghamr, Matay, Sarsouk, Manchet el Youssef/Beni Mazar, Charmisi/Zagazig, Itay el Baroud, Beni Samet, Faqous, Dia el Qom/Qousna, mises en œuvre par de grands propriétaires comme Aflatoun, Tawfik Magaly, Mohamad Zayed Gallal, Mohamed Sultan, Michel Loutf Allah, etc. Le document signale également les lieux et dates des interventions musclées de la police, venue au secours des propriétaires, aux occupations de terres par les paysans, soutenus par les Comités du PCE, le nombre des victimes, blessés ou assassinés.*

### 4. L'augmentation des taux de fermage de la terre

Pour dédommager les féodaux, le gouvernement a favorisé la hausse des taux de fermage.

En 1954 le feddan a été loué pour la saison du maïs (un tiers de l'année) 18 livres, chiffre record. Le PCE a organisé l'action pour obtenir un taux plus favorable aux paysans.

Les taux maxima fixés par la loi sont dépassés par les féodaux avec la complicité des Comités d'arbitrage (voir plus loin la politique de ces organismes).

*Le document donne ici quelques exemples de domaines dans lesquels les propriétaires ont imposé, par leur décision unilatérale, l'augmentation des taux de fermage.*

### 5. Que fait-on des terres achetées par le gouvernement aux féodaux ?

En règle générale ces terres ne sont ni vendues ni distribuées mais exploitées directement par le gouvernement pour son compte.

L'organisation de cette exploitation est confiée aux Comités de Réforme Agraire composés de fonctionnaires. Ces comités poursuivent la même politique que les féodaux ; ils chassent les fermiers trop pauvres pour payer leurs dettes, ils payent les ouvriers agricoles à un taux inférieur au taux fixé par la loi. En donnant l'exemple ils permettent aux féodaux de surexploiter les paysans dans une mesure jamais atteinte jusqu'ici.

Les Comités réalisent le maximum de bénéfices sur la vente des engrais et des semences, comme sur l'achat des récoltes. Ils ont acquis le monopole de ce commerce. Ils ont aussi

acquis le monopole de « l'organisation de l'irrigation ». Ils vendent l'eau aux fermiers en moyenne à 3 livres le feddan (on connaît des exemples où ce prix atteint 6 livres). Le coût de revient de l'irrigation ne dépasse pas 1 livre par feddan. C'est un véritable impôt nouveau qui est infligé aux paysans pauvres.

A côté de ces comités siègent des Commissions d'Arbitrage chargées de régler les conflits entre féodaux et fermiers. Ces commissions constituées par les féodaux, les paysans riches et des fonctionnaires, n'ont jamais rendu une seule sentence défavorable aux riches.

#### Les profits tirés de l'exploitation des terres par l'Etat

Ces bénéfices ne sont pas négligeables. Sayed el Marai, membre du Comité supérieur de la réforme agraire reconnaissait dans l'*Ahram* du 17.1.1954 que le gouvernement avait tiré 4 millions de livres de bénéfices nets de l'exploitation des terres achetées aux féodaux. Nasser envisage de tirer cette année 6 millions de cette gestion.

Rien d'étonnant à cela. Le gouvernement loue les terres à environ 7 fois la valeur de l'impôt foncier, ce qui fait dans les 21 livres. A quoi il faut ajouter 15 livres de semences et d'engrais vendus obligatoirement aux fermiers. La location est donc de 36 livres. Elle était de 7 livres avant la guerre. Or depuis les prix n'ont augmenté que de 3 à 4 fois seulement.

Les « Coopératives » dont certains voudraient faire croire que ce sont des Kolkhozes, sont des groupements obligatoires, des instruments de spoliation des paysans. La direction, aux mains d'agents de l'Etat et des paysans riches réalisent des bénéfices substantiels par la vente des engrais, des semences, l'achat des récoltes (ces Coopératives sont en effet dispensés de passer par l'intermédiaire des Comités de réforme agraire qui gardent dans les autres cas le monopole de ce commerce). Qui profite en définitive de cette spéculation nouvelle ? Les Banques qui avancent les fonds à des taux usuraires et qui se gardaient de prêter aux paysans parce que ceux-ci sont le plus souvent insolvable. La Coopérative constitue de ce point de vue une garantie qui a permis l'extension du champ d'activité des monopoles bancaires étrangers !

Nouvelle forme de féodalité d'Etat en Egypte : Bakhoury, ministre des Wakfs (biens de main morte) annonce que 3790 feddans achetés à la princesse Fatma Ismail seront consacrés aux dépenses de la « Garde Nationale » (organisation terroriste au service de Nasser).

*Le document donne ici les exemples de Ibshane/Beni Mazar, Daira el Hakim/Maghgha, Matay – dont le Comité de la Réforme Agraire est dirigé par Ali Naguib, frère du Président Mohamed Naguib – Zarka/Mansoura – où l'un des membres du Comité de la Réforme agraire a reconnu que son Comité avait pour objectif la vente aux paysans riches des terres saisies !*

#### 6 . Le transfert de terres saisies au bénéfice d'organisations impérialistes

Le Quotidien *El Masry* du 2.12.53 avoue que sur 12 029 feddans gérés par le Gouvernement à Itay el Baroud pas un seul n'a été vendu ; faute d'acheteurs. Portant la région est l'une des plus densément peuplée du pays. Le gouvernement a reconnu que la population de cette région est trop pauvre pour acheter les terres. Quant aux ouvriers agricoles très nombreux à Itay el Baroud il paraît qu'ils « sont inaptes à accéder à la propriété » !

Aussi le gouvernement a décidé de consacrer 4 500 feddans de cette région à la production de fruits et de légumes pour l'armée anglaise du Canal !

L'*Ahram* du 15.7.1954 révèle la signature d'un accord entre le ministre de l'agriculture et l'administration du « point » 4 gérée par l'Ambassade des Etats Unis. Par cet accord 1 000 feddans ont été transférés pour la somme modique de 3 500 dollars. L'administration du point 4 compte y élever 50.000 poulets pour « réaliser la révolution animale en Egypte » (sic) !!!

*Le document fournit d'autres exemples de terres transférées à bon marché à l'administration du point 4 : à Ras el Hekmat et Matay.*

### 7. Les salaires des ouvriers agricoles

La loi de réforme agraire interdit les associations de fermiers et les syndicats d'ouvriers agricoles. La même loi prétend fixer à 18 piastres par jour le salaire des ouvriers agricoles. Mais il s'agit là d'une mesure mensongère destinée à tromper l'opinion des villes. Si le gouvernement a interdit les syndicats à la campagne c'est pour pouvoir violer sa propre légalité.

*Le document donne ici des exemples de salaires pratiqués largement inférieurs au minimum fixé par la loi de Réforme agraire, à Maghagha, Dairout, Mahras Hamza, Bandafa, Al Bahmassah.*

### 8. Le rôle grandissant du PCE à la campagne

Depuis sa fondation le PCE a porté une grande attention aux problèmes de la campagne. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste en Egypte un travail d'organisation réel a été fait dans les villages. Enraciné dans plusieurs régions parmi les ouvriers agricoles, les fermiers pauvres et les petits paysans, le PCE est devenu une force politique indestructible dans le pays.

Depuis un an environ le PCE a transféré une grande partie de ses cadres à la campagne. Cette mesure, destinée à la fois à préserver l'organisation du parti de la répression sanglante qui sévit à la ville et à enraciner le parti à la campagne, donne ses fruits.

Quels sont brièvement les luttes que le parti dirige à la campagne ?

a) La défense des intérêts immédiats des paysans :

(i) Les batailles économiques :

Le PCE saisit l'occasion que constitue la moindre revendication paysanne pour organiser un Comité paysan. Le parti ne néglige aucune revendication si minime soit-elle. Donnons l'exemple de Abou Tig où le parti a organisé les paysans revendiquant la construction d'un canal destiné à éviter les inondations.

L'expérience de l'organisation a convaincu les paysans de l'efficacité de la lutte. Les Comités de paysans engagent alors la lutte sur le terrain de la réforme agraire. Le Parti dénonce la vente des terres aux paysans riches, aux officiers et aux commerçants de la ville. Il réclame la mise en vente des terres aux paysans pauvres (la stricte application de la loi), démasquant ainsi les Comités de Réforme Agraire.

Les Comités de paysans mènent la lutte pour l'abaissement du taux de fermage, pour l'élévation du salaire des ouvriers agricoles, pour le respect de la loi de 1952 chaque fois qu'elle est violée.

(ii) L'occupation des terres :

Assez rapidement les petits fermiers menacés d'expulsions par l'offensive générale des féodaux qui mettent à profit les dispositions qui leur sont favorables dans la loi de 1952, comprennent que l'occupation des terres est leur seul moyen de défense efficace. Ayant occupé les terres, ils ne tardent pas à en réclamer la distribution gratuite.

*Le document cite ici les exemple d'occupation des terres – notamment dans les domaines des féodaux Moustapha Sernag (Gharbia), Hussein Foda (Mit Ghamr) – et dans d'autres localités – Nasfah etc. Il mentionne les batailles rangées menées contre les interventions de la police et de l'armée.*

b) Le programme agraire du PCE :

Ce programme est défini dans les 8 points qui suivent :

- Réduction du taux de fermage.
- Augmentation des salaires des ouvriers agricoles.
- Amélioration du réseau routier, adduction d'eau potable et construction d'hôpitaux.
- Expropriation des propriétaires de plus de 50 feddans (les féodaux) et distribution gratuite des terres, distribution immédiate des terres du Roi.
- Liberté pour les paysans de constituer des syndicats et des associations.
- Abolition des mesures restrictives au droit de vote et au droit de candidature des paysans au Parlement et aux Conseils municipaux.
- Abolition des mesures mettant les récoltes à la disposition de l'armée et des impérialistes.
- Opposition à ce que l'armée égyptienne, composée de fils de paysans, soit utilisée dans la répression.

*Le document fournit des exemples concernant les interventions du Parti à la campagne. Il signale ensuite que les paysans, mobilisés par ses comités ruraux, ont réservé un accueil « chaleureux » aux visites des officiers du Conseil de la Révolution et aux Ministres en tournée, barbouillant leurs portraits de bouse de vache.*

### 9. Et Hadeto dans tout cela ?

Il est intéressant de comparer l'analyse précise que le PCE donne régulièrement de l'évolution de la situation à la campagne avec les bavardages « généraux » de *Hadeto*. Dans le bulletin de cette organisation à l'étranger (sa seule parution effective à l'heure actuelle) on trouve bien des analyses « générales », des articles sur la politique de prétendue destruction du pouvoir des féodaux, des commentaires (généralement opportunistes) sur la loi de 1952, mais rien de concret sur un village quelconque d'Egypte. Plus on va, plus la littérature de cette organisation s'éloigne de la réalité égyptienne pour se consacrer à de la « théorie générale ». Témoin le titre nouveau (et prétentieux) du bulletin du Parti Communiste Unifié (ex *Hadeto*) : *Kifah Chououb al Sharq al Aoussate* (Luttés des peuples du Moyen Orient). L'organe fait des commentaires sur la politique de Bagdad, Damas, Khartoum etc. mais de moins en moins de nouvelles relatives à des luttes dont le lieu de déroulement serait plus modestement l'Egypte.

Décembre 1955

## DOCUMENT IV

### NATION ARABE OU NATIONS ARABES ?

Y-a-t-il une nation arabe ou des nations arabes ? Ces nations sont-elles déjà parfaitement constituées ? Quelles réalités recouvre le mot d'ordre d'unité arabe ? Le pan-arabisme cache-t-il une aspiration réelle des peuples arabes à l'unification, ou bien est-il simplement le reflet de survivances d'un passé lointain dans la conscience de millions d'individus rapprochés par une oppression commune ? Ce sont là des questions que l'importance politique actuelle des problèmes arabes amène le lecteur à se poser. Je ne prétends pas ici donner une réponse « définitive » à ces problèmes, mais seulement proposer quelques réflexions concernant ces questions difficiles et perpétuellement mouvantes.

#### I. Les circonstances historiques de la formation des nations coloniales

La nation est une catégorie historique apparue lors de la constitution du marché capitaliste. C'est seulement l'unification du marché que le capitalisme réalise qui a fondu les collectivités provinciales en une seule nation véritable. Aux époques antérieures au capitalisme, il n'existait pas de nations, bien qu'il existât déjà des collectivités proches par la langue (groupes linguistiques), par l'histoire dans la mesure où une certaine stabilité avait lié pendant une période assez longue le sort de différentes provinces. Mais il n'y avait aucun fondement économique solide à ces unités que furent l'Égypte, la Grèce ou l'Italie antiques, la France, l'Angleterre, le Japon ou la Chine du Moyen Âge, sans même parler des grands empires antiques qui se sont faits et défaits avec une étonnante rapidité.

Les nations se sont en définitive constituées à l'époque du développement du capitalisme, sur la base du marché national et sous la direction de la bourgeoisie. C'est la fraction la plus avancée de la bourgeoisie qui a pris l'initiative de l'unification, qui a imposé au reste de la nation en formation ses cadres, sa langue. Ainsi en France, c'est la bourgeoisie du Nord qui a fait la Nation, qui lui a imposé sa langue (langue d'Oil), reléguant les langues d'Oc au rôle de « patois ».

Le développement du capitalisme n'a pas réussi à détruire radicalement tous les vestiges de l'économie féodale ancienne. Partout il subsiste des paysans faiblement liés à l'organisation économique nationale, repliés sur eux-mêmes (économie de subsistance). Ce qui explique l'étonnante vivacité de certains « patois » paysans dans les régions les plus arriérées (Midi de



la France par exemple). Dans ce sens, l'alliance ouvrière paysanne que réalise le socialisme, en intégrant pour la première fois d'une façon radicale ces groupes paysans dans une organisation économique homogène, complète l'œuvre de la bourgeoisie, réalise pleinement la nation.

Telles ont été les circonstances de la constitution des nations européennes. Ces circonstances historiques sont différentes dans les pays coloniaux. Les peuples d'Outre Mer étaient encore attardés à des stades antérieurs de l'évolution lorsqu'ils furent colonisés. Il n'existait nulle part de nation véritable, même là où une centralisation étatique effective existait déjà (Chine, Egypte, Perse, Tunisie, Maroc etc.). La domination impérialiste a introduit dans les pays coloniaux les germes du développement capitaliste, bien que les conditions particulières de ce développement sont telles qu'il est toujours lent, incomplet, qu'il laisse presque intact de larges secteurs de l'économie de nature antérieure. Dans ce sens, toutes les nations coloniales (ou très récemment libérées ou colonialisme et où le système économique n'est pas révolutionné), sont des nations en formation. En formation plus ou moins avancée selon le degré du développement capitaliste. En formation également sur la base des frontières plus ou moins artificielles créées par le partage du monde colonial entre les impérialistes et dans le cadre desquelles les pays coloniaux accèdent à une indépendance plus ou moins effective et à des époques différentes. Parfois même, de grands ensembles ont acquis l'indépendance : exemple l'Inde.

Le socialisme a la mission d'unifier par étapes l'univers. Ce que le capitalisme ne peut pas réaliser pleinement, même lorsqu'un marché mondial s'est créé à l'époque de l'impérialisme. Sauf dans la tête de tenants de la théorie révisionniste du « super impérialisme » unifiant l'univers, l'histoire ne connaît que des impérialismes rivaux, des pays impérialistes et des pays colonisés. C'est pourquoi les peuples ex coloniaux qui accèdent au niveau de nations dans le cadre du socialisme (les peuples asiatiques de l'URSS) se forment dans le cadre d'un marché unique multinational (le marché soviétique), non dans le cadre borné de nations en lutte fratricide comme ce fut le cas en Europe lors du développement du capitalisme. Ainsi la formation des nations dans le cadre du socialisme se fait-elle dans des conditions facilitant ultérieurement la fusion des nations, leur disparition.

Cette remarque a une grande importance pour les pays coloniaux et ex coloniaux, puisque nous sommes à l'époque de la révolution socialiste mondiale, et que pour cela la bourgeoisie naissante de ces pays n'aura ni le temps ni les moyens d'achever la construction d'une société

capitaliste et, partant, de prolonger son règne jusqu'à l'achèvement de la formation de la nation. Un jour ou l'autre, le prolétariat prendra la direction du mouvement de libération et la nation achèvera de se constituer sous sa direction. La place de la bourgeoisie dans cette construction socialiste d'un type nouveau sera plus ou moins grande selon le degré de sa participation au mouvement. Sa place pourra être considérable et une forme nouvelle d'alliance des classes révolutionnaires dont on voit actuellement se dessiner les premiers signes de la constitution dans certains pays (Inde, Indonésie, Birmanie, Laos, Cambodge, Syrie, Egypte, Soudan, Jordanie) permettra le passage au socialisme dans des conditions tout à fait nouvelles. Le XXe Congrès a ouvert sur ce plan des perspectives enthousiastes.

## **II. Les éléments historiques du problème arabe**

On a dit quelque part de l'empire arabe qu'il a été le dernier empire antique. C'est exact. L'Islam fut en Arabie, l'aspect idéologique d'une révolution sociale au cours de laquelle la société de classe a définitivement pris la place de la société communiste primitive en désagrégation. Maxime Rodinson l'a montré avec une netteté particulièrement éclairante dans une conférence récente. La nouvelle société de classe semblait appartenir au type féodalo-esclavagiste, c'est-à-dire au type « asiatique » selon la terminologie de Marx qui avait analysé la différence qui séparait ce type de société de classe des sociétés purement esclavagistes de la Grèce ou de la Rome antique.

La nouvelle société arabe s'est heurtée aux sociétés orientales en pleine « décadence » (en réalité il ne s'agissait pas d'autre chose que d'une révolution sociale et non d'une décadence), dans l'Orient où la féodalité émergeait, où le régime esclavagiste en décadence cédait la place à la féodalité nouvelle. Partout, en Orient comme en Europe, ce passage révolutionnaire a mis plusieurs siècles à se réaliser complètement par suite de l'inconscience dans laquelle se déroulait le processus. Ce qui, entre parenthèse, illustre le rôle bienfaisant de l'idéologie consciente qui permet à la société de réaliser sa révolution nécessaire avec mille fois moins de souffrances.

Dans ces conditions, la victoire des Arabes fut foudroyante. Mais elle s'explique parfaitement. Et il n'y a pas plus de miracle arabe que de miracle persan, romain ou mongol.

L'Empire arabe fut le dernier empire antique. Il a accéléré le processus de formation de la féodalité. L'Islam est devenu alors l'idéologie de la classe féodale nouvelle. Le caractère féodalo-esclavagiste de la société arabe à l'époque du Prophète explique cette aptitude de

l'Islam à devenir l'idéologie de la nouvelle féodalité, après avoir été celle des classes possédantes féodalo-esclavagistes d'Arabie. La « décadence » de cet empire (qui n'en est pas une) - c'est-à-dire son effritement en provinces féodales - était inscrite dans sa victoire. Elle ne saurait être attribuée à un facteur exogène : l'invasion turque, comme se plaisent à le souligner les historiens bourgeois, arabes et européens.

L'existence de cet empire ne saurait donc justifier celle d'une nation arabe à une certaine époque. Il est aussi absurde de parler de nation arabe au IXe siècle que de nation romaine au IIIe siècle ou de nation mongole au XIVe siècle. Néanmoins l'Empire arabe a laissé derrière lui des réalités profondes. D'abord une religion commune : l'Islam. De la même façon que l'empire romain avait étendu le paganisme antique d'abord, puis le christianisme, à tout son domaine. La langue ensuite. Et ici encore l'analogie avec l'évolution romaine est frappante. L'arabe n'a pas triomphé partout ; le persan, l'ourdu, l'afghan, le turc lui ont résisté. Tout comme le latin l'a emporté sur la langue celte mais pas sur le grec. Par la suite, dans l'ancien empire romain, se sont constituées ici des langues romanes issues du latin, là des langues germaniques, grecque, slaves indépendantes du latin. Les hypothèses en matière d'histoire sont dangereuses. Mais mille indications montrent qu'au cours de la longue période féodale qu'ont vécu les pays arabes depuis le VIIe siècle jusqu'aujourd'hui *des* langues arabes (les langues dialectales) étaient en formation. Si le capitalisme s'était développé dans les pays arabes avant leur colonisation, il est probable que l'on aurait vu l'arabe-égyptien, l'arabe-syrien, etc. se constituer en langues véritables comme les langues romanes l'ont fait, reléguant le latin au rang de langue morte.

Le processus de cette formation a été arrêté par la colonisation, comme celui de la formation des nations arabes auquel il est lié. Et c'est dans des conditions tout à fait nouvelles que la nation se constitue dans ces pays comme la langue. Aussi est-ce l'arabe classique qui l'emporte. L'insuffisance des langues dialectales encore paysannes (par contraste avec les langues romanes qui se sont enrichies lors du développement du capitalisme) explique très bien ce triomphe de plus en plus marqué. Il y a 50 ans, deux Egyptiens cultivés n'auraient pas échangé entre eux deux mots d'arabe classique. Aujourd'hui un étudiant égyptien et un étudiant tunisien de Paris se comprennent parfaitement, chacun d'eux faisant un usage *courant* d'une langue parlée qui se rapproche de plus en plus de l'arabe classique (sauf l'accent qui persiste).

L'empire arabe n'a donc pas laissé derrière lui plus d'éléments d'une unification nationale ultérieure que l'empire romain. Mais ses traces n'ont pas été effacées par le développement capitaliste comme celles de l'empire romain l'ont été en Europe. Et s'il existait à la veille de la colonisation un « monde arabe », c'est tout comme il existait au Moyen Age un « monde chrétien ». Cette dernière réalité a été dépassée par la formation de nations autonomes, ce qui n'a pas été le cas dans les pays arabes.

La lutte anti impérialiste est venue superposer à ces éléments communs un lien beaucoup plus puissant encore. En réalité, il n'y avait pas de litiges traditionnels graves entre les différents pays arabes comme il y en avait aux frontières du monde islamique (entre Hindous et Musulmans) ou dans d'autres régions du monde colonial. La « haine » entre Hachémites et Séoudiens est récente et a été le fruit de la diplomatie impérialiste. Toujours est-il que dans l'ensemble du monde colonial, les litiges traditionnels ou artificiels comme les manœuvres de division passent peu à peu au second rang. Depuis la Conférence de Bandung, on peut dire que qualitativement la conscience de la nécessité de coordonner la lutte l'a emporté sur ces litiges traditionnels. Mais le sentiment d'un lien de lutte réelle profond dépasse largement le cadre arabe (76 millions d'individus) ou même le cadre islamique (350 millions) avec lequel on le confond souvent (il y a parmi les pan-arabes de nombreux Chrétiens) pour englober l'Inde hindoue, l'Afrique animiste, la Birmanie bouddhiste, l'Ethiopie chrétienne etc. Néanmoins c'est un fait que la pan-arabisme est extrêmement vivace dans certains pays tout au moins (Syrie, Irak, Jordanie) beaucoup plus vivace que le pan-islamique qui n'a jamais été très sérieux.

Ce n'est pas par hasard. Il est facile de qualifier le pan-islamisme de réactionnaire parce qu'il menace l'URSS, l'unité de l'Inde, celle de l'Indonésie, qu'il est fondé sur le fanatisme religieux et qu'il donne au clergé réactionnaire la direction du mouvement. Mais le pan-islamisme n'a jamais été une grande force. Et la seule réalité est qu'effectivement le Pakistanais, l'Indonésien réagissent plus quand il s'agit du sort d'un « frère colonisé musulman » que lorsqu'il s'agit de celui d'un colonisé non musulman. Quant au pan-arabisme, il a des racines beaucoup plus profondes.

C'est que, malgré les efforts de division, la création d'un marché unifié dans de vastes zones du monde colonial a contribué à renforcer l'unité de différentes populations. Ailleurs, pendant la période coloniale, les éléments constitutifs d'une nation qui existaient sur une base déjà déterminée par l'histoire antérieure se sont renforcés. L'Egypte, la Tunisie, le Maroc, par

exemple, se sont individualisés davantage. Mais parfois la colonisation a arrêté un processus d'unification nationale à ses débuts. Ce fut le cas du Moyen Orient asiatique.

Expliquons-nous. Dans la partie septentrionale du Moyen Orient arabe asiatique de l'époque ottomane (Irak, Syrie, Liban, Palestine), une nation arabe était en voie de constitution au XIXe siècle. Au sein de l'empire ottoman entré en décadence, colonisé par les impérialistes européens, une bourgeoisie arabe se formait peu à peu. Qu'on prenne la production intellectuelle de l'époque (« la Renaissance arabe » du XIXe siècle) et on y constatera à la fois l'ampleur de ce mouvement libéral anti-impérialiste dans son contenu, arabe dans sa forme. Il est vain de rechercher si tel ou tel écrivain était « irakien », « syrien », ou « palestinien ». Il était arabe. Le contenu de la dénomination de Syrie et d'Irak ne dépassait pas celle de province d'une même nation en formation. Un examen attentif des faits montre qu'entre 1900 et 1914, un extraordinaire développement des échanges intérieurs a eu lieu dans l'ensemble de cette région. Une nation arabe était là en formation. Cette nation ne correspondant nullement à l'ensemble de l'aire géographique de l'ancien empire arabe (de l'Atlantique au Golfe persique). Elle correspondait à un ensemble plus restreint, celui du « Croissant fertile ». Et la preuve de cette réalité est qu'il existe un arabe oriental qui est la langue dialectale de l'ensemble de cette région (Syrie, Palestine, Irak).

Durant la guerre de 1914, les impérialistes anglais ont fait appel au nationalisme de cette nation arabe en formation. Tout comme ils faisaient appel à celui des Tchèques ou des Croates. Bien sûr les impérialistes n'entendaient pas pour cela tenir leurs promesses. En sous-main, un accord entre Anglais et Français (accord Sykes-Picot) avait déjà partagé le pays. D'une façon très artificielle d'ailleurs, sans nullement tenir compte ni de la réalité nationale, ni même des réalités géographiques élémentaires. C'est ainsi que la Syrie française ne comprenait même pas l'ensemble de l'ancienne province turque du même nom qui s'étendait loin au sud de ce qui fut ensuite baptisé du nom artificiel de Transjordanie, tandis que la Djezireh –l'Irak septentrional ancien – revenait au mandat français.

La paix venue, les impérialistes imposèrent leur projet après de dures batailles (la guerre a duré en Syrie jusqu'en 1925). Trahis par les impérialistes, trahis par les chefs féodaux derrière lesquels la bourgeoisie arabe avait par faiblesse accepté de se ranger (un chef de tribu du désert, Hussein avait tenté de créer un royaume arabe unifié, chassé par les Français de Damas en 1920, il se contenta de placer ses fils sur les trônes créés pour eux par les Anglais en Irak et en Transjordanie), les nationalistes arabes n'ont jamais renoncé à réunifier leur pays.

On dira que les frontières, si artificielles fussent-elles, ont fini par créer des réalités objectives, très partiellement. La mutilation de l'Orient arabe a aussi engendré un « Grand Liban » artificiel au possible ne correspondant à aucune réalité économique, nationale ou même religieuse (50% musulmans, 50% chrétiens), une Transjordanie qui n'a aucun sens. Et les impérialistes français n'ont-ils pas essayé de morceler encore davantage la Syrie en créant deux mandats – les Alaouites et le Djebel Druze – en essayant d'accentuer des différences religieuses mineures ?

Par la suite il est arrivé que les impérialistes utilisent le mot d'ordre d'unité arabe. Mais ils ont tout aussi fréquemment utilisé les rivalités locales, ils ont tablé sur le morcellement de l'Orient arabe. Il leur a été facile pendant vingt ans d'opposer des Etats arabes artificiels qui, pris séparément, n'étaient généralement pas viables.

L'examen de la balance des comptes de la Transjordanie est à cet égard fort instructif. Le déficit extraordinaire de la balance commerciale (trois fois supérieur au moins au volume des importations) était comblé pour une part par des subventions du *Colonial Office* (qui par ailleurs permettaient de boucler le budget de cet Etat artificiel), pour une part importante également par les envois des commerçants arabes transjordaniens installés en Syrie et en Palestine. Ce qui montre à quel point les échanges internes étaient déjà développés avant le partage de 1919, à quel point les Etats nouvellement créés sont artificiels et peu viables.

Les impérialistes ont mis à profit cette situation créée par eux. C'est dans le cadre de ces frontières que peu à peu les Etats arabes ont accédé à l'indépendance. Et aujourd'hui un besoin impérieux de s'unifier se fait sentir. On sait que la Jordanie actuelle subsiste grâce aux subventions égyptiennes, syriennes et séoudiennes qui ont pris la relève de celles du *Colonial Office*. Mais cette situation ne peut être que transitoire, et un jour ou l'autre il faudra aborder en face le problème de l'unification de la Syrie et de la Jordanie. Il est remarquable qu'en Syrie et en Jordanie, ce sont les partis de gauche (le Parti Socialiste Arabe et les partis communistes) et non les partis de droite qui sont les plus fervents partisans de l'unification. Notamment le Parti Socialiste arabe, commun à tous les pays du Croissant Fertile, et qui, derrière une idéologie vaguement socialisante et quelque peu confuse, défend avec une grande fermeté les intérêts de la bourgeoisie nationale anti-impérialiste, aux côtés des Partis Communistes. Mais ce sont aussi ces hommes de gauche, ces « patriotes arabes » comme on dit en Orient, ces hommes qui sont les plus fervents de l'unification arabe, qui sont aussi les plus fermes défenseurs de l'indépendance syrienne contre les visées des agents irakiens de

l'impérialisme. Contradiction apparente seulement, car l'unité arabe ne peut se réaliser que dans le cadre de l'indépendance réelle. Il est alors possible que cette unité se réalise dans un cadre qui dépasse celui de la nation arabe en formation (Croissant Fertile) pour englober l'Égypte et l'Arabie Séoudite. Dans la mesure où toutes ces nations arabes ne sont pas encore constituées et ne pourront achever leur formation que dans un cadre socialiste, où les éléments communs sont fort nombreux, les frontières d'Etat ne doivent pas forcément correspondre à celles des nations. C'est pourquoi il est possible que le projet actuel de fédération Égypte-Syrie joue un rôle positif.

### **III. Le mot d'ordre d'unité arabe**

Les impérialistes, avons-nous dit, se sont servis de ce mot d'ordre contre les Turcs en 1914. Ils ont trompé une aspiration légitime des masses et de la bourgeoisie arabe de l'époque. Ils s'en sont servis plus récemment. Durant la seconde guerre mondiale, les Anglais ont fait appel au sentiment arabe pour chasser leurs rivaux français de Syrie et du Liban, espérant pouvoir « combler un vide » suivant l'expression du jour. La Ligue arabe, créée en 1944, n'avait pas d'autre objectif. Rôle modeste que les Anglais lui ont assigné lors de sa création.

La Ligue a-t-elle été par la suite une « Ligue réactionnaire » ou une « Ligue progressiste » ? Question qui n'a pas de sens. La Ligue a été ce que furent les gouvernements qui la composent. Elle a bien servi les intérêts impérialistes lorsque les féodaux arabes alors au pouvoir partout, plutôt que d'accepter la décision sage de partage de la Palestine sont allés à la guerre, ce que les Sionistes cherchaient, pour détourner l'attention des peuples de la lutte contre l'impérialisme anglais, alors omniprésents sous la forme d'armée d'occupation en Égypte, en Transjordanie et en Irak. L'agrandissement d'Israël qui résultait de la guerre et l'émigration d'un million de paysans arabes chassés de leurs terres, ont contribué à créer au Moyen Orient cette situation que les impérialistes ont exploité il n'y a encore si longtemps en jetant Israël, leur agent, contre l'Égypte.

Mais lorsque la bourgeoisie nationale s'est emparée du pouvoir, en Égypte, en Syrie et en Jordanie, la Ligue est devenue l'instrument d'une politique anti impérialiste, d'une politique de paix. Peut-on oublier que ce fut la Ligue qui a initié la constitution d'un groupe afro-asiatique indépendant aux Nations Unies ? Le rapprochement des peuples asiatiques et africains a créé, à Bandung, une vaste zone de paix dont l'importance n'a pas besoin d'être souligné après le XXe Congrès. C'est alors que les impérialistes ont fait feu de tout bois. Ils ont poussé l'Irak encore aux mains de leur agent Nouri El Saïd à chercher à envahir la Syrie et

la Jordanie au nom de l'idéal de l'unité arabe. Mais ils se sont également appuyés à fond sur les divergences entre les groupes locaux, sur les intérêts mesquins des féodaux locaux qui ont tout avantage à voir l'Orient arabe demeurer morcelé.

Hier, lorsque l'histoire du Moyen Orient était celle d'une succession de pantins les uns agents des Anglais, les autres des Américains, certains impérialistes étaient tantôt pour l'unité arabe, tantôt contre selon la conjoncture du moment. C'est ainsi que les Anglais étaient pour le Croissant fertile ou la « Grande Syrie » lorsque le gouvernement syrien était aux mains des Américains. Ils pensaient ainsi pouvoir éliminer ces intrus par l'intermédiaire de leurs agents Hachémites.

Aujourd'hui un facteur nouveau a fait son apparition au Moyen Orient : le peuple et la bourgeoisie nationale. Raisonner en termes anciens dans ces conditions, c'est être en retard sur les événements de toute une période historique.

L'exemple du Soudan vient confirmer ces changements profonds. Le Soudan, conquis par l'Égypte au XIXe siècle, devenu par la suite une colonie anglaise séparée de l'Égypte, est également une nation en formation. Une nation arabe par la langue et la culture pour les deux tiers de sa population, bien que noire. Les Anglais ont tablé ici sur les différences réelles entre Soudanais et Égyptiens pour retarder le mouvement de libération de la vallée du Nil. Finalement les contradictions anglo-égyptiennes ont abouti quand même à l'indépendance du Soudan. Indépendance qui devait rester factice dans l'esprit des impérialistes et qui, dans les conditions nouvelles, est devenue réelle. Et jamais le rapprochement n'a été aussi grand entre les deux peuples frères par leur histoire, leur culture, leur langue (l'arabe soudanais n'est pas différent de l'arabe égyptien) que depuis que la bourgeoisie en Égypte et au Soudan a pris en mains la direction des affaires politiques. Qui est contre ce rapprochement, contre l'adhésion du Soudan à la Ligue arabe, contre l'idée qui se développe de liens fédéraux entre les deux pays ? Les partis les plus réactionnaires, les impérialistes qui accusent le caractère « africain » du pays, l'existence de minorités animistes et chrétiennes. Qui est pour ce rapprochement ? Tous les partis de gauche, ceux de la bourgeoisie nationale (partis gouvernementaux), comme ceux des masses populaires (partis communistes des deux pays, Front anti impérialiste au Soudan etc).

CONCLUSION



1°) L'Empire arabe du Moyen Age n'a pas jeté les bases d'une nation arabe allant de l'Atlantique au Golfe persique, encore moins d'une nation islamique. Néanmoins il a laissé derrière lui des traces profondes qui n'ont pas été effacées par le développement ultérieur de nations autonomes.

2°) Il n'existe pas une nation arabe en formation de l'Atlantique au Golfe persique mais des nations arabes en formation. Néanmoins en Orient asiatique, il existait une nation arabe en formation lorsqu'un partage artificiel a morcelé cette région du monde.

3°) Le contenu de mot d'ordre d'unité arabe varie avec la conjoncture politique. A l'époque de la libération générale d Moyen Orient du joug impérialiste, il remplit désormais dans l'ensemble un rôle positif.

## DOCUMENT V

### TROIS RAPPORTS DU P. C. E.

#### PREMIER RAPPORT (janvier 1957)

Après l'échec de l'agression Anglo-Franco-Israélienne, le Gouvernement Egyptien s'est engagé dans la poursuite de son combat contre l'impérialisme et a pris dans ce sens une série de mesures radicales aux plans économiques, politiques et culturels.

#### I. Au plan économique

a. Egyptianisation des Banques, Sociétés d'Assurance et Agences d'importation, transfert à l'Etat de la propriété des Banques et Assurances des pays ennemis. Création d'un organisme d'Etat chargé de l'élaboration des directives relatives aux projets d'industrialisation en cours. Cet organisme est appelé à remplir des fonctions importantes dans l'exécution du plan quinquennal. Il bénéficiera en outre d'un droit de veto dans les conseils d'administration des sociétés dès lors qu'il détient 25% de leur capital.

Ces trois mesures de portée considérable portent un coup fatal à l'impérialisme. Les interventions des banques, sociétés d'assurance et agences d'importation étrangères minaient en permanence le progrès de l'économie nationale. Il suffit de faire observer à cet endroit que le capital des banques ennemies s'élevait au montant de £ 2.000.000, alors que les dépôts égyptiens dépassaient £ 70.000.000. Le commerce avec les pays socialistes était paralysé par les banques étrangères en Egypte qui s'employaient à saboter les transactions et parfois même refusaient d'entrer en correspondance avec ces derniers, favorisant de la sorte les importations des pays impérialistes pourtant à des prix plus élevés que ceux offerts par les exportateurs des pays amis.

b. Intensification de nos relations économiques avec l'URSS, la Chine Populaire et les Démocraties Populaires qui nous fournissent actuellement tous les matériaux et les produits que les impérialistes refusent de nous livrer. De plus nos importations des pays amis sont facturées à prix inférieurs et ne sont pas réglées en devises rares. Une belle exposition industrielle organisée par l'URSS, a été visitée par le Président Nasser en personne et a bénéficié d'un succès sans précédent.

c. Mise en route d'un plan quinquennal (le premier en Egypte) pour le développement industriel et agricole, rendu enfin possible par la conquête de l'indépendance de l'économie nationale, libérée de l'emprise impérialiste, par l'aide appréciable et sans conditions des pays socialistes, l'égyptianisation des banques et le transfert à l'Etat de la propriété des banques ennemies.

d. Concernant le plan Eisenhower, bien qu'aucune réponse officielle n'ait été donnée par le Gouvernement, l'attitude de ce dernier et les déclarations du Président Nasser condamnent le plan et les vues impérialistes et anti-démocratiques qu'il exprime. La presse a également mené une vigoureuse campagne contre ce plan. Le Président Nasser a déclaré à ce

sujet aux journalistes chinois que l’Egypte n’est nullement disposée à renoncer à son indépendance tant au point de vue économique qu’au plan politique, et qu’elle n’adhèrera à aucun pacte militaire. Il a ajouté qu’il ne s’opposait pas aux activités des entreprises étrangères en Egypte pour autant que celles-ci contribuaient à l’industrialisation du pays et s’abstenaient de toute ingérence dans la politique d’indépendance de l’Egypte. Il ne tolérera jamais, a-t-il poursuivi, que les investissements étrangers soient utilisés comme des instruments contre le peuple comme par le passé.

e. Dans le domaine de la « Réassurance » des Assurances égyptiennes, le gouvernement a décidé de procéder à celle-ci auprès des institutions de réassurance des pays amis, en association avec une institution égyptienne de réassurance. La mesure supprime les profits gigantesques que le capital britannique tirait par le passé de la réassurance des assurances égyptiennes.

f. Le Gouvernement a pris la décision de relever la proportion des terres affectées à la production du coton, l’Egypte ayant trouvé des pays amis pour lui acheter le coton à un prix rémunérateur sans lui imposer de conditions et en fournissant en contrepartie des biens d’équipement pour la nouvelle industrie.

## II. Sur le plan politique

1°) En matière de politique intérieure :

a. Le Gouvernement patriotique refusant toute ingérence impérialiste, poursuit avec vigilance toutes les conspirations et liquide systématiquement les nids d’espionnage. Le Président Nasser a confiance dans le peuple et cherche constamment son appui.

Dans une entrevue accordée par le Président à la journaliste américaine Dorothy Thompson, il a exprimé son intention de rétablir prochainement la vie parlementaire afin de souder l’unité de la nation et permettre ainsi au peuple de s’exprimer. Au demeurant le peuple jouit en fait d’une liberté assez grande et aucune nouvelle poursuite n’a été engagée contre les militants de gauche.

b. On attend incessamment l’ouverture du procès des agents impérialistes qui dévoilera la gravité des menées de l’Angleterre et la France et de leur volonté de contrer la politique d’indépendance du gouvernement égyptien, qui se déploie depuis la conférence historique de Bandung.

c. On a eu la visite des délégués de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, une organisation qui rassemble plus de deux millions de femmes, reçus par les organisations de femmes égyptiennes, invitées par le Président Nasser en reconnaissance de l’appui solidaire apporté par toutes les femmes des pays libres anti-impérialistes.

d. Création d’une Confédération Générale Egyptienne de Travail chargée de l’orientation du mouvement ouvrier, la défense des intérêts des travailleurs et la protection des usines et des syndicats contre toute agression directe ou indirecte. La création de cette C.G.E.T. est une grande victoire pour la classe ouvrière égyptienne. Les politiques de répression permanente de la classe ouvrière par les pouvoirs à la solde des impérialistes et des réactionnaires n’avaient

jamais permis la création d'une grande centrale syndicale. Le bureau de la confédération a été reçu le lendemain de sa constitution par le Président.

2°) En matière de politique extérieure :

L'Egypte poursuit son action et s'emploie à contribuer aux combats contre l'emprise des impérialistes sur les peuples du Moyen Orient. Elle soutient leurs mouvements de libération. On notera à cet effet:

a. L'accord passé par l'Egypte, la Syrie et l'Arabie Saoudite et la fourniture d'une aide financière à la Jordanie permettant à ce peuple de se libérer de l'emprise politique et économique britannique. Voici un nouveau coup porté contre l'impérialisme dans le Moyen Orient et un nouveau pays sur la voie d'une indépendance. L'accord a été signé au Caire.

b. L'attitude résolue de l'Egypte vis-à-vis d'Israël à l'ONU, soutenue par tous les peuples libres. Le Président Nasser donne un avertissement à Israël et l'invite à se soumettre aux exigences de l'application immédiate et sans conditions des décisions de l'ONU. Il met en garde l'Occident contre les conséquences d'une internationalisation de Gaza et du Golfe d'Aqaba ; il fait l'éloge de la Force d'Intervention de l'ONU mais refuse d'accepter sa transformation en force d'occupation.

c. L'intensification des relations politiques et culturelles de l'Egypte avec les pays socialistes. Un nouvel accord culturel a été signé entre l'Egypte et la Pologne pour l'échange d'étudiants, de professeurs et de techniciens, et le président a exprimé aux journalistes chinois de passage au Caire son espoir de pouvoir visiter la Chine cet été pour contribuer à rapprocher davantage les deux pays. Le journal gouvernemental *El Goumhoureya* a publié un numéro spécial sur la Chine préfacé par le Président Nasser lui-même. Parfaitement conscient aujourd'hui de la nécessité de l'appui des peuples libres dans notre combat pour la cause nationale, notre Président a déclaré : « C'est dans le moment du besoin qu'on reconnaît ses amis ».

d. L'intensification des relations avec les pays Arabes, la Syrie en particulier. Les principes fondamentaux d'une union avec cette dernière dans le domaine des échanges économiques et culturelles et dans l'échange de vues politiques ont été définis. L'Egypte et la Syrie qui sont à l'avant-garde des peuples en lutte pour se libérer au joug impérialiste, ont mis à l'étude le projet d'une union fédérale.

Conclusion :

Le Gouvernement Egyptien s'est engagé dans la voie de la lutte anti-impérialiste. Néanmoins il existe encore au sein du système du pouvoir des personnes toujours sensibles aux vues occidentales, des segments de l'appareil de l'Etat sont encore sous l'influence des forces réactionnaires et s'emploient à freiner l'action du gouvernement ; le retrait des troupes israéliennes permettra au Président Nasser de remanier son équipe ministérielle pour en assurer l'homogénéité et renforcer le courant anti-impérialiste.

SECOND RAPPORT

Six mois après l'agression Anglo-Franco-Israélienne contre l'Égypte, les dernières troupes ennemies ont quitté le territoire égyptien.

Le monde entier a appris que l'Égypte s'est libérée au prix de grands sacrifices grâce au patriotisme du peuple et de son Président Gamal Abdel Nasser. Le peuple et le Président ont identifié leurs amis et ont placé leur confiance en eux. Ils ont également découvert que leur force émanait de leur confiance réciproque : le Président a distribué les armes à son peuple et ce peuple a utilisé ces armes pour la défense de la patrie et de son président. Ils ont déjoué ensemble les manœuvres impérialistes visant à détruire cette confiance mutuelle.

Aujourd'hui, le peuple conscient de ses devoirs et de ses droits, est plus fort que jamais. Par ailleurs le mouvement de la politique arabe en direction de l'unité a consolidé la volonté des peuples du Moyen Orient de soutenir la politique de « neutralité positive », garantie de la sauvegarde leur indépendance politique, économique et sociale.

Les événements des derniers mois ont dévoilé aux yeux du monde entier les visées impérialistes des Etats Unis mises en lumière par le plan Eisenhower. Ce plan, jugé contraire aux aspirations des peuples arabes, a été rejeté par la grande majorité des Etats Arabes et autres du Moyen Orient. La Conférence du Caire a mis définitivement fin aux polémiques et aux fausses rumeurs diffusées par les agents impérialistes prétendant que le Roi Séoud avait trahi la cause arabe durant son séjour aux Etats Unis et que le Président Nasser aurait accepté une intervention américaine dans le Moyen Orient, qui aurait fait le jeu des Anglo-Franco-Israéliens.

Les dernières manœuvres impérialistes à Gaza, appuyées par les forces de l'ONU, ont été mises en échec par les patriotes arabes et égyptiens de cette ville qui ont courageusement manifesté contre l'administration de la Force Internationale de Police, exigeant leur retrait immédiat et le retour de l'administration égyptienne dans cette région. Un gouverneur égyptien a été désigné sur le champ et les Nations Unies informées que l'Égypte n'accepterait aucune infraction aux décisions de l'Assemblée Générale et, qu'en conséquence, la police égyptienne ferait son entrée à Gaza.

Les Etats Unis, en accord avec Israël, l'Angleterre et la France, tentent maintenant de jouer une nouvelle carte : celle de l'internationalisation du Canal de Suez et du Golfe d'Aqaba. Hammarskjold s'est d'ailleurs rendu au Caire pour exposer au Président Nasser le danger qu'il courrait par son obstination à tenir sur ses positions. L'entrevue coïncidait étrangement avec la Conférence de Bermudes entre Eisenhower et Mac Millan. Au terme de 7 heures d'entretien avec notre Président, Hammarskjold s'est rendu à l'évidence : l'Égypte maintient ses droits ; exige que les droits de passage par le Canal de Suez soient intégralement payés à la Compagnie Egyptienne ; retrouve son droit absolu sur ses eaux territoriales du Golfe d'Aqaba.

Nous avons gagné une manche décisive et nous nous trouvons aujourd'hui sur la route qui garantit la réalisation concrète des aspirations de notre peuple.

Le Président Nasser, au cours d'une entrevue de presse avec Mr Karangia, rédacteur en chef de la revue indienne *Blitz* (le texte de cette entrevue peut être obtenue auprès des ambassades

égyptiennes) a précisé les intentions de son gouvernement : les élections prochaines, la reconnaissance de l'émergence de forces politiques nouvelles ; la création d'un front national. « Nous tentons d'instaurer, a-t-il dit, un Etat bâti sur une économie socialiste, avec l'aide de spécialistes venus de divers pays, dont notamment l'URSS et l'Allemagne orientale. Je cherche, poursuit-il, à élever le niveau social du paysan et de l'ouvrier en leur garantissant une vie décente et la sécurité sociale. Il faut neutraliser l'emprise du capital sur leur vie quotidienne. L'Egypte se fondait dans le passé sur des forces étrangères, sans chercher à puiser sa force dans son peuple patriotique ; l'expérience de l'année écoulée m'a appris que cette force est indestructible et que si on lui fait confiance, on ne peut que sortir vainqueur du combat. Nous avons appris à distinguer nos amis de nos ennemis et, avec leur aide, nous paracheverons notre indépendance économique et sociale ; nous maintiendrons notre attitude de neutralité active et nous nous opposerons à toute ingérence dans nos affaires internes. L'unité dans la politique arabe est chose faite, les agresseurs ont été refoulés et les derniers bastions impérialistes dans le Moyen Orient neutralisés ».

L'Egypte poursuit donc sur la route de la libération. Des accords ont été conclus avec tous les pays amis notamment l'URSS, la Chine Populaire, les Démocraties Populaires et la Yougoslavie dont le Vice-Président, Mr Vukmanovic a rendu à l'Egypte une visite d'amitié. Les revenus de la réforme agraire sont périodiquement et systématiquement distribués aux paysans. Les lois ouvrières sont en train d'être remaniées pour garantir aux ouvriers une plus grande sécurité sociale. D'autres projets de réformes sont à l'étude pour la réalisation du bien-être du peuple égyptien.

Néanmoins le peuple reste conscient qu'il lui faut demeurer vigilant et que les impérialistes ne s'avouèrent pas vaincus de sitôt. Des nouvelles alarmantes, comme les manœuvres conduites par l'armée israélienne, l'aviation et la marine françaises, confirment la nécessité de rester vigilant. Les Etats Unis ont d'ailleurs repris les envois d'armes à Israël.

Nous savons que les impérialistes continueront à tenter par tous les moyens de nous imposer leurs lois. Mais le terrain gagné par les peuples arabes au cours de l'année écoulée peut être préservé, si nous ne relâchons pas notre vigilance. Car les faits démontrent que les pays impérialistes n'ont pas renoncé à leurs objectifs : reconquérir les marchés perdus, restaurer leurs bases militaires et reconstruire leurs zones d'influence.

### TROISIEME RAPPORT

Notre président tente par tous les moyens de consolider la situation économique à l'intérieur et de neutraliser les agences qui opèrent contre les intérêts nationaux égyptiens. Et à cette fin s'amorce la mise en place d'organismes nouveaux capables de mettre en œuvre la politique du gouvernement.

1. Après la création de « l'Organisme Economique » (*Muwassassa Iqdisadia*) dont nous avons discuté les ambitions dans le rapport de Janvier, le gouvernement a décidé :

1) La création d'un Conseil Supérieur pour la Planification Nationale, sous la présidence de Nasser lui-même, chargé de définir les objectifs économiques et sociaux du développement et d'activer la mise en route des plans de développement.

2) La création d'un Comité National de Planification sous la présidence d'un Ministre d'Etat chargé de la planification, Abdel Latif Boghdadi, dont la mission est de mettre au point le plan général pour le développement économique et social en précisant les étapes et les modalités d'exécution.

2. Dans le cadre de l'égyptianisation et de l'unification de la culture en Egypte et dans les pays arabes – fondement de l'unité arabe – le gouvernement a ordonné l'emploi obligatoire de la langue arabe dans tous les domaines du commerce et de l'industrie, mesure radicale pour l'emploi des Egyptiens, autrefois rejetés sous le prétexte de leur ignorance des langues étrangères.

3. Dans les campagnes, le gouvernement poursuit la politique de réforme agraire. Il a décidé de distribuer 2.385 feddans aux paysans, et de reverser aux producteurs les bénéfices réalisés sur le prix du coton par les coopératives. Le gouvernement a également décidé d'étendre la loi sur la réforme agraire aux Sociétés Foncières, touchant tout particulièrement la société Kom-Ombo qui exploite 70.000 feddans et dont le patron est le grand magnat Aboud. Cette décision met fin à une situation irrégulière qui permettait aux sociétés foncières de se comporter en gros propriétaires terriens, comme à l'époque de domination du régime féodal dans les campagnes.

4. Dans le domaine du commerce extérieur, l'Egypte a largement réduit ses importations d'articles de luxe, au bénéfice de celles d'équipements. L'importation de machines lourdes et de biens d'équipement est en augmentation, soutenue par les facilités de paiement accordées par les pays amis, notamment l'URSS et les Démocraties Populaires, qui sont devenus par la même occasion les principaux acheteurs de notre coton. Notre commerce avec les pays arabes frères s'est également intensifié. Un nouvel accord pétrolier a été signé avec l'Arabie Saoudite qui nous vendra une bonne partie du pétrole qui lui est cédé pour sa consommation interne par l'ARAMCO. Un nouvel accord de paiement a été également conclu avec la Syrie, facilitant ainsi les échanges économiques entre ces deux pays.

Sur le plan politique, l'Egypte a réaffirmé sa position d'avant-garde en réunissant au Caire les dirigeants des quatre pays arabes (Syrie, Jordanie, Arabie Saoudite et Egypte) qui ont publié un communiqué conjoint d'une grande portée, réaffirmant une fois de plus leur attachement à la neutralité active. Ils ont décidé en conséquence :

- 1) d'exiger le retrait immédiat d'Israël au-delà des lignes de démarcation, sans conditions.
- 2) de réaffirmer les droits des Arabes de Palestine à la souveraineté sur leurs terres et leurs eaux territoriales.
- 3) d'exiger que l'Egypte soit indemnisée par les pays agresseurs pour les dommages subis du fait de l'agression.

4) de rejeter toutes les manœuvres qui portent atteinte à la souveraineté de l’Egypte et à ses droits sur le Canal de Suez. La liberté de navigation dans cette voie d’eau est garantie par les dispositions de la Convention de Constantinople de 1888.

5) de condamner l’agression britannique contre le Yémen et de réaffirmer leur solidarité avec ce pays dans sa résistance à l’agression.

6) de soutenir sans condition le droit des Arabes d’Algérie à la liberté et à l’indépendance, et de saluer leur lutte contre l’impérialisme.

Les quatre puissances de la conférence réaffirment leur désir de remplir leur rôle dans le concert des nations et de contribuer à fonder des relations internationales assises sur la recherche de la paix, de la justice et de la prospérité, dans le respect de leurs intérêts et de leur souveraineté. Les membres affirment également leur volonté de tenir la nation arabe en dehors des alliances étrangères.

La répercussion des décisions de la conférence s’est fait ressentir immédiatement ; moins de douze heures après leur diffusion, Israël faisait savoir qu’elle se retirerait du Sinaï sans conditions. Le refus d’Israël de se replier derrière les lignes de démarcations précédemment établies par le Comité d’Armistice n’aurait pas été possible sans le soutien des Etats Unis qui s’employaient par ce moyen à faire pression sur l’Egypte. Rappelons également à cet endroit les attitudes équivoques du Roi Hussein de Jordanie et la visite antérieure de Séoud aux Etats Unis, destinée à faire échouer la Conférence du Caire. En dépit de tout cela cette conférence a brillamment réussi ; ses résolutions confirment l’attachement des pays arabes à la politique de neutralité active.

Les Etats Unis comptaient beaucoup sur la visite de Séoud, espérant le gagner à la cause du plan Eisenhower, qui aurait permis aux Etats Unis de s’emparer des positions clefs au Moyen Orient, dont les Britanniques et les Français ont été évincés, et de faire échouer les efforts de l’Egypte dans sa politique de neutralité active. Séoud a obtenu une aide militaire importante pour équiper son armée, laquelle se trouve, ainsi que l’armée syrienne, sous le commandement du Général égyptien Abdel Hakim Amer, en vertu des traités de défense mutuelle ! L’impérialisme comptait également sur les attitudes équivoques du Roi Hussein. Mais là encore, l’impérialisme a échoué et Hussein, sous la double pression de son peuple et de l’opinion publique arabe, a signé le document historique reconnaissant les principes de neutralité active.

A l’ONU, l’Egypte poursuit sa politique de soutien aux luttes de libération des peuples opprimés. Elle a dénoncé l’occupation de Chypre – une occupation qui a permis aux Anglo-Français d’envahir l’Egypte à partir de ce territoire ; elle a salué la lutte admirable menée par les patriotes chypriotes contre les occupants.



## DOCUMENT VI

### PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE EGYPTIEN UNI

Notre époque est celle du triomphe des peuples. Dans toutes les régions du monde, les peuples remportent des victoires éclatantes et s'acheminent vers la réalisation de leurs objectifs. Les peuples d'Orient sortent de leur torpeur, franchissent les grandes portes de l'histoire et reprennent leur véritable place au soleil. Les peuples arabes en lutte portent leurs regards avec confiance vers l'avenir. Leurs luttes glorieuses sont données en exemple. Les victoires historiques remportées par le peuple égyptien s'ouvrent sur un avenir radieux.

.....

Le socialisme est devenu réalisable dans notre pays. A l'origine de cette possibilité ouverte : les victoires remportées par l'Egypte contre l'impérialisme et ses alliés, l'indépendance reconquise par l'Egypte, les avancées du socialisme dans le monde entier, la constitution d'une vaste région de paix associant les pays socialistes et les pays libérés du joug impérialiste, la crise approfondie du capitalisme et la désagrégation du système de la domination impérialiste dans les colonies.

.....

Pour toutes ces raisons notre révolution socialiste pourra s'accomplir par des moyens pacifiques, par la voie du parlement, celle d'une majorité parlementaire s'appuyant sur les masses populaires. L'instauration du socialisme par la voie parlementaire est devenue possible. Il dépend des larges masses populaires dirigées par la classe ouvrière de transformer cette possibilité en une réalité active.

La classe ouvrière en Egypte est en mesure, par son alliance solide avec les masses paysannes, avec les intellectuels, par le déploiement de sa coopération avec toutes les forces nationales, de gagner une majorité stable au parlement égyptien, de transformer cette majorité en agent actif d'expression de la volonté populaire et de faire avancer le pays vers le socialisme.

.....

La voie que nous avons choisie pour accomplir cette tâche révolutionnaire actuelle passe par la construction d'une vaste alliance qui rassemble tous les patriotes égyptiens, toutes les forces nationales en Egypte : la classe ouvrière, les masses paysannes, la petite bourgeoisie, les intellectuels et la bourgeoisie nationale ennemie de l'impérialisme. Elle s'exprime dans la consolidation du Front National associant le peuple, l'armée et le gouvernement patriotique avec à sa tête Gamal Abdel Nasser.

.....

La réalisation de cet objectif exige que la classe ouvrière, en alliance profonde avec les masses paysannes, devienne la classe dirigeante dans le Front National Uni. Que la classe ouvrière et ses alliés paysans exercent à chaque étape ce rôle de direction.

.....

Dans cette perspective, le Parti Communiste Egyptien Uni, qui place toute sa confiance dans le peuple, invite tous les Egyptiens honnêtes à se joindre à lui et à consolider les rangs de l'avant garde qu'il constitue.

.....  
Objectifs de son programme :

1°) *préservation et consolidation de l'indépendance nationale* :

1. Poursuite de notre politique d'indépendance, de neutralité positive et de coexistence pacifique. Refus des pactes impérialistes agressifs comme le pacte de Bagdad. Rejet de la doctrine Eisenhower. Renforcement de nos forces militaires et mobilisation des forces populaires dans le but d'affronter la menace impérialiste et sioniste.

2. Liquidation des agents de l'impérialisme, mise en déroute des complots

impérialistes et sionistes, protection du gouvernement patriotique, présidé par Gamal Abdel Nasser et consolidation du Front National anti impérialiste, constitué par l'union des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des capitalistes nationaux.

3. Resserrement des liens culturels, économiques et politiques avec les pays socialistes et les pays qui pratiquent une politique de neutralité active ; conclusion d'accords culturels, commerciaux et amicaux avec ces pays.

2°) *défense active de la paix mondiale* :

1. Soutien de tous les mouvements de libération nationale dans toutes les régions du monde.

2. Renforcement des liens culturels, économiques et politiques avec tous les pays ayant participé au Congrès Afro-asiatique de Bandung et avec les pays de l'Amérique latine.

3. Reconnaissance officielle des pays de Démocratie Populaire et des pays socialistes n'ayant pas été encore reconnus ; reconnaissance des nations ayant acquis récemment leur indépendance.

4. Consolidation de l'ONU et transformation de cette organisation en agent actif de résistance à toute agression, faisant d'elle une organisation internationale garante de la résolution de tous les différents par des moyens pacifiques.

5. Appui à tous les efforts entrepris pour la réduction des armements, l'arrêt des expériences nucléaires et leur interdiction définitive.

6. Opposition aux pactes impérialistes ; liquidation des bases militaires d'agression dans toutes les régions du monde ; soutien aux efforts déployés pour créer un système de sécurité collective authentique.

3°) *Renforcement de l'unité arabe librement consentie* :

1. Soutien à tous les mouvements de libération nationale dans tous les pays Arabes, en particulier au combat du peuple Algérien dans sa juste guerre de libération.

2. Renforcement des alliances entre l’Egypte et les pays Arabes libérés, face aux complots impérialistes.

3. Accélération de la construction d’une Union Fédérale entre les pays Arabes ; en particulier par celle de leurs avant-gardes : l’Egypte, la Syrie et la Jordanie.

4. Consolidation de la lutte libératrice commune entre l’Egypte et le Soudan, dans le respect du principe de l’Unité Arabe librement consentie.

5. Refus de céder à l’agression sioniste ; refus de tout traité de paix avec Israël ; affirmation du droit des Arabes de Palestine à réoccuper leurs terres usurpées et à des dédommagements pour le pillage de leurs propriétés.

4°) *liquidation des vestiges de la féodalité :*

1. Modifier la réforme agraire en limitant à 50 feddans la propriété agricole ; consentir au relèvement de cette limite à 100 feddans au maximum pour les terres les moins fertiles.

2. Limiter l’activité des sociétés agricoles au défrichement et à la revente des terres.

3. Distribuer aux petits paysans les terres du ministère des Waqfs et de l’Etat.

4. Election des maires, création de municipalités pour toutes les villes et villages, réforme démocratique des municipalités, élection directe de tous les conseillers municipaux, extension des droits et prérogatives des municipalités dans la perspective d’en faire de véritables instruments de l’organisation de la vie rurale, particulièrement pour ce qui concerne les questions d’irrigation, de sécurité et de gestion des biens publics.

5. Interdiction aux féodaux de poser leur candidature à l’élection à l’Assemblée Nationale et aux Assemblées Municipales et Rurales.

5°) *Mettre fin au pouvoir des monopoles :*

1. Liquidation des derniers bastions du capital des monopoles, allié de l’impérialisme.

2. Nationalisation par l’Etat de tous les monopoles, les banques, les sociétés d’assurances, les agences d’exportation du coton ; contrôle par l’Etat des industries dont les productions sont destinées à la consommation populaire.

6°) *renforcement de la démocratie et consolidation de ses bases :*

1. Adoption du système de la démocratie locale, démocratisation des municipalités et élection de leurs membres par le suffrage général direct.

2. Réforme de l’appareil de l’Etat dans un esprit démocratique, fondé sur la confiance dans le peuple ; éloignement des réactionnaires agents de l’impérialisme ; octroi de garanties d’emploi sérieuses pour les fonctionnaires, abolition de la vieille routine gouvernementale.

3. Abolition de toutes les lois héritées de l'époque de la domination de l'impérialisme et de la féodalité, conçues comme des instruments utilisés contre les libertés populaires ; annulation de tous les jugements qui ont découlé de leur application.

4. Elargissement des libertés populaires, renforcement du régime républicain, défense de la constitution ; veiller à ce que son application se fasse dans l'esprit de l'Egypte indépendante, nationale, démocratique ; consolidation de la vie parlementaire en s'appuyant sur la force organisée du peuple.

5. Garantie des libertés syndicales ; respect et protection de toutes les opinions exprimées en leur sein par les ouvriers de l'industrie et les ouvriers agricoles ; interdiction aux Agents de l'Etat et aux chefs d'entreprise de s'ingérer dans les affaires syndicales.

6. Garantie au peuple et aux couches patriotiques la liberté de constituer des partis politiques nationaux ; interdiction aux féodaux et aux monopolistes, agents de l'impérialisme, de constituer des organisations politiques.

7. Faire de « l'Union Nationale » – l'organisation politique constitutionnelle – le représentant authentique du Front National qui rassemble les ouvriers, les paysans, les intellectuels, la bourgeoisie nationale et toutes les autres forces patriotiques.

7°) *construction d'une économie nationale évoluée :*

1. Construire une industrie nationale moderne, en particulier une industrie lourde.

2. Faire avancer l'agriculture et perfectionner les moyens de l'exploitation agricole.

3. Sauvegarder le capital national privé et encourager une fructification favorable de ce capital.

4. Consolider la participation de l'Etat dans l'économie nationale ; renforcer l'intervention de l'Etat dans l'édification de l'économie.

5. Soutenir l'expansion du secteur coopératif dans la petite production rurale, le commerce ; garantir des conditions plus favorables à la petite production et au petit commerce.

6. Etablir un plan précis à période limitée, dont les objectifs sont la croissance de la production et des revenus, l'élévation du niveau de vie des classes populaires.

7. Adoption du principe de l'impôt progressif sur le revenu ; réduction de la part des impôts indirects qui pèsent sur les épaules des classes populaires.

8°) *relèvement du niveau de vie des classes populaires :*

A. Les ouvriers :

1. Garantie du travail, lutte contre le chômage, annulation des droits des entrepreneurs à gérer l'emploi à leur propre guise et adoption de lois qui vont dans ce sens.

2. Adopter et mettre en œuvre le minimum vital des salaires en accord avec l'Union Générale des Ouvriers Egyptiens et les Associations professionnelles ; garantir de la sorte l'amélioration des niveaux de vie.

3. Limiter les heures de travail à 8 heures par jour.

4. Garantir le repos hebdomadaire et annuel payé.

5. Garantir la liberté syndicale des ouvriers ; interdire leur révocation pour cause d'activité syndicale.

6. Construire un syndicat général régional ; en faire l'unité de base de l'Organisation Syndicale, en lieu et place du système en vigueur fondé sur le Syndicat d'usine.

7. Elargir les libertés syndicales par la formation et la consolidation d'unions professionnelles et d'unions régionales et la consolidation de l'Union Générale des Ouvriers Egyptiens.

8. Octroyer l'Assurance sociale aux ouvriers ; couvrant les accidents du travail, la maladie, le chômage et la vieillesse.

9. Garantir la participation des ouvriers à l'administration des usines par l'entremise de comités locaux constitués par les ouvriers et les chefs d'entreprises, chargés du contrôle des conditions de production et le respect des législations du travail.

10. Consolider l'Union Internationale des Travailleurs Arabes et renforcer les liens entre les ouvriers Egyptiens et les ouvriers du monde entier, en particulier les ouvriers d'Afrique et d'Asie.

#### B. Les paysans :

1. Veiller à l'application de la loi du minimum vital pour les ouvriers agricoles.

2. Garantir la liberté de constituer des syndicats d'ouvriers agricoles et des unions paysannes ; soutenir leur formation.

3. Distribuer gratuitement aux paysans pauvres les terres des féodaux, du ministère des Waqfs et de l'administration des Biens de l'Etat.

4. Créer des unions coopératives pour la production, la vente et les achats d'intrants industriels groupant les petits et les moyens agriculteurs propriétaires et fermiers.

5. Aider les paysans à résoudre le problème de leur endettement ; leur avancer des prêts ; garantir des prix raisonnables pour l'achat des semences et des engrais.

6. Garantir les soins d'hygiène aux paysans en leur procurant l'eau potable, l'électricité, les moyens de transport et la construction d'habitations saines.

#### C. Les fonctionnaires :

1. Augmenter les salaires des fonctionnaires et leur assurer un minimum vital digne.
2. Créer un cadre général unifié pour tous les fonctionnaires de l'Etat en tenant compte de leurs années d'études, de service et de leurs capacités.
3. Garantir les postes des fonctionnaires ainsi que l'octroi de pensions convenables pour les fonctionnaires et leurs familles.
4. Reconnaître aux fonctionnaires la liberté de constituer des syndicats et des associations représentatives pour la défense de leurs intérêts.
5. Combattre la bureaucratie gouvernementale qui étouffe les initiatives et limite les performances.

D. Les commerçants :

1. Garantir un volume de bénéfices équitables aux petits et aux moyens commerçants.
2. Alléger les petits et moyens commerçants du poids des impôts directs.
3. Renforcer les chambres de commerce et les transformer en instruments démocratiques efficaces au service de tous les commerçants et non des seuls privilégiés les plus riches, minoritaires.
4. Constituer des sociétés coopératives pour les petits et les moyens commerçants.

E. La femme, l'enfance et la jeunesse :

1. Assurer l'égalité complète de la femme et de l'homme dans tous leurs droits et leurs devoirs.
2. Confirmer les droits politiques de la femme ; l'encourager à utiliser ces droits.
3. Garantir à l'ouvrière le même salaire pour le même travail.
4. Libérer socialement la femme, et , dans cet esprit consolider la famille.
5. Garantir à l'ouvrière et à la femme fonctionnaire son droit à un congé payé avant et après l'accouchement, son droit à protection durant les mois de grossesse, son droit à un travail plus léger pendant cette grossesse ainsi que le droit de la mère d'allaiter son enfant pendant son travail.
6. Créer des crèches pour les enfants des ouvrières et des femmes fonctionnaires et leur accorder des augmentations pour tout nouveau-né.
7. Protéger la jeunesse en lui garantissant son droit à créer des unions et des clubs sportifs, sociaux et culturels, dans la perspective de donner la bonne réponse au problème du désœuvrement.

F. L'instruction et la culture :

1. Généraliser la création d'écoles dans tous les villages et dans tous les quartiers des villes.

2. Généraliser la gratuité de l'enseignement, imposer la scolarisation obligatoire pour toutes les classes primaires et secondaires ; offrir toutes les facilités aux étudiants les plus capables d'accéder à l'enseignement universitaire.

3. Relever le niveau de vie des instituteurs ; garantir des conditions matérielles favorables leur permettant d'enrichir leur culture et de suivre l'évolution de la science et de la pensée.

4. Perfectionner le système de l'enseignement et l'épurer des vestiges des théories réactionnaires et impérialistes.

5. Veiller à la sauvegarde de la culture nationale ; soutenir le patrimoine égyptien et arabe dans l'expression des arts et des lettres populaires ; soutenir la diffusion de la culture nationale et démocratique.

6. Encourager la création littéraire et intellectuelle ; protéger les intellectuels égyptiens, les aider à s'organiser ; renforcer leurs liens avec les intellectuels arabes.

7. Diffuser, populariser les sciences modernes, encourager les recherches scientifiques, apprécier à leur juste valeur les savants et mettre la science au service du peuple, de l'humanité et du progrès.

#### G. L'hygiène publique :

1. Multiplier la création d'hôpitaux à la campagne et dans tous les quartiers des villes du pays.

2. Faciliter les soins et traitements médicaux en nationalisant la médecine et en réduisant les prix des médicaments.

Voici le programme que le Parti Communiste Egyptien Uni propose à tous les patriotes, un programme qui est un plan de travail et une invitation à la lutte... En adhérant au Parti Communiste Egyptien Uni , nous pourrons tous ensemble construire notre Egypte Nouvelle.